Tome XXX. N° 9. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er Aout 1927

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Du commandement

I

Lui. — ...Le commandement? Mais il est impossible en France et inutile! Ce pays, qui ne le tolère pas, se passe de lui. Le Français est individualiste et frondeur, vous ne le changerez pas. Il se bat pour sa liberté...

Moi. — ...pour ce qu'il croit être sa liberté!

Lui. — Qu'importe! Il se bat pour sa liberté contre son propre gouvernement.

Moi. — ...contre lui-même!

Lui. — Peut-être, mais c'est une lutte qui l'aguerrit. Car cette passion de la liberté, qui sépare les individus, fait la force de la nation. Leur liberté, c'est la patrie. Fauves du même clan, ils se déchirent entre eux; mais que l'ennemi menace, et toute la jungle descend.

Moi. — Oui, une ruée, une débâcle en avant...

Lui. — Non, la France sait s'unir et s'organiser au moment critique.

Moi. — ...au dernier moment!

Lui. — ...Jamais trop tard. Trop tard, peut-être, pour

le sens commun, mais cette nation sensée se joue du sens commun. Malade, elle triomphe du mal. Condamnée, elle ressuscite et se rit de ses médecins. Pensez aux graves maladies qui l'ont éprouvée : une longue crise d'un siècle au début même de sa croissance, et elle l'a surmontée...

Moi. — ...Jeanne d'Arc.

Lui. — Oui, Jeanne d'Arc, c'est-à-dire le peuple, le peuple de France... Plus tard, une période pénible de déchirements intérieurs, et elle en est sortie...

Moi. — ...Richelieu.

Lui. — Non pas Richelieu, mais Henri IV, c'est-à-dire le peuple encore... Puis, après une longue maladie morale, cette sorte de névrose collective, la crise la plus grave de toutes, la Révolution. Et vous allez me citer Bonaparte. Mais c'est la Révolution qui révèle le mieux le peuple de France. Il renverse son gouvernement, et il résiste à l'invasion. Impuissant à se gouverner, il remporte des victoires. Sans chef devant l'étranger, il s'unit et devient national. Le peuple a détruit le roi, mais créé la patrie.

Et c'est ainsi, le peuple de France est ingouvernable. Rien ne sert de récriminer. Ni surtout de lui chercher des maîtres. Ne vous y trompez pas ; même s'il appelle un chef à grands cris, il n'en tolère aucun. Avec raison, puisqu'il s'en passe.

Moi. — Comme les grenouilles. Elles réclamaient un chef, et c'est bien le soliveau qu'elles voulaient. Serions-nous un peuple de grenouilles?...

Lui. — ...En tous cas, malgré toutes ses inconséquences, et bien que ses caprices de liberté lui coûtent généralement cher, j'ai foi en lui. Je crois aux vertus de la race.

Moi. — « Les vertus de la race », la belle formule que j'attendais ! Certes, je crois comme vous aux vertus de la race, mais je ne me repose pas sur elles. Et c'est la grande erreur des Français que de se fier en aveugles au génie de la nation. Confiants dans leur force collective, chacun d'eux se croise les bras et rêve. Il pense : « La France ne peut pas périr », comme si toute chose *unique* devait nécessairement être éternelle ! Je pensais aussi, devant le lit de mort d'un grand homme que j'aimais : « Est-ce possible? Cette force unique a-t-elle pu périr? » et on l'a enterré, et il a disparu d'entre nous. Vous avez cette même idée mystique ; et elle vous endort. « A quoi bon s'organiser? Il est

écrit que la France ne périra point. La France se sauvera d'elle-même ! »

Vous me rappelez ces catholiques aveugles qui voyaient sans inquiétude, avec une sorte de joie méprisante, l'État chasser leurs moines et rompre avec l'Église : « Tant mieux ! disaient-ils. Du pire sortira le bien. » Ils attendaient le miracle, car il n'y a de miracle que dans la catastrophe. Et vous aussi, vous comptez sur un miracle, le miracle du Dieu-nation. Vous portez cette idée sur vous comme un gris-gris protecteur, comme un scapulaire patriotique. Pour un peu, vous diriez, comme les Arabes : « La France a la *baraka.* » Pour moi, j'ai perdu confiance en cette vertu surnaturelle, du jour où j'ai vu à mes pieds, la tête crevée par un obus, un colonel de zouaves qui l'avait, la *baraka.* Certes il était mort sans le savoir, et telle fut sans doute sa chance légendaire. Serait-ce aussi celle de la France?

Nous parlons avec complaisance du « miracle de la Marne ». Mais comment expliquer, sinon par notre amour de l'antithèse, l'étrange fortune de ce mot chez un peuple vaniteux? Ce mot m'humilie, moi. Car si vraiment la Marne ne doit être à nos yeux qu'un réflexe collectif, un soubresaut de la race, une inexplicable résurrection, où est notre mérite? où sont nos raisons d'avoir foi, je veux dire de compter sur nos capacités et non sur nos chances? Le joueur qui vient de gagner à la roulette, je ne l'admire pas. Je ne l'envie pas non plus. Combien je préférerais — dût-elle y perdre en beauté romantique — que la Marne fût, à nos yeux, l'effet d'une volonté consciente, d'une méthode rigoureuse, d'une organisation réfléchie, qu'elle fût, en un mot, non pas un miracle, mais un chef-d'œuvre !

Lui. — Le miracle est divin...

Moi. — Oui. Mais il coûte cher : que de sacrifices pour l'obtenir des dieux !

La France ne s'est sauvée d'elle-même qu'en payant des victimes. Et ne pensez-vous pas que leur nombre eût été moins grand, si le peuple à tous les échelons s'en fût remis du soin de sa délivrance, beaucoup plus au commandement des hommes et beaucoup moins aux vertus de la race? La race est vigoureuse, soit : elle l'a prouvé. Mais parce qu'un navire a la carcasse dure, faut-il laisser l'équipage sans maître et le navire à la dérive? Parce qu'un orchestre

habile ne se laisse pas dérouter par l'erreur de son chef, faut-il supprimer le chef et livrer l'orchestre à son caprice? La France résistante ne s'est pas laissé anéantir : faut-il en conclure qu'elle soit réfractaire au commandement et n'en ait nul besoin?

De telles épreuves sont dangereuses et peuvent être fatales. Quel plus merveilleux exemple de résistance spontanée que celui de l'Espagne en 1809? Elle n'en est pas moins tombée. La Russie en 1812? Elle ne s'en est pas moins désagrégée.

Un peuple ignorant du commandement peut à la rigueur, par la vertu de sa race, triompher d'une crise brutale, franche. Quoi qu'il lui en coûte, il se sauve. L'imminence, la gravité même du danger l'éveillent de sa torpeur et l'excitent. Il engendre un chef ; il se ramasse et se détend. Mais ce qu'il est impuissant à conjurer, si vigoureux qu'il soit, c'est la crise lente et sournoise, le mal secret de la désagrégation interne, la menace de l'ennemi qui guette. Vous parliez de fauves, tout à l'heure. Certes, si l'ennemi se montre, la jungle descend, mais que l'ennemi l'encercle, invisible, et fasse peu à peu le désert autour d'elle, la jungle alors s'entre-déchire et meurt de sa triste mort. Ce qui nous a sauvés dans la dernière crise, c'est beaucoup moins notre force de résistance que l'avidité de nos ennemis, leur impatience qui n'a pas su attendre l'heure.

II

Lui. — ...Vous tournez mes idées à l'absurde. Vous voyez dans « les vertus de la race » (une noble expression qui n'a que le tort de vous irriter) je ne sais quelle faculté surnaturelle, inexplicable comme un dogme, mystérieuse comme les tables tournantes. Et vous avez beau jeu d'en rire. Mais tel n'est pas mon sentiment. Les vertus de la race sont bien autre chose à mes yeux : des traditions accumulées, c'est-à-dire le fruit d'un long effort, d'un travail réfléchi d'organisation, d'une lente évolution consciente, dont la race même a le mérite. Les vertus de la race, en un mot, ce sont *nos institutions*. Ces institutions, jamais le peuple de France en ses périodes de pire folie ne les a détruites. Il est individualiste et frondeur, mais traditionnaliste aussi. Toute sa nature est dans ces contrastes. A travers toutes les crises, il a conservé ses institutions ; elles se sont accrues. Éternellement jeune et versatile, il mûrit pourtant de corps et d'âme. Il oublie souvent son passé, mais son passé ne le perd pas de vue et le garde.

... Un souvenir du temps où nous étions ensemble attachés de cabinet. Vous rappelez-vous le départ du ministre?

Moi. — Après sa chute?

Lui. — Oui. Il venait de quitter l'hôtel du ministère. Nous rentrons dans le grand bureau. L'huissier se présente et dit simplement : « Monsieur le ministre est sorti ! »... Deux jours plus tard, comme son successeur arrivait, la porte s'ouvre et l'huissier dit : « Monsieur le ministre est rentré. » J'ai compris alors la France éternelle. C'est le même huissier qui disait en 93 : « Le roi n'est plus » et en 1814 : « Le roi est de retour. »

Les ministres, les rois, les chefs passent...

Moi. — ...mais l'huissier reste.

Lui. — Oui. Et qu'avez-vous à rire? Cet huissier, ce sont nos institutions, notre administration.

Moi. — ...nos bureaux !

Lui. — *Tu quoque!* Vous aussi, vous êtes de ceux qui médisent des bureaux ! Vous rappelez-vous cet ineffable

rond-de-cuir du ministère, cet être étique, sec comme une sauterelle, le cou long, la vue basse, les cheveux vagues et qu'on voyait, avec un faix de paperasses dans ses bras, titubant sur la frêle base de ses jambes d'échassier, franchir à grands pas, comme à la poursuite de son équilibre, les vastes espaces des salles ministérielles? Vous vous moquiez de lui. Mais quand il posait son faix sur ma table et déployait en éventail les bordereaux et les minutes, j'admirais, oui, je vous assure, j'admirais à part moi la *vertu* de cet homme, symbole des bureaux, et qui, en pleine guerre, insoucieux des périls de l'heure, poursuivait sans relâche, avec passion et pour un salaire modique, sa traditionnelle mission de mainteneur des formes et de serviteur des précédents. Il était, au foyer de nos institutions, une vestale...

J'ai fini. Je crois sincèrement que le secret de notre force, le secret des vertus de la race est en partie dans ce sentiment abstrait, quasi aveugle, du devoir, dans cette abnégation, ce dévouement religieux aux traditions, que vous appelez avec dérision l'esprit bureaucratique. Il est partout. Naguère, dans les tranchées et les boyaux du front, le poilu portait son fusil, ses musettes et son barda, le cuistot ses bidons et ses gamelles, le sage territorial son fardeau de grenades ou de sacs à terre, comme notre rond-de-cuir ses dossiers. Le même sentiment les anime, ou plutôt — car ce sentiment n'est pas toujours conscient — la même force innée les pousse. Ils se dévouent aux institutions.

Moi. — Et vous dites qu'ils n'aiment pas le commandement, qu'ils n'aiment pas obéir !

Lui. — Mais oui, ne confondez pas. Le Français a le sens *collectif*. Il obéit aux institutions : l'État, l'Armée, la Magistrature. Il en fait partie, c'est lui-même et ce n'est personne. Mais il a horreur de *l'homme;* il ne veut pas connaître son chef... (Quelle erreur, entre parenthèses, que d'avoir créé M. Lebureau ! Devenu chair et os, il est honni. Anonyme, il était aimé...)

Et voilà pourquoi — j'y reviens — j'estime que la France peut se passer de commandement. Non pas, croyez-le bien, en raison de sa prétendue destinée divine, de ses vertus miraculeuses. Mais j'ai foi en ses institutions, qui forment le tissu de la race et qui sont solides. *Le commandement, ce sont des hommes; les hommes, je n'y crois pas.* Un peuple

est un organisme collectif, un être vivant, qui évolue suivant ses lois ; les individus n'en sont que les cellules...

Moi. — ...Un instant ! Vous êtes en train d'aborder une théorie...

Lui. — Étudiez l'histoire, avec l'esprit et les méthodes modernes. Vous y verrez de grands mouvements d'opinion, de grandes lois sociales.

Moi. — ...de grands hommes !

Lui. — ...de grands hommes qui sont les produits quasiment nécessaires de ces mouvements et de ces lois.

Moi. — De grâce, n'allez pas plus loin. Votre théorie déterministe, je la connais de longue date. Je la crois fausse. Mais elle est pire : elle est néfaste !.

Doctrine de faibles et de paresseux. Chacun de nous n'est qu'une cellule, dites-vous, un microbe dans le tissu d'un organisme immense. Nous vivons sur lui, bien loin de le faire vivre. Il n'obéit qu'à ses lois. A quoi bon, dès lors, travailler et agir? Modifierons-nous les lois de l'histoire? Arrêterons-nous le soleil?...

Doctrine d'esclaves, ne vous en déplaise. Car il n'est pas de pire esclavage que cette lâche obéissance à je ne sais quelle entité qui est tout le monde, comme vous dites, et qui n'est personne. Chose curieuse, c'est pourtant dans cette idée du déterminisme social que le Français puise l'illusion de sa liberté. Persuadez-le qu'il n'obéit qu'à des lois de nature et il se croit libre. Dites-lui qu'il obéit à des hommes et il se croit esclave. Idées serviles, car *être libre c'est savoir à qui et pourquoi l'on obéit.*

Ne riez pas. Votre doctrine, qui veut être scientifique, engendre l'indifférence et la lâcheté : c'est ce que je vois en elle de plus certain. La croyance en la force de l'individu, en son pouvoir social, en son rôle politique, voilà, au contraire, le seul ferment d'action ! Une nation qui sait *qu'elle a des hommes*, et qui croit en eux, est une nation forte, apte à la lutte. Les Français même ont beau se fier à leurs destinées, vous les entendez crier : « Nous n'avons donc plus d'hommes? » et c'est un cri d'angoisse.

Ils ont raison : ce sont les hommes qui font l'histoire. Car votre théorie est fausse. Vous me rappelez cette période vibrante de nos premières émotions philosophiques, celle où, découvrant soudain le problème du libre arbitre, nous nous proclamions résolument déterministes, avec la fierté

de posséder à nous seuls le secret d'un paradoxe profond. L'expérience m'a guéri de cette candeur.

LUI. — L'expérience?

MOI. — L'expérience, oui, l'expérience des hommes. J'avais, tout comme vous, une telle confiance en nos institutions, en nos destinées, la mécanique sociale me paraissait si bien établie, remontée pour un si long temps, que je m'abandonnais sans remords au doux dilettantisme de ma génération. J'étais dilettante. Non par découragement ni mépris des affaires publiques, mais, comme tant d'autres, par conviction profonde que les choses vont toutes seules, suivent des lois inéluctables, et que les hommes n'y changent rien. Lorsque le train roule sur les rails, que la voie est bien construite, l'allure normale, pourquoi m'inquiéter de la route? Je m'étends sur les coussins et me livre à mes rêves... Tant le déterminisme social, qui semble une doctrine de cohésion et de force, peut engendrer d'insouciance individualiste... Un hasard m'a fait entrer brusquement dans l'action. J'ai compris alors combien je m'étais trompé. « Il n'y a ici que des questions de personnes », me dit un collègue dès mon arrivée. Sa voix était aigre, mais, grâce au ciel, il avait raison. L'administration (je dis ce mot, croyez-le bien, avec respect), l'administration est peut-être une machine, mais ses rouages sont des têtes et des cœurs. Je m'étais figuré des bureaux, des services ; et je trouvais des *hommes!* Ces hommes, j'ai eu la chance d'être assez haut pour les voir tous et assez près d'eux pour les juger. Je n'étais plus le passant qui reçoit, en ouvrant sa gazette, une pluie anonyme d'événements et de décrets : j'étais dans le ciel, à la source des orages, et chacun de ces commandements qui tombent de haut sur le peuple, je voyais l'homme qui le décochait. Quel prodigieux spectacle ! Et quelle stupéfaction pour moi de constater que la marche d'un service, la politique d'un pays dépendent de l'imagination d'un homme, de son don de parler et de persuader, de sa méthode, de son charme et de sa vertu ! Une idée jaillit imprévue et comme surnaturelle : qu'elle se répande et le désert même reverdit. Un ordre est bien donné : la machine la plus rouillée obéit avec douceur. Surgit un visage de chef, clair et rayonnant, il semble qu'il dégage de la foi...

...Voilà, mon cher, ce que j'ai vu pendant mes mois de vie publique. Et vous jugerez de mon mépris lorsque, frais

émoulu de cette expérience, je reçus d'un grand dignitaire de l'État, dans une séance vénérable, cette aspostrophe de poids : « Les institutions ne sont pas faites pour les hommes, dit-il avec force, mais les hommes pour les institutions ! » Il mourut quelques jours plus tard, et les institutions de la France lui valurent des funérailles aux frais de l'État.

Lui. — Vous voyez bien qu'elles existent !

Moi. — Elles existent, certes (elles l'ont porté en terre). Elles existent, mais c'est le commandement seul qui les vivifie. Et ces institutions mêmes — puisque vous invoquiez l'histoire — ne voyez-vous pas qu'elles sont l'œuvre de quelques hommes, le fruit du commandement? Elles datent de Sully, de Colbert et de Napoléon — des hommes, des hommes qui commandaient. L'Histoire vous apparaît sous la forme d'une foule immense qu'agitent des courants : moi, j'y vois des têtes et des noms. Pouvez-vous affirmer que la France serait aujourd'hui ce qu'elle est, si Richelieu n'eût pas existé, si, à la place d'un Louis XVI, eût régné un Henri IV ou un Louis XI...

Lui. — ...Si Napoléon n'eût été jamais qu'un officier d'artillerie?

Moi. — Parfaitement ! (je ne suis plus à l'âge où l'on craint les lieux communs)... Vous connaissez Tolède? Vous êtes allé sur la colline, au delà du Tage? Rappelez-vous, et regardez le château de Charles-Quint, cloué par quatre tours au sommet de la ville, et qui l'attire dans le ciel en la dominant. Ce magnifique témoin vous crie le pouvoir d'un homme. Car c'est lui, Charles-Quint, non parce qu'il était roi, mais parce qu'il était *lui*, qui fit de ses mains le premier empire moderne...

III

Lui. — Ainsi, c'est un *homme* que vous souhaitez à la France?

Moi. — Un homme? Mais non, je ne « souhaite pas un homme ». Je ne souhaite rien, d'ailleurs, parce que, ne croyant pas à l'action du sort, les souhaits me paraissent vains. Je ne souhaite pas *un homme* surtout : c'est trop peu, ou trop. Charles-Quint a créé un empire, mais il n'a pas été durable. Napoléon a créé des institutions, mais elles ont été trop solides. Un homme? Non, je voudrais *des* hommes, j'entends par là des hommes *qui sachent commander*. Et j'en voudrais le plus possible. Et ces hommes, je ne souhaite pas à la France qu'ils lui tombent du ciel, mais je voudrais qu'elle se les donne à elle-même. Vous pensiez démasquer en moi l'ennemi du régime? Vous pensiez que je méditais en mon âme noire le meurtre de la démocratie et l'avènement du tyran? Mais non, je ne trame pas une révolution politique, qui ne serait rien à elle seule. Je suis plus ambitieux et plus révolutionnaire : je trame une révolution des idées.

Lui. — Me voilà rassuré !

Moi. — Et plus vous parlez, plus cette révolution m'apparaît nécessaire. « Souhaiteriez-vous donc un homme à la France? » Toute votre conception du commandement se révèle dans cette phrase. Elle est celle d'un dilettante qui n'a jamais commandé. Elle est celle de tous les Français.

Lui. — J'aimerais une explication.

Moi. — Volontiers. Notre génération, voyez-vous, est née insensée : elle a hérité de ses pères je ne sais quelle maladie romantique qui déforme son jugement. Elle voit le monde en roman-feuilleton et en apocalypse. Le mystère et le symbole fermentent dans son âme vidée de religion. Quand je vous ai dit tout à l'heure : « La France a besoin de commandement », qu'avez-vous vu? Alexandre, Napoléon quelque immense génie légendaire, quelque divinité humaine. Un grand chef, haut de cent coudées, qui ordonne : une foule anonyme qui mord la poussière. C'est là, pour vous, le commandement... Ma conception est plus bourgeoise et plus pratique.

Vous concevez le commandement comme une sorte de vertu surnaturelle, un don des dieux, un phénomène qui survient par hasard et par surcroît. Un miracle encore !

Lui. — ...Vous voyez que je ne compte pas sur ce miracle-là.

Moi. — Certes, mais vous vous croisez les bras en pensant : « A quoi sert de se lamenter? Un peuple a beau désirer des chefs, qui peut dire s'il lui en naîtra?... » Vous vous trompez. Car le commandement n'est pas un miracle. Le commandement est, lui aussi, une longue patience. Il se nourrit de méthode autant que de dons personnels. *Il est objet d'enseignement.*

Et, de plus, il n'est pas le privilège d'un seul, ni même de quelques-uns ; *il appartient à tous.* Donner des ordres ou les exécuter, commander ou obéir : il n'est pas pour vous d'autre alternative. D'un côté quelques privilégiés qui commandent, de l'autre des parias qui obéissent : deux castes que sépare un abîme. Le maître siffle et les chiens accourent. C'est votre image du commandement. Je comprends que ce mot vous irrite. Mais au fond, avouez-le, si vous redoutez tant la tyrannie, c'est qu'elle vous attire. Vous dites avec raison que « la France a horreur du commandement ». Mais cette vérité, comme tant d'autres, a sa contre-partie. Ne dit-on pas « que la France aime la tyrannie »? Et cela est également vrai. Et c'est parce qu'elle a horreur du commandement, qu'elle est fascinée par la dictature.

Lui. — Je ne conçois pas...

Moi. — Concevez-vous que cette ignorance du commandement individuel, de l'art d'organiser, qui caractérise les Français, les laisse à la fois impuissants et béats en face d'un homme qui commande et qui organise? Concevez-vous que leur insouciance frondeuse les mette à la merci du dictateur? C'est pourtant la vérité. Dans une France rompue depuis des siècles à la pratique universelle du commandement, habituée depuis des siècles, non à critiquer et à obéir, mais à raisonner et à commander, Napoléon n'eût pas été possible. Concevez-vous?

...Si donc, la France veut s'épargner des « miracles » coûteux, celui de la race (je reviens au début de notre causerie) et celui du dictateur, je crois sincèrement qu'elle n'a qu'une ressource, c'est d'apprendre aux Français l'art si difficile, mais si fécond, du *commandement individuel.*

Commander ne doit pas être le privilège de quelques-uns, non plus qu'obéir le tribut de la masse. Le Français n'a aucun goût pour l'obéissance automatique et il la hait ; il n'a aucun goût non plus pour les responsabilités d'un commandement trop lourd, et il les fuit. Mais si l'on arrivait à le persuader de ceci, c'est que le commandement est partout, chez les subordonnés comme chez les chefs, dans l'exécution comme dans l'ordre, que l'exécution d'un ordre n'est pas une transmission mécanique mais un véritable commandement nouveau, que pour obéir à son chef un subordonné doit commander à son tour, qu'à l'inverse un chef qui commande doit laisser à l'obéissance matière à commandement, que ses ordres doivent être tels qu'en les exécutant ses subordonnés *les ordonnent*, alors, peut-être aurait-on guéri la nation de ce double mal dont elle souffre, et qui pousse ceux qui n'ont pas le pouvoir à le haïr et ceux qui l'ont atteint à en éviter les risques.

Lui. — Si je comprends bien, vous rêvez d'un pays où tout le monde commande, en cascade?

Moi. — Exactement. Mais voulez-vous que je précise ma pensée? Un jour que je causais, dans quelque popote du front, avec un officier d'état-major, il dit en forme d'oracle : « Ce qui perd la France, c'est l'indiscipline. Son vice est de discuter les ordres, de les juger. L'Allemagne, au contraire, sait obéir aveuglément ; c'est sa grande force et sa vraie noblesse... » *Et cætera...* Vous connaissez cette thèse. La prenant pour un ordre, je lui obéis en me taisant (car mes critiques étaient en infériorité de galons), mais je pensais : Discours connus, vues superficielles ! Cet homme supérieur ne voit que le troupeau, non les têtes, la discipline subie, non le prestige agissant. De cette force mystérieuse qui entraîne les hommes, il n'observe que les récepteurs, non les émetteurs. C'est prendre le problème à rebours. Voyons plutôt sa face positive :

Ce n'est pas la discipline qui manque à la France; c'est, du haut en bas de l'échelle, le commandement.

La discipline sauvera-t-elle la France, si le commandement fait défaut? Non, mais elle aura perdu sa sève, elle pourrira. Quelle erreur que de vouloir obtenir des Français l'obéissance aveugle ! On y parvient quelquefois, mais au prix d'une perte de force. Mon expérience de caporal d'escouade, d'officier de section, de fonctionnaire chef de ser-

vice, m'a révélé ceci : *le Français ne sait exécuter un ordre que s'il le comprend.* Éclairez-le d'un mot et il marche. Il connaît son but, il y va d'un cœur allègre, l'esprit en éveil, armé contre l'imprévu.

Certes, on peut dresser le Français à l'obéissance aveugle : il faut lui crever les yeux, lui comprimer le crâne. On le torture. Certaines écoles dressent ainsi la jeunesse... Alors? On a sucé tout le sang de cet être, on lui a pris toute sa joie, toute la vigueur de sa joie. L'automate est là, misérable et impuissant, pareil à ces aveugles musulmans qui font tourner les métiers de tissage... Il vaut la moitié de ce qu'il valait.

Et dites-moi, que fera-t-on de cet automate? A qui le confier? Voilà le vrai problème. Nation, armée, commerce, c'est une mécanique inexorable que cette troupe où règne une aveugle discipline : ses chefs doivent tout régler, tout prévoir, ne rien laisser au hasard, aucune erreur ne leur est permise. Cette machine inerte et sans réaction doit digérer tous les événements, s'adapter à l'imprévisible même. Comment serait-ce possible? Erreur centralisatrice et apriorique, candide présomption de mon officier d'état-major! Pénétrez-vous bien de ceci, c'est que les hommes de gouvernement, c'est que les chefs, quels qu'ils soient, ne peuvent pas tout prévoir, que le hasard, malgré tout, reste maître d'un immense domaine, et qu'ils n'ont qu'une ressource : lancer dans ce domaine, en champ clos contre le hasard et le cernant de plus en plus près, *l'initiative* des exécutants! L'initiative, c'est-à-dire le commandement.

L'automatisme de l'exécution exige un commandement divin : un commandement humain a besoin d'hommes et non pas d'automates. D'hommes, c'est-à-dire de gens qui commandent. Comprenez-vous maintenant ma pensée?

Ce n'est donc pas, à mes yeux, le manque de discipline qui a nui à la France, mais plutôt la pratique néfaste d'un commandement théorique, abstrait, fait pour une machine et non pour un organisme qui vit. Et si elle a résisté, c'est grâce aux globules d'initiative qu'elle a dans le sang, et parce que le Français, en général, n'a pas *obéi*, au sens plat du mot, mais *exécuté*, c'est-à-dire inventé, réagi. De cette vertu profonde, qui n'est encore que de l'insubordination, il faut faire une force consciente et ordonnée. Il faut révéler au Français cette notion qui se cache au fond de

lui-même, de l'exécution qui commande et du commandement qui respecte l'exécution.

Ce qu'il ignore, en un mot, *c'est l'art de commander.*

LUI. — L'art de commander ! Comme si le don du commandement, tel que vous le concevez, n'était pas inné !

MOI. — Entendons-nous. Je ne nie pas du tout qu'il naisse des chefs : il y a des chefs-nés comme de jeunes virtuoses prodiges. Mais ce que j'affirme, c'est la réalité des méthodes de commandement.

LUI. — Ainsi, vous admettez vraiment qu'un élève docile puisse devenir un chef en apprenant l'art de commander?

MOI. — J'en suis sûr ; mais hélas, on ne l'enseigne nulle part. La seule école est, à l'heure actuelle, l'expérience. École sévère et qu'on ne trouve d'ailleurs que dans certains lieux élus...

LUI. — Lesquels?

MOI. — Les pays jeunes ! Les pays des horizons libres et des sols vierges, où les hommes respirent large et vivent double, où il n'y a ni traditions ni scrupules...

LUI. — ...ni scrupules !

MOI. — ...où les fruits de l'action, comme ceux de la terre, mûrissent en quelques jours. Là seulement j'ai vu des âmes modernes, indolentes et lasses, s'arracher d'elles-mêmes aux abîmes de leurs méditations, se jeter au milieu des hommes, décider et commander. Mais l'expérience est une rude école, et qui punit sans pitié les imprudents. Que de jeunes élèves qui meurent sous les coups !...

C'est pourquoi je rêve d'un enseignement véritable, où nous apprendrions tous, de la bouche de maîtres d'expérience, l'art de commander. Napoléon avait conçu l'Institut de Meudon, la fameuse « École des rois ». Je rêve d'une *École des hommes d'action.*

LUI. — J'y suis : vous briguez une chaire de commandement?

MOI. — Pourquoi pas? Cette idée vous amuse : vous imaginez ce professeur de commandement dictant à sa classe des cours de décision et de prestige, enseignant l'action derrière un pupitre ! Vous riez, parce qu'à vos yeux, le commandement est une manière de génie, et qu'on n'enseigne pas le génie...

LUI. — Non (car je n'ai pas pris parti dans ce débat) ; mais le commandement me paraît beaucoup moins affaire

de logique déductive, objet de pédagogie, que de foi intuitive.

Moi. — Eh bien! la foi est objet d'apostolat. C'est donc de l'apostolat que nous ferons. « Professeur de commandement », si ce titre vous choque, disons plutôt : « Apôtre du commandement. »

Lui. — Soit. Portons votre chaire de l'école au temple...

Moi. — ...Et j'ai déjà la matière de plusieurs sermons. Il y a beau temps que ces idées me tourmentent. Elles m'ont visité pour la première fois sur le front. J'appartenais à l'un de ces corps d'attaque, que l'on préparait au martyre par de longs repos innocents. Jamais je n'eus tant de loisirs. Mon expérience coloniale auprès d'un grand chef venait de me révéler le commandement. J'avais observé cette force sans armes, dans la paix ; je la retrouvais, brutale et armée, chez les hommes en guerre. Il m'apparut qu'elle était une. Alors, frappé de sa vertu politique, je m'avisai de l'étudier, non pas seulement pour en discerner les causes, mais pour la discipliner, l'utiliser et la produire. Et chaque jour, dans un de ces cantonnements de l'arrière où nos troupes condamnées s'efforçaient à la vie, j'écrivais des notes sans espoir.

J'ai beaucoup écrit, trop écrit, mal écrit. Voulez-vous parcourir ces notes, au hasard?

...Eh bien, les voici.

Guillaume de Tarde.

(A suivre.)

Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne

Albert Sorel a écrit : « Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche. »

Les événements, y compris les derniers, c'est-à-dire l'insurrection socialiste à Vienne, ont témoigné de la justesse de vues de l'historien. La guerre de 1914 et la mort de l'empereur François-Joseph devaient poser brusquement la question d'Autriche. Les traités de paix, par lesquels on pensait l'avoir résolue, ne l'ont point close. Des mécontentements subsistent parmi les divers peuples de l'ancien empire. Quant à la jeune république autrichienne, elle est sans cesse sollicitée d'opérer sa fusion avec l'Allemagne. L'*Anschluss* ou « rattachement » est une partie essentielle du programme de Berlin, au même titre que l'évacuation de la Rhénanie et la révision des frontières polonaises.

Il faut souhaiter que les anciennes puissances de l'Entente sachent s'opposer, comme elles l'ont fait jusqu'à ce jour, à une mesure qui soulèverait de nouveau, et de façon insoluble par les moyens pacifiques, le problème de l'Europe centrale.

L'Allemagne et l'Autriche avant la guerre.

Une vieille légende germanique, qu'on se plaît à citer au delà du Rhin, peint en peu de mots l'esprit de ceux qui l'ont

conçue : « Thor se trouvait aux confins du monde septentrional. Il jeta sa hache, sa lourde hache de bataille : « Aussi « loin que tombera la masse sifflante, à moi sont la terre et « les mers ! » Et la masse vola hors de sa main, vola pardessus toute la terre, et tomba sur les bords les plus lointains du Sud, pour que tout fût à lui. Depuis lors, c'est le droit intrépide des Germains de gagner des terres avec le glaive. Nous sommes la race du dieu de la hache et nous voulons conquérir son empire universel. » C'est toute l'histoire de la Prusse, depuis l'époque où, simple Électorat, elle s'agrandissait des dépouilles de ses voisins et, plus tard, attirait vers elle pour les englober dans une union douanière et les absorber ensuite les divers États allemands.

C'est sa lutte contre l'Autriche au sein de la Confédération germanique. On put croire, un moment, que Schwarzenberg saurait conserver à Vienne la suprématie qu'elle exerçait au Parlement de Francfort. Mais Bismarck, pour faire de la Prusse la maîtresse des destinées allemandes, n'hésita point à provoquer une guerre. Il en chercha vainement un motif, en 1864, dans l'affaire des Duchés. Deux ans après, il proposa de réformer la Constitution fédérale dans un sens tel que la Diète de 1815 eût été supprimée. La guerre éclata, l'Autriche fut défaite, la Diète abolie et l'Allemagne reconstituée sur des bases nouvelles.

Il restait à donner au pays la conscience de son unité et de sa force. Bismarck résolut encore de recourir aux armes. En 1870, après d'habiles machinations, il attaqua la France et, l'année suivante, la battit. Puis il se retourna de nouveau vers l'Autriche pour la dominer.

Les Allemands estimaient que les Habsbourg manquaient à leur devoir envers le germanisme en se développant dans un sens slavo-romain ; ils constataient avec peine l'affaiblissement progressif des Germains d'Autriche, qui étaient supplantés par les populations slaves ou étaient eux-mêmes slavisés ; et ils s'élevaient contre le catholicisme autrichien, qui s'opposait au protestantisme allemand. Dans le domaine économique, ils escomptaient les avantages qui pourraient résulter d'un agrandissement de territoire : vastes débouchés assurés, affranchissement de la dépendance étrangère.

Pour aboutir à ses fins, plusieurs moyens s'offraient à l'Allemagne. Elle pouvait, soit rattacher purement et simplement l'Autriche, soit l'englober dans un nouveau Zollverein.

La première solution faisait partie du vaste plan pangermaniste du Mittel-Europa, qui tendait à donner aux Allemands leurs frontières « naturelles » : à l'ouest le Luxembourg et Belfort, à l'est une ligne reliant Memel à la mer Noire, au sud Trieste. Mais cette entreprise eût été bien difficile à réaliser. L'Autriche formait un bloc, sinon très solide, du moins imposant, et les puissances ne se seraient sans doute pas résolues à le voir disparaître. D'ailleurs, la fusion des deux pays aurait présenté de sérieux inconvénients ; l'admission en grand nombre de Slaves et de catholiques aurait nui au germanisme. Les dangers étaient si évidents que Bismarck, qui cependant eût souhaité l'extension de l'Allemagne, n'était pas partisan d'annexer le pays voisin. « Je vous assure, disait-il un jour, que si demain on m'offrait la Haute et la Basse-Autriche, je les refuserais... Notre désir le plus ardent est de voir l'Autriche se fortifier autour de son noyau allemand et devenir indépendante. » Mais il ne faudrait pas croire que les pangermanistes renonçaient pour cela au projet d'incorporer l'Autriche. On pouvait vaincre les difficultés qui se présentaient, notamment par une intense germanisation et une habile campagne contre l'autorité romaine.

Il y avait, il est vrai, une méthode d'assimilation plus pratique : c'était l'union douanière. Reprenant l'idée de Liszt qui avait fait la fortune de la Prusse, des économistes préconisèrent vers 1890 et sous l'instigation du jeune empereur Guillaume, une vaste fusion des monarchies de la Triple-Alliance. Pour ne pas susciter de méfiances, on aurait commencé par réaliser une « union économique souple », qui aurait respecté l'autonomie des participants. C'est ainsi que se constitua à Berlin, en 1904, une « Association économique de l'Europe centrale » (*Mitteleuropäischer Wirtschaftsverein*). L'union envisagée, et qui devait s'étendre, n'avait d'autre but que de placer l'Allemagne à la tête des « États-Unis d'Europe », situation essentiellement favorable pour lutter contre l'Amérique protectionniste et la Russie qui s'industrialisait.

Mais les puissances ne se prêtèrent pas à la réalisation de ce plan. Son échec devait être l'une des causes essentielles de la guerre de 1914 ; ce que l'Allemagne n'avait pu obtenir par la diplomatie, elle allait essayer de l'obtenir par les armes.

Les relations austro-allemandes depuis la guerre.

On rapporte qu'au début des hostilités, un diplomate allemand aurait dit ces mots : « Même si nous perdons la guerre, nous l'aurons gagnée, parce que de toute façon l'Autriche nous restera. »

En novembre 1918, on pouvait croire que cette prédiction était sur le point de se réaliser. Cédant à leurs plus anciennes aspirations, les nations qui composaient l'Autriche-Hongrie défaite se dissocient : les Tchèques et les Slovaques constituent une république, les Polonais de Galicie, les Roumains de Transylvanie, les Yougoslaves de Slovénie, de Croatie et de Bosnie, les Italiens de Trieste et du Trentin se joignent à leurs frères de race, tandis que les Magyars créent une république hongroise. L'Autriche est seule, rapetissée et pauvre. Ainsi s'explique que, le 12 novembre 1918, l'Assemblée nationale provisoire autrichienne ait décrété, dans l'article 2 d'une loi constitutionnelle : « L'Autriche allemande (*Deutschœsterreich*) fait partie de la République allemande. »

Mais, à Berlin, les événements se précipitent. Le reflux des armées cause de vives inquiétudes. Des préoccupations de toute sorte assaillent les nouveaux dirigeants. Il serait d'ailleurs maladroit de prononcer le rattachement de l'Autriche au moment où va être décidé du sort des vaincus. Berlin attend. Ce qui n'empêcha que, le 28 juin 1919, le traité de Versailles, par son article 80, interdit l'*Anschluss* : « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche, dans les frontières qui seront fixées par le traité passé entre cet État et les principales puissances alliées et associées ; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. »

Cependant, deux mois plus tard, les Allemands qui avaient moins de raisons de ménager les pays de l'Entente décrétaient, dans l'article 2 de leur constitution (Weimar, 11 août 1919) : « L'Empire se compose des territoires allemands. D'autres territoires peuvent s'y réunir, si leur population exprime ce désir, en vertu du droit des peuples à dis-

poser d'eux-mêmes. » Et voici aussitôt l'application du principe : « ... Après sa réunion à l'Empire allemand, stipule l'article 61, l'Autriche allemande recevra le droit de participer au Conseil d'Empire, avec le nombre de voix correspondant au chiffre de sa population ; en attendant, les représentants de l'Autriche allemande ont voix consultative. » C'était aller bien vite ! Les Alliés s'émurent et, le 2 septembre, ils enjoignaient au gouvernement du Reich de supprimer l'article 61 de la Constitution de Weimar, sans quoi la rive droite du Rhin serait occupée. L'Allemagne s'exécuta.

Cet incident devait pousser les vainqueurs à se montrer plus explicites dans le règlement de la paix avec l'Autriche. L'article 88 du traité de Saint-Germain (10 septembre 1919) déclare : « L'indépendance de l'Autriche est inaliénable, si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations. En conséquence, l'Autriche s'engage à s'abstenir, sauf le consentement dudit Conseil, de tout acte de nature à compromettre son indépendance, directement ou indirectement et par quelque voie que ce soit, notamment et jusqu'à son admission comme membre de la Société des Nations, par voie de participation aux affaires d'une autre puissance. » Le 4 octobre 1922, au moment où l'Entente accorda, par l'entremise de la Société des Nations, une aide financière à la République autrichienne, celle-ci confirma l'engagement pris par elle à Saint-Germain.

Il est regrettable que ces textes, pour la plupart d'inspiration anglo-saxonne, aient présenté la défense de rattachement comme une mesure provisoire qui pourrait être levée par la Société des Nations. S'ils avaient contenu une interdiction formelle, bien des complications eussent été évitées.

Pour comprendre l'histoire de l'*Anschluss* et pour lui donner sa portée véritable, il faut connaître, autant qu'il est possible, l'opinion des divers partis politiques allemands et autrichiens.

En Allemagne, tout le monde — à part de très rares exceptions — est partisan du rattachement. Ce sont d'abord les socialistes. Ce sont ensuite les diverses catégories de nationalistes, puis les populistes, les démocrates et le parti du centre. Parmi les exceptions, il faut ranger, pour des raisons sociales et religieuses, certains groupes de conserva-

teurs prussiens et protestants, et quelques pacifistes qui redoutent des complications internationales.

En Autriche, la situation n'est pas la même. Une certaine distinction peut être établie entre les deux grands partis politiques : les chrétiens-sociaux, qui détiennent en ce moment le pouvoir, et les sociaux-démocrates. Nous laissons de côté les nationaux-allemands, qui sont une minorité, ainsi que les agrariens.

Les sociaux-démocrates sont partisans de l'*Anschluss* qui accroîtrait le nombre et la force des prolétaires. Ce sont eux qui, en janvier 1917, en pleine guerre, votaient une résolution dans laquelle le vieux programme de la Grande-Allemagne était exprimé à nouveau. C'est grâce à eux que se créa à Weimar une commission relative au rattachement. Au lendemain de la guerre, l'échec de la dictature qu'ils tentèrent d'instaurer en Autriche les incita à redoubler d'activité, afin de trouver sur un vaste territoire des possibilités d'action. Sans doute, la nécessité d'obtenir des crédits et le mouvement de réaction qui se dessina en Allemagne en 1924 (élections législatives) et en 1925 (élection du maréchal Hindenburg à la présidence du Reich) arrêtèrent parfois leur enthousiasme ; mais ils n'en continuèrent pas moins leur campagne.

Quant aux chrétiens-sociaux, ils ont une attitude qu'il est extrêmement difficile de saisir. Partisans d'un rapprochement avec l'Allemagne, ils le sont pour la plupart, mais on ne peut pas dire qu'ils soient « rattachistes » : ils discernent les inconvénients que l'*Anschluss* aurait pour eux dans le domaine intérieur et extérieur. Catholiques, ils sont opposés au protestantisme allemand. Ceux d'entre eux qui sont partisans d'une restauration monarchique sont évidemment contraires à la fusion des deux pays. Pacifistes, ils semblent craindre avec quelque raison que le rattachement ne provoque des incidents internationaux. « Nous voulons bien marcher étroitement unis avec la Prusse, écrit la *Reichspost*, mais sous ses ordres, jamais. » Tout cela est d'ailleurs assez vague et ambigu, comme le prouve la formule dont s'est nourri le chancelier, Mgr Seipel. Les Autrichiens doivent vivre dans un État restreint, tout en faisant partie idéalement d'une Nation plus grande. Il faut convenir que cette logomachie n'inspire guère confiance. Et il ne serait peut-être pas prudent de faire fond sur les chrétiens-sociaux pour s'opposer à une fusion plus pratique qu' « idéale ».

Les raisons invoquées en faveur du rattachement.

Les partisans du rattachement invoquent de grands principes. Si on les croyait, le rattachement devrait avoir lieu pour des considérations de droit public, pour des raisons ethniques et historiques, politiques et économiques. Voyons ce qu'elles valent. Nous tâcherons ensuite de discerner les motifs véritables qu'elles dissimulent.

Lorsque le président Wilson, à la fin de la guerre, a formulé le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il a pensé faire œuvre de paix ; en réalité, il a accru l'instabilité du monde. On aurait été étonné que les Allemands n'eussent point adopté une thèse qui leur était si favorable. « Comment, disent-ils, les Autrichiens et nous-mêmes avons nettement exprimé le désir de nous unir et, tandis que les divers peuples ont été laissés libres de se grouper suivant leur volonté, on dénie à nous seuls ce droit ! »

Sans doute, il a été déclaré à Vienne, le 12 novembre 1918, à Weimar le 11 août 1919, que l'Autriche faisait partie de la République allemande. Mais, en signant les traités de paix, les gouvernements légaux des deux pays ont pris à l'égard de l'Entente l'engagement très net de ne point réaliser l'*Anschluss*, si ce n'est du consentement de la Société des Nations. Il est trop simple de prétendre qu'ils n'ont consenti à cette interdiction que contraints et forcés ; à ce compte, bien des pactes seraient entachés de nullité.

D'ailleurs, si l'on va au fond des choses, on constate que le droit positif résultant des traités n'est pas ici en contradiction avec le droit naturel des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le président Wilson, en énonçant son grand principe, avait seulement en vue d'empêcher les rattachements de pays contre leur gré. Dans les Quatorze points qu'il soumit aux puissances à la veille de l'armistice, il demandait « d'accorder aux populations de l'Autriche-Hongrie la plus libre possibilité de développement *autonome.* » C'est précisément ce qu'ont réalisé les traités de paix : ils ont ratifié le démembrement spontané de l'Empire et donné

l'indépendance à ce qui restait de l'ancienne nation, en lui prescrivant, dans une certaine mesure, de ne point l'aliéner. Est-ce là une violence?... Car on ne peut pas dire que les textes élaborés par les Autrichiens et les Allemands au lendemain de la guerre, aient été la manifestation d'une volonté générale des pays intéressés.

Enfin, il est étrange que ce soient les peuples qui n'ont jamais fait cas de la liberté des autres, qui réclament le droit de disposer d'eux-mêmes. Tandis que sur le fronton du palais impérial de Vienne, on pouvait lire cet exergue fameux : *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriæ*, l'Autriche s'emparait de la Bosnie-Herzégovine et exerçait sa dure domination sur les Tchèques, les Serbes, les Croates, les Slovènes. De son côté, que souhaitait l'Allemagne lorsqu'en 1914 elle envahissait la Belgique et nos départements du Nord?

Donc, l'exemple de nos adversaires nous aurait permis, au lendemain de la guerre, de ne point tenir compte du fameux principe des nationalités. Notre situation de vainqueurs et notre désir de sécurité auraient pu, du moins, nous autoriser à faire subir à ce principe les restrictions que nous eussions jugées nécessaires. Cependant nous avons conscience de n'avoir contrevenu en rien à aucune des grandes prescriptions du droit international : en nous opposant au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, mais en laissant le Conseil de la Société des Nations libre de juger de l'opportunité ou de l'inopportunité de sa réalisation, nous avons seulement empêché l'exécution d'une mesure dont la conséquence immédiate eût été la disparition d'un pays faible, sans volonté et incapable de se défendre, au profit d'une nation nettement impérialiste. Et peut-être ainsi avons-nous retardé l'échéance terrible d'une nouvelle guerre.

Les considérations ethniques et historiques invoquées en faveur du rattachement ne sont pas plus convaincantes que les raisons juridiques.

Beaucoup plus que l'Autriche, l'Allemagne les invoque. A l'entendre, les États germaniques, d'origine commune, auraient toujours été étroitement unis. Le souvenir des rivalités austro-prussiennes, que nous avons rappelé, s'efface comme par enchantement.

L'identité de langue semble un argument décisif aux par-

tisans de l'*Anschluss*. C'est que la thèse des nationalités repose en Allemagne sur des bases purement théoriques ; en France, au contraire, nous estimons que les peuples doivent s'unir suivant leurs affinités, autant que l'exercice de cette faculté est compatible avec le maintien de la paix du monde. Or, on ne peut pas conclure, d'un fait linguistique, à la similitude des aspirations.

Un savant d'outre-Rhin, M. Max Hidelbert Boehm, a publié à Berlin en 1923 un volumineux ouvrage, *Europa irredenta*, qui tend à prouver que l'Allemagne et l'Autriche ont des concepts publics communs. L'auteur oppose l'idée démocratique occidentale, fruit de la Révolution française, à l'individualisme romantique et *national* des Germains. Mais faut-il rappeler que, dans l'ancienne Double-Monarchie, macédoine de peuples, le sens national n'était pas précisément très développé? On sait, d'autre part, que l'Allemagne se prétendait jadis le « mandataire attitré du germanisme sur la terre », et qu'elle n'avait jamais entendu partager son mandat avec l'Autriche.

D'ailleurs, à supposer que les deux pays aient, en droit public, des conceptions communes, il ne s'ensuivrait nullement qu'ils dussent s'unir. Mgr Seipel, nous l'avons dit, a bien distingué toute la différence qui existe entre les idées de Nation et d'État, et c'est ainsi qu'il a écarté, du moins jusqu'à ce jour, l'éventualité du rattachement.

Pas plus que les aspirations politiques, les aspirations individuelles des deux peuples ne concordent. Autant les Allemands sont pleins d'orgueil et d'arrogance, autant les Autrichiens sont souples et doux. Autant les premiers sont tenaces et lourdement sérieux, autant les seconds sont nonchalants et gais. Il existe vraiment entre eux de profondes incompatibilités d'humeur. On en trouve une preuve, parmi bien d'autres, dans un manifeste élaboré récemment par des femmes autrichiennes qui appartiennent à la « Ligue féminine internationale pour la paix et la liberté ». Les membres de cette association s'attachent fort justement à souligner les raisons « culturelles » qui s'opposent à l'*Anschluss*. Le système centralisateur de la Prusse a nivelé les individualités des États allemands. Si l'Autriche veut conserver son caractère, elle doit s'opposer à la fusion avec le Reich. Mieux que les hommes, les femmes de Vienne pouvaient sentir toute la différence qui existe entre la culture autri-

chienne, faite de finesse, et — dût l'ombre de Mme de Staël en frémir — la lourde civilisation germanique.

Il est enfin une dernière considération qui divise les deux pays, comme elle les divisait jadis : la religion. L'Autriche est catholique, tandis que l'Allemagne, à l'exception de certaines provinces du sud et de l'ouest, est protestante. Mais ce qui, autrefois, était un obstacle au rattachement, n'est plus aujourd'hui qu'un mince inconvénient : on ne prend pas au sérieux l'idée que l'Autriche pourrait reconstituer à son profit le Saint-Empire romain germanique. Sans doute, l'admission d'un grand nombre de catholiques accentuerait la rivalité confessionnelle qui existe entre les Allemands du Sud et Berlin ; mais des raisons politiques font oublier les rivalités religieuses qui pourraient se produire et dont, au besoin, on se rendrait maître par l'intimidation.

Les partisans de l'*Anschluss* invoquent aussi des raisons politiques. Elles ont ceci de particulier qu'elles sont bien plus destinées à calmer les inquiétudes étrangères qu'à prouver la nécessité du rattachement.

On pose d'abord en axiome que l'Autriche, politiquement, ne peut vivre seule : réduite des sept huitièmes, elle serait de proportions trop exiguës ; sa capitale serait disproportionnée à la faible étendue de son territoire ; enfin elle est enclavée. On peut répondre que la vitalité ou la grandeur d'un pays ne sont pas nécessairement fonction de son étendue — la Grèce antique en témoigne — et qu'il peut y avoir de petits pays avec de grandes capitales ; tout est affaire d'adaptation. Sans doute, l'Autriche est enclavée, en ce sens qu'elle n'a pas de débouché maritime ; mais la Suisse et le Luxembourg n'en ont pas davantage et vivent cependant fort bien. D'ailleurs, à défaut de débouché maritime, l'Autriche a un débouché fluvial, le Danube, qui est internationalisé. Prague, à ce point de vue, est placée dans la même situation que Vienne, et cependant la Tchécoslovaquie ne se dit pas inviable.

Ce qu'on s'attache surtout à souligner à Berlin, du moins dans certains milieux, c'est que l'*Anschluss* ne constituerait un danger pour personne ; que, bien au contraire, sa réalisation ne pourrait qu'affermir la paix du monde. Remarquez, nous dit-on, quels sont les partis qui, en Autriche et en Allemagne, mènent la campagne la plus vive en faveur

du rattachement : ce sont les « démocrates », qui sont des pacifistes. Permettez-leur de fusionner, et ils feront échec à la politique de nos pangermanistes. Hindenburg n'aurait pas été élu à la présidence du Reich si les démocrates autrichiens avaient pu prendre part au vote de 1925. L'*Anschluss* ne peut avoir d'autre conséquence que de renforcer l'Allemagne républicaine et d'affaiblir l'ancienne puissance militariste et monarchiste.

Pour que ce raisonnement fût juste, il faudrait d'abord démontrer que les « démocrates » sont des pacifistes ; or, on n'a pas oublié que les socialistes allemands, au moment de la guerre, firent cause commune avec les pangermanistes. La démonstration est plus exacte lorsqu'on assure que le peuple autrichien souhaite la paix. Cependant, que serait l'influence de trois à quatre millions d'hommes réellement pacifistes — mais sans volonté ainsi qu'ils l'ont prouvé en 1914 — perdus parmi trente à quarante millions d'impérialistes? Ce qui le prouve, c'est que les partis allemands de droite sont en général extrêmement desireux de réaliser l'*Anschluss;* ils ne semblent donc rien craindre quant à l'orientation politique d'un bloc germanique. A Vienne, certains groupements comprennent mieux le peu de poids que les Autrichiens pourraient avoir en Allemagne ; ils distinguent davantage le danger qu'il y aurait pour eux à se trouver mêlés, contre leur gré, à une nouvelle guerre. La section autrichienne de la « Ligue féminine internationale pour la paix et la liberté » soulignait récemment les inconvénients que présenterait le rattachement « à l'heure où le Reich affirme son esprit militariste et réactionnaire.... Le danger d'être entraînés dans une guerre future, dans laquelle l'Autriche servirait de territoire de concentration et de déploiement, est si grand que nous considérons comme de notre devoir d'attirer l'attention sur ce risque ». La crainte est le commencement de la sagesse ; il nous plaît que de telles éventualités soient envisagées sur les bords du Danube.

Cependant, l'Allemagne insiste. A l'entendre, non seulement l'*Anschluss* renforcerait ses éléments pacifistes, mais sa réalisation aurait pour effet de la détourner de la guerre. Si le rattachement se produisait, apportant au Reich des compensations à ses pertes de guerre, tout risque de conflit serait désormais écarté. Malheureusement, on sait que nos

anciens ennemis souhaitent d'autres compensations à leur défaite et que le rattachement de l'Autriche ne serait qu'une première étape. Empêcher l'*Anschluss*, c'est, du point de vue politique, éviter un accroissement de la force allemande qui pourrait être funeste au maintien de la paix.

L'Allemagne se plaît enfin à invoquer en faveur du rattachement des considérations économiques.

Elle invite les puissances à comparer les frontières de l'ancienne Autriche-Hongrie et celles de l'Autriche nouvelle, et à juger des pertes énormes que ce pays a dû consentir. L'agriculture autrichienne avait jadis ses ressources dans les riches terres à céréales de Hongrie et dans les pays d'élevage yougoslaves ; aujourd'hui, la plupart de ces régions ne dépendent plus de Vienne. Pays essentiellement montagneux, l'Autriche ne possède guère comme terres fertiles que les vallées du Danube et de la Leitha ; aussi est-elle obligée d'importer de grandes quantités de denrées alimentaires. Quant à ses richesses industrielles, elle les a en partie perdues avec les mines et les usines de Galicie et de Bohême. Elle n'a pour ainsi dire plus de charbon (on ne lui a laissé que les gisements de houille de Grünbach et le bassin de lignite de Gratz) et elle ne possède que peu de matières premières, si ce n'est toutefois l'excellent et abondant minerai de fer de l'Erzberg et la magnésite de Carinthie. L'outillage industriel de Vienne, qui avait surtout été conçu en vue de terminer les produits demi-ouvrés des provinces, est désormais sans emploi total. L'Autriche ne peut plus se livrer que difficilement au travail de ces mille articles de choix qui faisaient jadis sa supériorité. Elle le peut d'autant moins que les régions qui lui fournissaient le minerai et la matière première sont vouées à un protectionnisme sévère depuis qu'elles appartiennent à des peuples rivaux. Et, comme conclusion, on signale que le chômage atteint un chiffre très élevé, réduisant plus de cent cinquante mille hommes à l'inaction et à la misère. Où est le remède à tous ces maux, sinon dans la fusion de l'Autriche et de l'Allemagne?...

Pour apprécier cette affirmation, supposons un moment que l'*Anschluss* ait été réalisé et que les deux pays de l'Europe centrale forment désormais un seul bloc économique. Du point de vue agricole, l'Autriche n'y gagnerait rien, puisque l'Allemagne ne produit guère que la moitié de sa

propre consommation. Il en serait de même dans le domaine industriel. Vienne a un outillage vieilli ; elle ne dispose que de capitaux relativement faibles ; elle est surtout apte à fabriquer des articles de choix ; elle ne pourrait que difficilement lutter contre l'industrie allemande, moderne et riche, qui produit la pacotille dont l'écoulement est facile. Le rattachement aurait pour conséquence de l'évincer des marchés qu'elle a tant de peine à conserver dans les États successeurs.

L'Autriche a donc intérêt, au point de vue économique, à ne pas s'unir au Reich. Mais peut-elle vivre indépendante?... Elle le peut. Nous n'en voulons pour preuve que les conclusions de l'enquête à laquelle la Société des Nations a fait procéder en 1925 par MM. Ch. Rist et W.-T. Layton, et le propre aveu d'un économiste connu d'Allemagne, le docteur Stefan Gruss, qui déclarait dans une récente brochure : « Nos compatriotes se trompent quand ils concluent à l'impossibilité pour l'Autriche de vivre si elle n'est pas réunie à l'Allemagne. Elle peut vivre sans nous, mais elle deviendrait alors une colonie de l'Entente et, comme elle constitue le pont de l'Allemagne vers l'est, nous ne pouvons pas admettre cette solution. »

Si, au lendemain de la guerre, il a pu paraître que la nouvelle Autriche n'était point viable, c'est parce qu'elle a d'abord suivi, aux mains des sociaux-démocrates, une politique funeste. Il ne fallut rien de moins que l'intervention de l'Entente, l'aide et les mesures financières et économiques prises par les anciens Alliés et la Société des Nations, pour que — malgré l'Allemagne — elle reprît courage et suivît des voies meilleures.

Aujourd'hui, l'Autriche a intensifié son agriculture et exploite mieux son sol. En échange du minerai de fer, elle s'est procuré en Tchécoslovaquie le combustible qui lui manquait. Elle a développé ses industries : les usines de Donawitz, Eisenerz, Hieflau, Vordernberg produisent des aciers de première qualité ; elle utilise ses chutes d'eau ; le travail du bois renaît et avec lui l'industrie du meuble ; les manufactures de papier sont prospères, le cuir est travaillé ; les industries textiles, quoique les plus atteintes, reprennent. Enfin, l'Autriche s'efforce de redevenir un important centre bancaire et met en valeur sa situation privilégiée comme zone de trafic.

C'est ainsi que sa situation financière est plus satisfaisante ; son budget est équilibré ; sa balance commerciale s'est améliorée dans des proportions considérables ; le chômage a diminué ; l'index de la vie accuse un léger recul. Ce n'est là sans doute qu'une première étape, mais l'exemple des dernières années permet d'augurer favorablement de l'avenir.

Ainsi, aucune des considérations invoquées en faveur de l'*Anschluss* — qu'elles soient juridiques, ethniques, historiques, politiques ou économiques — ne mérite d'être retenue. Ce ne sont point d'ailleurs les véritables raisons qui poussent Berlin à réclamer le rattachement. L'Allemagne cherche une compensation aux sacrifices en hommes et en territoires que les traités de paix lui ont imposés. Elle a perdu soixante-dix mille kilomètres carrés et six millions quatre cent mille âmes ; l'Autriche offre quatre-vingt-trois mille kilomètres carrés et six millions cinq cent mille âmes ! La réalisation de l'*Anschluss* créerait un vaste État de plus de cinq cent cinquante mille kilomètres carrés, peuplé de soixante-dix millions d'habitants.

Ce serait la domination allemande assurée sur l'Europe centrale. La Tchécoslovaquie encerclée ; la Hongrie, bienveillante, qui permettrait d'atteindre la Roumanie, héritière de la Transylvanie où vivent des Saxons ; le voisinage de l'Italie, qui détient le Haut-Adige, et de la Yougoslavie ; — voilà des conditions favorables pour soustraire les petites nations à l'influence de l'Entente, pour y substituer celle du Reich et accroître par là même, à leurs dépens, sa prépondérance politique et économique.

Libre au nord, l'Allemagne le serait désormais au sud. Déjà riveraine du Danube par la Bavière et le Wurtemberg, elle acquerrait, par le don de l'Autriche, le port de Vienne. Le projet de canal du Rhin au Danube serait exécuté. Ce serait la voie ouverte vers le sud-est, de la mer du Nord et de la Baltique à la mer Noire, en attendant de pouvoir joindre Hambourg et Trieste. Le *Drang nach Osten*, cher aux pangermanistes d'avant guerre, serait réalisé. Et l'on pourrait alors songer utilement à englober les populations allemandes éparses dans le monde.

La campagne pour le rattachement.

Les moyens employés pour réaliser le rattachement sont des plus variés. Ils ont cependant pour la plupart un caractère commun : ils portent la marque d'origine de Berlin, et ceux-là même qu'on pourrait croire purement autrichiens sont trop souvent de ces produits étrangers qui se dissimulent afin de mieux franchir les frontières.

M. von Gerlach a révélé la duplicité de la propagande allemande en faveur de l'*Anschluss*, lorsqu'il a écrit dans le *Welt am Montag* du 14 septembre 1925 : « Si l'on veut servir pratiquement la cause du rattachement, il est nécessaire de déplacer le centre du mouvement en le transportant de Berlin à Vienne. » Et c'est, aussi bien, ce qui a été tenté. On ne peut donc prendre au sérieux toutes les manifestations « autrichiennes ».

L'Allemagne mène sa propagande par l'entremise de ses nombreuses associations. Il serait trop long de les énumérer toutes. Voici les principales.

Au premier rang, il faut placer *l'Œsterreichisch-Deutscher Volkbund* (Ligue nationale austro-allemande). Fondée au lendemain de la guerre, sous la direction du président du Reichstag, le socialiste Lœbe, elle a pour mission de « créer les conditions de la réunion de l'Autriche au Reich allemand, en prévision du moment où l'Autriche pourra exercer son droit à disposer d'elle-même. » Le 29 avril 1925, ce groupement a créé à Vienne une filiale, l'*Œsterreichisch-Deutsche Arbeitsgemeinschaft* (Ligue austro-allemande du travail). D'autres comités ont été fondés à Munich, Cologne, Ratisbonne et Stuttgart.

Dans chaque Université allemande, il existe un Office de frontière (*Grenzlandamt*) qui a pour but de centraliser toutes les questions de propagande dans les régions limitrophes du Reich et des institutions spéciales qui sont destinées à renseigner les jeunes gens sur le problème de l'*Anschluss*. Il y a des semaines de stage, au cours desquelles ont lieu des conférences, des cérémonies patriotiques et des exercices sportifs ou militaires. Des étudiants présentant « toute garantie au point de vue national » sont envoyés dans les

Universités autrichiennes ou dans celles des pays « perdus », tandis que les Universités allemandes « accueillent » un nombre équivalent d'étudiants étrangers.

Il faut encore mentionner, parmi les grandes associations allemandes de propagande, le *Heimatdienst* (Ligue patriotique), qui a son centre en Bavière et rayonne partout où se trouve une cause germanique à défendre. C'est ce groupement qui, profitant des tendances séparatistes de certaines provinces autrichiennes, à l'époque où Vienne semblait voué à l'anarchie, a savamment préparé les plébiscites de Carinthie (10 octobre 1920) et du Tyrol (24 avril 1921).

Nommons encore le *Deutscher Schützbund* (Ligue de protection), qui est chargé de soutenir les revendications des Allemands dispersés dans le monde, et dont une section s'occupe spécialement de l'*Anschluss;* le *Verein für das Deutschtum im Ausland* (Association pour le germanisme à l'étranger), qui a fusionné avec la Ligue des Écoles des Marches méridionales (*Deutscher Schulverein Südmark*); enfin, la Ligue André Hofer (*Andreas Hoferbund*) qui agit en Tyrol.

Ces divers groupements — et bien d'autres encore — sont contrôlés par le Cartel des Associations libres pour le germanisme (*Verband freier Deutschtumsvereine*).

L'activité des associations se dépense de mille façons diverses. Aux milieux cultivés, l'Allemagne s'adresse par des conférences. Sous le prétexte d'exposer une question historique ou géographique, de développer un problème industriel ou économique, les orateurs propagandistes ne manquent pas de s'élever contre l'iniquité des traités de paix qui ont empêché la fusion de l'Autriche et du Reich et contre l' « impérialisme » de la France qui maintient une telle situation.

Pour atteindre le peuple, il faut des démonstrations plus tangibles, telles que visites officielles et manifestations populaires. Le *Nationalverein*, d'où est sortie l'Allemagne bismarckienne, avait également débuté par des réunions publiques... A Magdebourg, le soir du 20 février 1925, à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de l'association du *Reichsbanner*, un bûcher fut allumé sur l'une des places de la ville et on y jeta les poteaux frontières des États particuliers allemands, d'abord ceux de Bavière, de Saxe, de Bade et de Thuringe, symboles des divisions intérieures, puis le

poteau frontière d'Autriche, aux acclamations enthousiastes de : « Vive l'Autriche libérée ! » Le 30 août 1925, sous les auspices de l'*Œsterreichisch-Deutscher Volkbund*, une grande manifestation eut lieu à l'hôtel de ville de Vienne. A cette occasion, M. Lœbe, président du Reichstag, venu dans la capitale autrichienne à la tête d'une délégation de personnalités politiques allemandes, s'écria : « Je vois une patrie allemande d'où émerge la grande cité commerciale de Hambourg tournant son regard vers l'ouest, et la grande cité commerciale de Vienne ayant pour mission de diriger son regard vers l'est et les Balkans... » Cette manifestation eut un caractère nettement démocratique ; le gouvernement autrichien et le parti chrétien-social n'y étaient pas représentés. Ce fut à Hambourg, les 20 et 21 février 1926, la réception chaleureuse par le *Reichsbanner* de cinq cents membres de l'association autrichienne du *Schützbund.* Au cours d'un défilé gigantesque, plus de cent mille personnes acclamèrent les envoyés de Vienne et les orateurs se plurent à redire qu'il n'y avait plus de frontières entre les deux pays. En mars, ce furent les cercles universitaires allemands qui organisèrent une « marche en étoile » sur Vienne. Trois groupes venus, le premier des universités de l'est, par Brünn, le second du centre, par Prague, le troisième de l'ouest et du sud, par Munich, se rencontrèrent dans la capitale autrichienne pour une grandiose manifestation en faveur de l'*Anschluss.*

La propagande allemande revêt bien d'autres formes. Tous les moyens sont bons, même les plus détournés, pour prouver à l'Autriche qu'elle ne peut vivre indépendante et qu'elle doit se rattacher à sa sœur d'infortune. En mai 1923, tandis que nous occupions la Ruhr, les autorités de Berlin arrachèrent neuf cents enfants de la région frontière et les envoyèrent en Autriche se reposer de leurs « souffrances », tandis que l'Autriche elle-même envoyait ses enfants dans les pays neutres, en Suède ou en Hollande.

On voit la part que prend le Reich dans la campagne en faveur de l'*Anschluss.* Ses efforts pour présenter ses diverses manifestations comme d'inspiration autrichienne ne suffisent point à masquer son jeu.

Rapprochement et rattachement.

Le président du Reichstag, M. Lœbe, dans une conférence qu'il donna à Vienne, le 6 juillet 1926, émit cette opinion : « Si nous réussissons à réaliser l'unité sur les points qui ne sont pas interdits, tout le reste ne sera plus qu'une question de forme. L'union sera tellement un fait que nos adversaires n'auront plus à maintenir l'interdiction formelle. »

L'Allemagne en est tellement convaincue qu'elle multiplie sans cesse avec l'Autriche les mesures d'assimilation (*Angleichung*) et plus particulièrement dans les domaines économique et juridique. Ainsi, les gouvernements de Berlin et de Vienne travaillent à l'élaboration de nouveaux tarifs douaniers et négocient un traité de commerce qui équivaudrait, tel qu'il est conçu, à une véritable alliance. Ce serait réaliser l' « union économique souple » qui avait été envisagée à la fin du siècle dernier. Dans le domaine juridique, l'une des premières mesures de rapprochement a été la suppression du visa des passeports (convention de Berlin du 29 juillet 1925). Le 8 janvier 1926, un accord fut signé à Berlin en matière d'assurance sociale. Une convention du 23 mars 1926 soumet les enfants autrichiens en Allemagne et les enfants allemands en Autriche à l'obligation scolaire. Enfin, le 5 février 1927, un accord fut réalisé sur les tutelles et les successions. Signalons encore un projet très important qui prévoit, de droit, le cumul des nationalités. La loi Delbrück, du 22 juillet 1913, admettait déjà, dans certains cas, l'acquisition par les sujets allemands de la qualité d'étrangers, sans que la perte de la nationalité d'origine s'ensuivît ; une mesure semblable était prise récemment par l'Autriche (loi du 30 juillet 1925). Or, on n'a pas oublié les conflits qu'a fait naître la loi Delbrück ; on comprend le danger qu'il y aurait à inciter, par des dispositions générales, les Autrichiens à devenir Allemands, tandis que des sujets du Reich pourraient s'installer aisément en Autriche. Et l'on pourrait citer bien d'autres mesures d'assimilation. Ainsi, les deux gouvernements s'occupent d'établir un code pénal commun ; une commission interparlementaire étudie l'adaptation de l'organisation politique autrichienne à l'organisation allemande, etc... etc.

Dans le domaine de l'initiative privée, il faut rappeler la part très grande que les sujets du Reich ont prise dans les affaires de la nation voisine. Hugo Stinnes, à lui seul, obtenait dès le lendemain de la guerre la concession de la force motrice de l'Enns, l'exploitation des chutes d'eau du Tyrol, et s'assurait une place importante dans l'administration de divers journaux autrichiens.

Toutes ces mesures d'assimilation ou de pénétration sont absolument contraires aux dispositions des traités. L'article 88 du pacte de Saint-Germain, qui imposa à l'Autriche les obligations résultant pour l'Allemagne de l'article 80 du traité de Versailles, est catégorique : « *L'Autriche s'engage à s'abstenir... de tout acte de nature à compromettre son indépendance, directement ou indirectement et par quelque voie que ce soit.* » Peut-être serait-il bon que la Conférence des ambassadeurs, — qui doit veiller à l'exécution des engagements contractés par nos anciens ennemis, — reprenant le mot de lord Grey à M. de Talleyrand, informât les gouvernements de Berlin et de Vienne qu'elle considère l'assimilation et le rattachement comme une seule et même chose, contraire aux traités de paix et, partant, inadmissible.

Mais, dit-on en Allemagne, le rattachement n'a pas été interdit ; il n'a été qu'ajourné. Et ceux-là même qui font si peu de cas des conventions internationales, qui écartent si aisément les dispositions des pactes qui leur semblent gênantes, invoquent les traités de Versailles et de Saint-Germain, mais seulement dans les parties qui leur sont favorables. Ces deux traités n'ont-ils pas énoncé que « l'indépendance de l'Autriche est inaliénable, *si ce n'est du consentement du Conseil de la Société des Nations* »? Et l'on ajoute : Alors même que les traités de paix n'auraient pas prévu ce recours, le Pacte de Genève n'a-t-il pas stipulé, dans son article 19, que l'Assemblée peut inviter les États membres de la Ligue à procéder à un nouvel examen des conventions inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde?

Si ces textes n'ont pas encore été invoqués en faveur de l'*Anschluss*, c'est pour des raisons fort simples. Quand bien même l'Autriche, qui fait partie de la Société des Nations depuis 1920, eût souhaité opérer sa fusion avec le Reich, elle n'aurait pu logiquement en faire la demande, car elle avait besoin de Genève pour assurer son relèvement financier

et économique, et elle savait qu'une démarche inopportune aurait soulevé contre elle la plupart des puissances représentées au Conseil. Quant à l'Allemagne, elle a été admise trop récemment dans la Ligue pour qu'elle ait encore pu demander le rattachement de l'Autriche ; mais elle ne manquera pas de le faire à la première occasion. Pour s'en convaincre, il n'est besoin que de parcourir les journaux d'outre-Rhin ou de lire les discours des hommes politiques allemands. C'est le président du Reichstag, M. Lœbe, qui déclarait à Vienne, le 6 juillet 1926 : « Afin qu'on ne nous accuse pas d'agir avec perfidie, nous disons ouvertement et bien haut devant le monde, avant d'entrer dans la Société des Nations, que nous ne renoncerons jamais, au grand jamais, à demander le rattachement. »

Peut-être, pour motiver cette demande, aura-t-on recours à un plébiscite. Mais lorsqu'on se souvient de la façon dont l'Allemagne sait « maquiller » ces sortes de consultations populaires, on ne peut que les tenir pour suspectes. D'ailleurs, on a pris à Genève certaines précautions contre les défenseurs trop zélés des minorités : les pays auxquels elles appartiennent et les pays où elles résident ne peuvent être représentés dans les commissions d'arbitrage appelées à juger de cas les intéressant.

Il est certain que la Société des Nations doit encore, plus ou moins directement, s'occuper de l'Autriche ; mais ce n'est pas pour faciliter sa fusion avec le Reich, c'est pour l'aider à se relever et lui permettre de vivre indépendante.

L'attitude des puissances en face du problème du rattachement.

Puisque l'Allemagne se propose de soumettre la question de l'*Anschluss* à la Société des Nations, — que les traités de paix ont rendue compétente pour en connaître, — il est utile d'examiner l'attitude des puissances membres de l'institution de Genève qui sont le plus directement intéressées au sort de l'Autriche.

L'opinion de la France est trop connue pour qu'il soit besoin de l'exposer longuement. Pour les multiples raisons qui ont été développées au cours de cette étude, elle ne pourrait consentir à la formation d'un puissant groupement ger-

manique qui serait une menace pour sa sécurité et celle de ses alliés. Dans le cas où l'Autriche et l'Allemagne s'uniraient d'elles-mêmes, nous aurions le droit de maintenir nos troupes en Rhénanie, en vertu de l'article 429 du traité de Versailles, qui prévoit l'occupation jusqu'à ce que les conditions du traité de paix aient été fidèlement observées.

L'Angleterre, le cas échéant, s'opposerait sans doute, elle aussi, à l'*Anschluss*. Si son attitude n'est pas aussi accusée que celle de la France, c'est pour un double motif : elle ne craint pas une invasion, et ses Dominions se désintéressent généralement de notre continent. Cependant la Grande-Bretagne semble comprendre de plus en plus sa solidarité avec le reste du monde et son intérêt au maintien du *statu quo* territorial de l'Europe centrale : dans sa lutte contre les Soviets, elle ne peut compter sur la neutralité de l'Allemagne, liée à Moscou ; elle doit donc veiller à l'intégrité de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Roumanie, qui pourraient lui être une aide efficace. Il est d'ailleurs certain que le Reich, accru de l'Autriche, poursuivrait immanquablement sa politique du *Drang nach Osten* et emprunterait ainsi la route des Indes que l'Angleterre s'est toujours fait un devoir de défendre jalousement.

L'Italie a une raison majeure pour s'opposer au rattachement : elle serait désormais en contact immédiat avec une nation aux vastes ambitions qui s'efforcerait de lui reprendre le Haut-Adige. C'est ainsi que la Consulta s'est ralliée à la thèse française. Qu'on se souvienne du discours que M. Mussolini a prononcé devant le Sénat, le 20 mai 1925 : « Je crois, a dit le Duce, et le Sénat italien sera d'accord avec moi, que l'Italie ne pourrait jamais tolérer cette violation des traités qui consisterait dans l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, annexion qui frustrerait, à mon avis, la victoire italienne, augmenterait la puissance démographique et territoriale du Reich et nous donnerait cette situation paradoxale que l'unique nation qui augmenterait ses territoires, qui augmenterait sa population en devenant le bloc le plus puissant de l'Europe centrale, serait précisément l'Allemagne. »

Mais les premiers intéressés à la question du rattachement, ne sont-ce point les voisins, proches ou immédiats, de l'Allemagne et de l'Autriche? En examinant les causes profondes qui poussent Berlin à réclamer l'*Auschluss*, nous

avons constaté qu'elles se résument pour la plupart dans le désir du Reich de dominer, après l'Autriche, tous les pays qui font obstacle à son expansion. La Pologne, voisine gênante, serait sans doute la première atteinte. La Tchécoslovaquie bloquée, la Roumanie et la Yougoslavie à la merci de Budapest et de Vienne, comment ces diverses nations se prêteraient-elles à la réalisation d'une mesure qui pourrait leur être funeste? La Petite-Entente a d'ailleurs pris à cet égard une attitude très nette, au cours de ses conférences annuelles. M. Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, exprimait l'opinion de ses collègues de Roumanie et de Yougoslavie lorsqu'il déclarait à Prague, le 1er avril 1925, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat : « Notre point de vue au sujet du problème autrichien reste immuable... nous ne tenons pas pour possibles les plans de rattachement à l'Allemagne. »

On peut être assuré que le conseil de la Société des Nations, le cas échéant, ne se prononcerait pas à l'unanimité requise en faveur de la fusion de l'Autriche et de l'Allemagne.

Les anciens Alliés, par le fait même de leur opposition à l'*Anschluss*, ont été amenés à s'occuper plus activement du sort de Vienne. On sait que c'est grâce aux crédits consentis par la France, l'Angleterre, l'Italie et la Tchécoslovaquie, ensuite à l'aide que la Société des Nations a octroyée au nouvel État, que celui-ci a pu vaincre en partie ses difficultés financières et économiques. Ce n'est pas à dire que les puissances aient toujours été d'accord sur la manière de sauver l'Autriche.

Au lendemain de la guerre, la France avait formé le projet de créer une vaste Confédération économique des États danubiens, qui eût englobé l'Autriche dans un bloc formé par la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. La Pologne et la Hongrie, ainsi que la Bulgarie et la Grèce, auraient pu y être admises.

Assurément, cette Union aurait eu d'heureuses conséquences, parmi lesquelles la création d'un bloc économique puissant et l'atténuation de la propagande allemande. Mais elle aurait aussi présenté des inconvénients très sérieux : une confédération économique peut aisément se transformer en confédération politique, et l'on serait retombé dans la situation de l'ancienne Autriche-Hongrie,

L'idée d'Union danubienne rencontrait d'ailleurs de vives

oppositions. Les États craignaient d'être replacés sous la domination des Habsbourg (la campagne des monarchistes autrichiens en faveur de la Confédération, ainsi que les tentatives de restauration de l'empereur Charles en Hongrie, n'étaient pas de nature à apaiser leurs craintes), et ils redoutaient la concurrence de l'industrie autrichienne. Jeunes États heureux de l'indépendance qu'ils venaient de conquérir, ils n'entendaient pas en faire le sacrifice, sous quelque forme que ce fût. Il y avait aussi le *veto* de l'Italie et de la Grande-Bretagne, qui ne voulaient pas de la prépondérance française sur le Danube. Rome, d'autre part, envisageait avec crainte la formation d'un corridor slave qui, partant de la Pologne et passant par la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, aurait abouti à l'Adriatique. Et Londres, toujours soucieuse de la liberté du commerce, était hostile à la formation d'un bloc économique.

C'est ainsi que nous dûmes renoncer au projet de Confédération. Cependant l'idée ne fut pas entièrement abandonnée, puisqu'elle est à l'origine de la Petite-Entente qui groupe depuis 1921, par des liens politiques et économiques, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie. Mais la Pologne elle-même n'est point partie à ce groupement et les tentatives qui ont été faites en vue d'y comprendre l'Autriche et la Hongrie ont été vaines, pour la raison même qui avait empêché la réalisation de l'Union danubienne. Et cependant il serait nécessaire de réagir contre l'état de protectionnisme particulièrement aigu qui prévaut dans cette partie du monde.

L'attitude de l'Autriche, depuis deux ans, permet d'espérer beaucoup d'elle. Ses finances semblent assainies ; sa situation économique s'est grandement améliorée. Elle doit pouvoir obtenir de la coopération avec ses voisins beaucoup plus que l'ancien Empire ne recevait de nations sujettes.

Nous avons la conviction que, reprenant définitivement courage, elle saura poursuivre, sous la protection de la Société des Nations et avec l'aide de l'Entente, une politique de paix dans un pays libre. C'est seulement dans cette voie que peut et doit être cherchée l'une des solutions essentielles du problème de l'Europe centrale.

JAMES DONNADIEU.

Guirlande printanière pour l'Ange du sommeil

O vase de tristesse, ô grande taciturne.
C. B.

Naissance du Printemps.

Telle Diane au bois, grande, svelte et légère,
Toi dont la grâce charme autant que la beauté,
Toi dont les yeux si purs gardent en leur clarté
Une flamme d'amour qui n'est pas mensongère,
Toi que j'aime (pourquoi le cacher plus longtemps)
Comme l'on aime un rêve, ah! serait-il possible
Que ton cœur près du mien demeurât insensible
A l'odeur des lilas qu'apporte le printemps?

Stance.

Qu'un autre, sans aimer, de la blonde à la brune
Coure et vole, goûtant leurs baisers tour à tour!
Mais toi, ne souris pas de ma tendre infortune.
Un cœur se donne en vain s'il se reprend un jour.

L'Aurore.

Rien encor, ni la fleur d'un doux regard, ni celle
Du plus chaste baiser, ni le fléchissement
D'une âme. Rien encor, si ce n'est le tourment
D'aimer, et ce désir qu'à soi-même l'on cèle.
Rien encore, et pourtant, bel ange du sommeil,
Tandis que dans la chambre où, calme, tu reposes
L'aurore fraîche allume une gerbe de roses,
Quel feu déjà me brûle à tes songes pareil!

Les Étoiles.

De nos astres aux cieux quand luira l'hyménée,
Images de ma peine où vous enfuirez-vous,
Et te dirai-je encor, Muse prédestinée,
« Le plaisir est frivole et les rêveurs sont fous »,
De nos astres aux cieux quand luira l'hyménée
Et quand l'amour cruel, enfin, me sera doux?

Renouveau.

Après l'orage l'accalmie
Et les instants les plus dorés.

Le nom de sœur, le nom d'amie
A ton oreille murmurés.

Dans le ciel bleu deux hirondelles
Et deux lilas dans le jardin.

Nos cœurs vont-ils être fidèles
Au renouveau de leur destin?

Sixain.

Toi qui mets dans mon âme une douceur pareille
Au parfum que la rose en flamme offre à l'abeille,
Ombre mystérieuse et clarté fugitive,
Toi dont le charme, enfin, rayonne et me captive,
Parmi tant d'autres fleurs je t'ai seule choisie
Comme source d'azur et ciel de poésie.

La Rose.

Pas un hommage qui la touche
Et toujours le même dédain...
Rose pâle comme sa bouche
S'ouvre une rose en quel jardin?

N'est-ce ma peine et son mystère?
N'est-ce la fleur de mon souci?
Mon cœur frissonne solitaire,
Et cette rose tremble aussi.

Élégie.

Où donc est ce printemps fané comme une automne,
Où donc est cet avril avec ses blancs lilas,
Et toi, ma triste sœur, toi qui n'aimes personne,
A qui donc sourient-ils, aujourd'hui, tes yeux las?

Où donc est ce printemps fané comme une automne,
Sur quel sable doré s'inscrivent tes doux pas,
Et, rose d'un tourment que l'espoir abandonne,
Où donc est mon amour si ce n'est dans tes bras?

PHILIPPE CHABANEIX.

L'Histoire qu'on ne sait plus

1889-1900 (1)

IV

En 1894, le régime républicain sortait de deux crises redoutables où il avait failli périr : le boulangisme et le Panama. Et cependant, le pays n'avait pas perdu sa confiance mystique dans le mot « République ». Il persistait à croire que, mieux organisée, la machine pouvait lui donner l'ordre, des réformes sages et la sécurité du lendemain.

Ce qui l'inquiétait, c'était la toute-puissance que s'arrogeait la Chambre des députés et l'impuissance qui en découlait. Il n'y avait pas de pouvoir exécutif, ou si peu ! Le président de la République n'était qu'un soliveau chargé de rehausser par sa présence les cérémonies départementales. Quant aux ministres, les parlementaires se faisaient un jeu de les renverser au gré de leur fantaisie.

Cependant Carnot, en renouant la tradition tombée en désuétude sous Grévy, de la présidence représentative, avait un peu rehaussé la fonction aux yeux de l'opinion publique.

Démocrate par hérédité et par goût personnel, Carnot avait fait savoir qu'il ne solliciterait pas, à la fin de

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 juillet 1927.

l'année 1894, le renouvellement de son mandat. Il était allé jusqu'à se choisir un successeur. Il avait jeté son dévolu sur Jean Casimir-Perier. Descendant lui-même d'une dynastie libérale sinon républicaine, il se persuadait que l'héritier de la famille libérale des Perier était tout désigné pour remplir la charge de premier magistrat du régime.

Lorsque, à la chute du premier cabinet Dupuy, il offrit la présidence du conseil à Casimir-Perier, le principal argument qu'il fit valoir pour vaincre ses hésitations fut celui-ci : « Il faut que vous fassiez l'apprentissage du pouvoir, car je ne vois que vous pour me remplacer l'an prochain. »

Et en effet, Casimir-Perier succéda à Sadi-Carnot, mais plus tôt qu'on ne le prévoyait, ce dernier ayant été assassiné en juin 1894, à Lyon, à la fin d'une journée de fête où il avait été très acclamé.

Son meurtrier, l'anarchiste italien Caserio, révéla qu'il avait été désigné pour venger l'exécution de Vaillant que le président de la République avait refusé de gracier.

En laissant la justice suivre son cours, Carnot n'ignorait pas qu'il risquait le poignard d'un assassin. Il fit néanmoins ce qu'il croyait être son devoir.

Charles Dupuy, le jettatore des présidents, était à côté de lui à Lyon. On l'accusa par la suite de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour le protéger.

De retour à Paris, où il rentra, si j'ose dire, bride abattue, Dupuy s'empressa de faire savoir qu'il était candidat à la succession... de sa victime, dirent les mauvaises langues ; lui seul croyait à son succès la veille de la réunion de Versailles. Et de fait, il ne recueillit qu'un nombre de voix ridicule. Casimir-Perier l'emporta haut la main contre son concurrent radical, Henri Brisson, qui, l'année précédente, avait réussi à escalader le fauteuil de président de la Chambre.

Par coquetterie, Casimir-Perier, une fois installé à l'Élysée, ne voulut pas se défaire du président du Conseil qui avait été son concurrent malheureux, mais assez perfide. Mal lui en prit. Il fut par Charles Dupuy et par les autres ministres desservi sur toute la ligne.

Voici des notes écrites au lendemain de sa démission :

Il est certain qu'on cachait tout à Casimir-Perier. Ses ministres se faisaient un malin plaisir de ne le mettre au courant de rien. L'ambassade allemande à Paris ayant

été mêlée à l'affaire Dreyfus, l'empereur Guillaume télégraphia à son représentant qu'il voulait que l'incident fût réglé directement avec Casimir-Perier. Le comte de Munster communiqua la dépêche à Hanotaux, ministre des Affaires étrangères. Deux ou trois jours après, il se rendit à l'Élysée, entama la conversation avec le président. Celui-ci ne savait rien.

Autre fait : Poincaré, ministre des Finances, a déposé son projet sur la progressivité des taxes successorales sans en informer Perier. Celui-ci l'apprend par les journaux du soir. Furieux, il téléphone aux Finances : « Allô ! Allô ! quand ai-je signé ce projet? — On va faire des recherches, monsieur le président. » Les heures passent, aucune réponse des Finances. Le président téléphone de nouveau : « Allô ! allô ! — C'est Poincaré lui-même qui est à l'appareil : « Mais, monsieur le président, vous ne l'avez pas signé. D'ailleurs, ni moi non plus. Cela n'a aucune importance. Il a été déposé en blanc. »

J'omets les mouvements préfectoraux, les listes de décorations communiqués aux journaux avant d'avoir été soumis à la signature présidentielle.

Mais alors, pourquoi Perier s'en est-il allé le jour même où un vote de la Chambre le débarrassait de ministres aussi peu déférents, aussi indisciplinés?

Ah ! voilà. Si désagréable qu'il lui fût, le cabinet Dupuy était de nuance modérée. Ce ministère renversé, et renversé par la gauche, il fallait le remplacer par un gouvernement plus avancé. Élu par les modérés, Casimir-Perier entendait gouverner avec les modérés.

Au surplus il était écœuré. Les avanies qu'il subissait depuis six mois n'étaient pas toutes d'ordre politique. Certains avaient un caractère privé, intime même. Le président était espionné par la police que Charles Dupuy mettait à ses trousses. Il ne pouvait pas s'absenter *incognito* de l'Élysée sans être suivi et sans qu'un rapport de ses faits et gestes les plus dépourvus de caractère politique fût adressé au ministre de l'Intérieur.

Ce n'est pas tout. Ce qui achevait d'abreuver de dégoût Casimir-Perier, c'était la campagne abominable que les socialistes, en particulier Jaurès et Gérault-Richard, menaient contre lui, dans la presse et par la parole. Gérault-Richard avait fondé tout exprès un hebdomadaire, *le Chambard*,

où les pires immondices étaient déversées sur la tête du chef de l'État.

Le parquet finit par poursuivre. Le jury parisien acquitta, comme il fait généralement en matière de presse ; Jaurès avait obtenu l'autorisation de défendre son complice avec lequel il devait s'acoquiner par la suite dans l'affaire des cent mille paletots de la *Petite République.*

Pourquoi Jaurès, alors dans toute la ferveur de son socialisme de fraîche date, poursuivait-il d'une haine farouche ce pauvre Casimir-Perier? Que celui-ci fût riche, c'était un fait, mais nullement décisif. Celui que les polémistes de droite allaient surnommer le châtelain de Bessoulet n'était pas l'ennemi de ce qu'il appelait une « large aisance ». Il s'écrierait un jour : « Nous ne sommes pas des ascètes ! » Et on le verra frayer sans vergogne avec un ploutocrate démagogue, l'agent de change Berteaux.

Les Périer étaient riches depuis plusieurs générations, depuis que le denier d'Anzin leur avait procuré de gros revenus. Mais n'étaient-ils pas entrés en quelque sorte vivants dans l'histoire de la Révolution en mettant leur château de Vizille à la disposition des États du Dauphiné, ces précurseurs des États généraux?

Cela leur avait valu leurs lettres de grande naturalisation démocratique sinon républicaine. Le père du président de 1894 ne fut-il pas le collaborateur de M. Thiers et son grand-père ne fut-il pas l'un des représentants les plus en vue de cette bourgeoisie qui renversa les Bourbons de la branche aînée?

Issu lui aussi d'une honorable famille bourgeoise, Jaurès voulut donner tout de suite un gage à ses nouveaux amis du prolétariat en prenant pour tête de Turc le représentant d'une grande famille bourgeoise. Et aussi, peut-être surtout, il s'agissait de faire monter le maigre tirage de la *Petite République*, que dirigeait un forban de basse qualité, Gérault-Richard.

Ce dernier avait préludé dans *le Chambard* où s'étalaient les pires immondices contre l'homme de l'Élysée. Pour employer une expression vulgaire, cela « rendait ». C'est un fait que Casimir-Perier n'était pas populaire. Son aspect n'était certes pas plus réfrigérant que celui de Sadi-Carnot. Mais ce dernier descendait de « l'organisateur de la victoire », et cela suffisait à une époque où la France était cocardière

en diable. Et puis les journaux n'attaquaient pas Carnot. Tout au plus était-il blagué par les humoristes qui lui reprochaient d'être en bois.

Pour Perier, ce fut autre chose. Il fut le point de mire d'un feu convergent. De droite lui arrivaient les violents brocards de Drumont qui venait de fonder la *Libre Parole.* A gauche, c'étaient *le Chambard* et la *Petite République.* L'excuse des uns et des autres, c'est que cela faisait monter le tirage. Ni Drumont ni Jaurès n'étaient insensibles à cet argument.

Comme il lui arriva souvent par la suite, Jaurès se grisa de sa propre éloquence, verbale ou écrite. Ce fut un *crescendo* éperdu. C'est au point qu'à la cour d'assises, dans son plaidoyer pour Gérault-Richard, il alla jusqu'à dire de l'Élysée qu'il était une maison de débauche.

Le président le rabroua : « Je ne puis, s'écria-t-il, vous laisser continuer sur ce ton et comparer la maison du président de la République à une maison de débauche. »

Jaurès se garda bien de s'excuser. Congestionné, hors de lui, il répliqua vilainement :

— Je ne la compare pas. Je la mets au-dessous !

Et plus excité que jamais, il soutint que le président Casimir-Perier était « l'incarnation vivante, le rejeton orgueilleux des grands bandits légaux qui avaient détroussé nos ancêtres par l'usure, par le monopole, par la savante mise en œuvre de tous les procédés que la loi, faite par eux et pour eux, leur mit en mains ».

Quel but politique utile à sa nouvelle cause prétendait-il atteindre en s'efforçant de déconsidérer le bourgeois qui présidait aux destinées de la République bourgeoise. Pouvait-il espérer que s'il contraignait Casimir-Perier à résigner son mandat, il serait en mesure de lui donner un successeur favorable aux théories sociales que lui, Jaurès, venait d'embrasser avec éclat? Non certes, et ce fut le nom de Félix Faure qui sortit de l'urne versaillaise de janvier 1895.

Plus on y réfléchit, plus on se persuade que le député du Tarn n'eut en vue, dans cette campagne, qu'une réclame personnelle, et aussi, si l'on veut, un profit de tirage.

Quant à Gérault-Richard, il pêcha dans ce scandale un siège de député. Les électeurs du treizième arrondissement de Paris se firent un malin plaisir, dans une élection partielle, et grâce à l'appui de Rochefort, encore influent dans les

faubourgs, de l'envoyer à la Chambre. Succès parisien sans lendemain, comme il arrive souvent. Pour demeurer à la Chambre, il dut aller aux Antilles quémander les voix des noirs.

Pour Jaurès, il était satisfait. Ayant siégé jadis au centre gauche, assez obscurément, il constatait que son calcul d'aller d'un bond à l'extrême gauche lui réussissait. Sa soif maladive d'applaudissements y trouvait son compte. Il pouvait cabotiner tout à son aise, et il ne s'en faisait pas faute. Son nom était sur toutes les lèvres. On se répétait la phrase déjà célèbre de son discours de rentrée, en novembre 1893, sur « la vieille chanson qui berçait la misère humaine. » Et maintenant sa campagne contre Casimir-Perier le classait à la fois comme polémiste et comme démolisseur.

— Bon début ! se disait-il en se frottant les mains.

Le lendemain de son élection, Casimir-Perier avait, suivant l'usage, adressé aux Chambres un message où il faisait savoir que, pénétré du sentiment de sa responsabilité, il ne laisserait ni méconnaître, ni prescrire ses droits. Cette phrase n'avait pas plu. Cet élu de l'Assemblée nationale qui parlait de ses responsabilités et de ses droits faisait l'effet d'un poseur. N'avait-il pas entendu une fois pour toutes que le président de la République était un roi constitutionnel, qu'il présidait, mais ne gouvernait pas, et qu'après tout, il était irresponsable?

Dès le premier jour, se forma contre lui une ligue tacite à laquelle adhérèrent tous les partis. Pas de pouvoir personnel ! tel fut le mot d'ordre. Ses ministres furent les plus acharnés contre lui.

C'est avec un mélange de colère et de stupeur que, le 15 janvier 1895, les députés entendirent, lu par Charles Dupuy, renversé la veille, le message de démission de Casimir-Périer. L'accueil fut certes glacial, mais cette page était si émouvante dans sa simplicité, que les adversaires les plus déterminés osèrent à peine protester.

« La présidence de la République, disait le chef de l'État démissionnaire, dépourvue de moyens d'action et de contrôle, ne peut puiser que dans la confiance de la nation la force morale sans laquelle elle n'est rien... Je ne me résigne pas à comparer le poids des responsabilités morales qui pèsent sur moi et l'impuissance à laquelle je suis condamné. Peut-être me comprendra-t-on si j'affirme que les fictions

constitutionnelles ne peuvent faire taire les exigences de la conscience politique. Peut-être, en me démettant de mes fonctions, aurai-je tracé leur devoir à ceux qui ont le souci de la dignité du pouvoir et du bon renom de la France dans le monde. »

Dans ce grand drame, Charles Dupuy ne vit que l'occasion pour lui de poser une fois de plus sa candidature à la présidence de la République.

Recevant le soir même au ministère de l'Intérieur un groupe de journalistes, il leur faisait part des chances de succès qu'il croyait posséder.

— Et moi, ajoutait-il je ferai mes sept ans !

Il n'était question de lui que dans son cerveau.

Les radicaux n'avaient pas hésité dans le choix de leur candidat. C'était Brisson, le blackboulé de l'année précédente.

Les chefs des groupes modérés, tant de la Chambre que du Sénat, avaient tenu des conciliabules d'où était sortie la candidature de Waldeck-Rousseau, rentré depuis peu de temps dans la politique grâce à un siège sénatorial que lui avaient conféré les électeurs de la Loire.

Il n'était pas encore l'homme qu'il allait devenir avec l'affaire Dreyfus. Il était le champion de la République conservatrice, l'adversaire passionné des radicaux.

Entre les partisans de Brisson et ceux de Waldeck un tiers parti s'était formé qui ne voulait d'aucun de ces deux candidats extrémistes, ni celui de gauche ni celui de droite, et qui recherchait un homme de second plan, aussi amorphe que possible, qui, n'ayant aucune velléité de pouvoir personnel, éviterait au pays le retour de la crise où l'avait plongé la présence à l'Élysée du chef de parti qu'était Casimir-Perier.

Quelqu'un prononça le nom de Félix Faure qui avait été ministre de la Marine et avait été vice-président de la Chambre. Figure falote à souhait, sans relief. Un bellâtre départemental.

La veille du Congrès, dans la soirée, on ne parlait de la candidature de Félix Faure que pour en rire. Le matin du scrutin, elle était prise au sérieux, et le soir le député du Havre était élu au second tour de scrutin. Bien des modérés l'avaient préféré à Waldeck et quelques radicaux avaient voté pour lui. C'était le triomphe de la formule de Clemenceau : « Je vote pour le plus bête. »

On se faisait de plus en plus à cette idée, qu'en envoyant à l'Élysée un médiocre, on faisait acte de sagesse et de prévoyance.

Les hommes qui avaient vu le 2 Décembre, puis le 24 et le 16 Mai, avaient la crainte farouche de la dictature. Boulanger leur avait fait peur. Casimir-Périer lui-même les avait inquiétés. Après les turpitudes du Panama, des chemins de fer du Sud, et tant d'autres, on redoutait à gauche l'homme qui surgirait un beau matin et balaierait toute cette fange, en s'appuyant sur le pays écœuré.

Je lis dans mes notes de janvier 1895 :

Nous sommes dans les scandales jusqu'au cou. Nous barbotons dans la boue. Dans la presse, les maîtres-chanteurs tiennent le haut du pavé (Canivet, Portalis, Camille Dreyfus...) puis ils s'effondrent. La ville de Toulouse fait parler d'elle avec ses tripotages électoraux.

Les hommes compromis dans les scandales du jour, notamment dans l'affaire des chemins de fer du Sud, s'appellent : Rouvier, Jules Roche, Edmond Magnier, Yves Guyot, Dulau, Charles Laurent...

Tout se lézarde dans le régime. Serait-ce le commencement de la fin? Charles Dupuy aurait dit à un député : « La République est f... » On cite de lui cet autre mot :

— J'entends le galop d'un cheval.

Alors qu'il ne songeait pas encore à abandonner prématurément l'Élysée, Casimir-Perier faisait ce pronostic :

— C'est un dictateur qui me remplacera.

C'était chez tous une véritable hantise.

V

Les républicains clairvoyants se rendaient compte, depuis plusieurs années, qu'à force d'aller vers la démagogie le régime marchait à la culbute. De crise en crise, il finirait par succomber. Il n'avait aucune assiette solide, à preuve les crises incessantes qui le désolaient et le déconsidéraient. Le boulangisme, puis le Panama avaient été des leçons dont beaucoup pensaient qu'il fallait tirer quelque profit.

La République était arrivée à un tournant où elle devait choisir entre la droite et la gauche, entre l'ordre et le désordre. Il lui fallait un homme qui, toutes proportions gardées,

eût l'autorité de dire au régime, comme Bonaparte avait dit à la Révolution : « Tu n'iras pas plus loin ! » et qui, en mettant un terme à ses débordements, consolidât ses conquêtes démocratiques.

Mettre le point final, Gambetta l'aurait pu tenter. S'il avait vécu, il l'aurait certainement voulu. A la fin de sa vie, il avait pris en horreur les « esclaves ivres » d'abord, tant flagornés par lui. Il avait rêvé d'une Constitution dans le goût de celle de 1852 — autoritaire. Mais il était mort.

Jules Ferry, qui avait dit : « Le péril est à gauche, » était revenu, lui aussi, des erreurs de son passé. Les démagogues parisiens le savaient bien, eux qui avaient tout fait pour terroriser le Congrès de décembre 1887 et empêcher son élection à la présidence de la République. Battu dans les Vosges par les boulangistes qui ne lui avaient pas pardonné d'avoir traité leur idole de « Saint-Arnaud de café-concert », il était mort en 1893, mal consolé de ses déboires par son élection tardive à la présidence du Sénat.

A quel homme s'adresser? Les augures consultaient l'horizon de tous les côtés. Ils n'apercevaient pas l'homme providentiel, l'homme de tête et de résolution, prêt à tout risquer pour sauver son pays.

Le moment était pourtant bien choisi. Les troupes électorales catholiques étaient prêtes à passer à la République conservatrice. Le pape Léon XIII les avait arrachées aux vieux partis monarchiques. Mais à ces troupes, il fallait faire des concessions qui tranquillisassent leurs consciences.

Spuller, étant ministre de l'Instruction publique, avait parlé à la tribune, peu de temps auparavant, de la nécessité d'introduire dans la politique « un esprit nouveau ».

En quoi consisterait cet esprit nouveau?

Quel homme le réaliserait?

Faute de mieux, on s'adressa à Méline.

En 1896, Jules Méline n'avait pas soixante ans. Il avait des favoris de magistrat comme son compatriote Ferry. Mais il était plus menu de corps et de moindre envergure.

Honnête homme, combatif, il était populaire dans les campagnes pour avoir fait voter les tarifs protecteurs de 1892 qui commençaient à rendre rémunérateur le travail des champs. Il avait été ministre de l'Agriculture et président de la Chambre.

En somme, le choix n'était pas mauvais. Il arrive parfois

aux êtres moyens de faire de meilleure besogne que les grands cerveaux.

Méline était un brave homme, mais assez agressif à l'égard de ses adversaires politiques. Il en voulait surtout à Goblet, lequel, très rageur, fonçait dès qu'il se sentait visé, mais avait rarement le dernier mot.

Le malheur de ce petit homme — on l'avait surnommé Demi-Siphon — c'est qu'avant de passer avec armes et bagages au radicalisme le plus violent, il avait été un pâle centre-gaucher. Aussi n'était-il pas difficile de le mettre en contradiction avec lui-même. Il suffisait de se munir de quelques extraits bien choisis de ses discours de jadis. Méline n'y manquait jamais.

Donc Méline fonçait sur ses adversaires et il lui arrivait souvent d'avoir raison d'eux.

Cependant son ministère, qui fut l'un des plus longs de la troisième République, — il dura deux ans, — ne fut solide à aucun moment. Il était sans cesse sur la brèche, toujours occupé à repousser les assauts des interpellateurs.

Poincaré, qui avait refusé d'accepter le portefeuille qu'il lui offrait, lui avait dit :

« Je serai votre ministre de la parole. Je vous défendrai du dehors. Je monterai à la tribune lorsqu'il le faudra, afin que vous n'ayez pas seul la charge de répondre à nos adversaires. »

Il ne tint pas sa parole aussi souvent qu'il l'aurait fallu. Tout de même, il lui arriva de prendre part à des débats retentissants, en particulier certain jour où Mougeot interpellait je ne sais plus sur quelle affaire oubliée. Suivant leur coutume, les radicaux faisaient de la surenchère démagogique ; ils menaçaient la majorité, si elle ne faisait pas ceci ou cela, d'être abandonnée par sa clientèle électorale.

C'est alors que Poincaré escalada les marches de la tribune et lança sa fameuse apostrophe :

— On veut faire voter la Chambre sous le régime de la Terreur.

Mougeot, qui ne voulait pas demeurer en reste d'éloquence, tint à lui répliquer du tac au tac. Il s'embrouilla dans une phrase extravagante que le compte rendu officiel traduisit ainsi :

— Et vous, vous voulez faire voter la Chambre sous le régime de l'inexactitude de la position de la question !

Un formidable éclat de rire accueillit ce pataquès. Mais le ridicule, en dépit du proverbe, ne tue jamais en France. A la chute de Méline, Mougeot fut fait sous-secrétaire d'État aux Postes, puis ministre de l'Agriculture, et s'incrusta plusieurs années durant à ces places avantageuses.

Poincaré n'était pas le seul républicain modéré qui ait refusé à Méline un portefeuille. Les Colonies furent offertes à Deschanel qui n'en voulut pas, jugeant l'aubaine trop mince. Le ministère des Colonies était de création récente. Peu de temps auparavant, c'était un simple sous-secrétariat d'État. Deschanel, que Victor Hugo avait sacré l'Enfant de l'exil, — son père Émile Deschanel s'était établi à Bruxelles sous l'Empire et il y était né, — se croyait appelé à de plus hautes destinées.

Un de ses amis assurait qu'étant encore sous-préfet de Nogent-le-Rotrou il rêvait déjà de la présidence de la République. Les Colonies ne pouvaient lui suffire. Il lui fallait pour le moins l'Instruction publique. Mais Méline avait déjà disposé de ce portefeuille en faveur de l'universitaire Alfred Rambaud qui, arrivé rue de Grenelle avec la réputation d'un bon historien, en sortit avec celle d'un mauvais ministre.

Paul Deschanel bouda un peu, ce qui ne l'empêcha pas de faire quelques bons discours, notamment en réponse à Jaurès qui, plusieurs jours durant, avait interpellé sur le problème agraire. Bien inspiré, il dénonça un jour cette maladie des élus de la démocratie : la peur de ne pas paraître assez avancé !

Méline, désireux à cause de sa notoriété dans le monde agricole de se réserver le portefeuille de l'Agriculture, avec la présidence du conseil, donna l'Intérieur à Barthou. On eut beau lui dire : « Méfiez-vous ! il vous trahira ! » il n'en voulut pas démordre. Car ce Vosgien, avec son air doux et paterne, était entêté, tout comme son compatriote Jules Ferry.

Est-il vrai, comme on l'a dit, que, lors des élections de 1898, Barthou ne tint pas compte des instructions de son chef et favorisa certains candidats de gauche contre des candidats dont le républicanisme lui paraissait trop tiède? Quoi qu'il en soit, les radicaux ne lui surent aucun gré

des tempéraments qu'il put apporter à la rigidité de la politique électorale du cabinet dont il faisait partie.

Il fut honni par le parti radical tout entier qui le voua à l'exécration publique. Pendant les années qui suivirent 1898, il suffisait que son nom fût prononcé à la Chambre pour qu'aussitôt, des travées de gauche, s'élevassent de féroces interruptions accompagnées de violentes huées.

Le portefeuille des Colonies, dédaigné par Deschanel, fut donné par Méline à André Lebon qui devait, lui aussi, être traîné dans la boue. Les « dreyfusards » le surnommèrent Lebon-la-double-boucle, pour ce motif qu'étant ministre des Colonies il avait la responsabilité du prisonnier de l'île du Diable, lequel, ayant été soupçonné de méditer une évasion, fut soumis à une surveillance rigoureuse, ce qui comportait la mise aux fers la nuit.

Lebon, qui était intelligent, — c'est peut-être pour cela qu'il ne s'est pas éternisé dans la politique, — suggéra l'idée à Méline de se débarrasser de Doumer en l'envoyant gouverner l'Indo-Chine.

Doumer était gênant pour le cabinet parce qu'il faisait mine de vouloir persister à agiter le pays avec son impôt sur le revenu auquel il était, seul de l'équipe Léon Bourgeois, à croire encore. Il n'était pas riche, il avait une nombreuse famille. Il ne serait pas insensible à l'offre d'une opulente satrapie.

La prévision de Lebon se réalisa de point en point.

Doumer accepta et partit pour Saïgon, maudit par un certain nombre de ses partisans. Pas par tous. C'est seulement à son retour d'Indo-Chine que les haines se cristallisèrent parce qu'il avait cru devoir, en 1904, prendre parti contre Combes et son régime abject de fiches et de mouchardage. Il s'était si bien classé comme anticombiste qu'en janvier 1905, à la réélection annuelle du président de la Chambre, il battit Brisson, ce qui entraîna, le lendemain, la chute de Combes lui-même et de son équipe.

On avait excusé Doumer d'avoir accepté le gouvernement général de l'Indo-Chine, abandonnant en pleine bataille ses amis politiques. On ne lui pardonna pas d'avoir « tombé » Brisson et fait mordre la poussière au combisme du G and-Orient, parce que c'était là une double défaite maçonnique. Crime irrémissible ! On le fit bien voir à ce pauvre Doumer qui fut traqué comme une bête fauve, vilipendé par Pelletan

et les autres sur tous les tréteaux de la province radicale, mis en accusation devant le parti radical et exclu par lui, comme un pestiféré.

Il est si vrai que les diatribes de Pelletan s'adressaient exclusivement à l'adversaire de Combes et de Brisson et pas du tout à l'homme envoyé en Indo-Chine par Méline, qu'en 1898, Doumer étant en congé en France, fut invité à un banquet que présidait Berteaux et auquel Pelletan prit la parole. Et voici en quels termes s'exprima ce dernier : « Le départ de Doumer de la mère patrie a laissé au Parlement une place vide que personne encore n'a occupée dignement... Vous êtes de ceux qui ne changent pas, quelque part qu'ils servent la France... »

Doumer parti pour l'Indo-Chine, il restait encore en France un partisan solide de l'impôt global sur le revenu. C'était Godefroy Cavaignac, fils du vainqueur des journées de juin 1848. Mais ce radical de fraîche date, qui s'était révélé en 1892 par un discours retentissant pour la punition exemplaire des tripoteurs du Panama, — discours vertueux qui lui fit bien des ennemis, — versait dans le nationalisme et se rangeait du côté de cet état-major qui allait devenir la bête noire du parti radical et de ses alliés les socialistes.

La petite phalange plébiscitaire, dont Gauthier (de Clagny) était le leader, avait des sympathies plus ou moins avouées pour les radicaux. Elle avait voté pour le cabinet Bourgeois et pour son impôt sur le revenu. Elle fit, au début, grise mine au ministère Méline. Il lui était d'autant plus aisé de continuer à marcher avec les radicaux que ceux-ci, peu soucieux de se mettre en travers de l'opinion du pays, étaient en général hostiles à toute idée de revision du procès Dreyfus et ne laissaient passer aucune occasion d'affirmer leur volonté de faire respecter l'honneur de l'armée.

Sur ce terrain-là, les plébiscitaires et les anciens boulangistes marchaient volontiers à la remorque des Cavaignac, des Dujardin-Beaumetz, des Alphonse Humbert, des Chapuis (de Toul) et de tant d'autres radicaux patriotes.

Si les radicaux étaient loin d'être d'accord avec Clemenceau qui venait de fonder *l'Aurore*, et qui, en janvier 1898, publiait le bruyant *J'accuse* de Zola, les socialistes, de leur côté, hésitaient à suivre Jaurès dans la campagne qu'il entre-

prenait contre l'armée, dans la *Petite République*, sous prétexte d'innocenter Dreyfus.

On vit un jour Millerand, qui siégeait au groupe socialiste, monter tout ému à la tribune pour réclamer un débat immédiat contre je ne sais quelle accusation nouvelle jetée à la face de l'état-major dont le chef était le général de Boisdeffre. Et comme le ministre de la Guerre Billot réclamait un court délai pour répondre, le futur membre du cabinet Waldeck-Rousseau s'écria courroucé :

— L'armée n'attend pas !

Le général Billot défendit alors l'armée avec toute son ardeur de vieux guerrier.

— L'armée, s'écria-t-il, est comme le soleil...

Clovis Hugues l'interrompit par cette boutade qui fit rire les uns et indigna les autres :

— Et Billot comme la lune.

C'est en vain que Méline répétait sans se lasser : « Il n'y a pas d'affaire *Treifous* » (il prononçait comme dans l'Est), voulant dire par là que l' « affaire » était du domaine judiciaire, qu'il y avait chose jugée et qu'il ne la laisserait pas dégénérer en une affaire politique. Rien n'y faisait. Ceux qui voulaient à tout prix se servir de ce prétexte pour renverser les modérés, déconsidérer l'armée et faire les affaires à la fois de la révolution et de l'étranger, poursuivaient leur campagne avec une ardeur digne d'une meilleure cause.

C'est en vain que tous les ministres de la Guerre vinrent par la suite, les uns après les autres, affirmer solennellement à la tribune qu'il y avait eu chose bien jugée et que Dreyfus était coupable, que Billot, Cavaignac, Zurlinden, Chanoine... s'en portèrent garants. Les révisionnistes, appuyés par tout ce qui au dehors souhaitait l'abaissement de la France, finirent par obtenir gain de cause, et ce fut le cabinet Waldeck-Rousseau (juin 1899).

Méline, qui avait toutes les tendresses des agriculteurs, ne manqua pas de leur faire cadeau d'une belle décoration toute neuve : le Mérite agricole, dont il porta lui-même fièrement l'insigne, couleur d'herbe tendre, jusqu'à la fin de sa vie. Ses successeurs renchérirent, et nous avons maintenant des chevaliers, des officiers et jusqu'à des commandeurs du Mérite agricole.

Son compatriote Henry Boucher, — il fallait prononcer *Bouchère,* — à qui il avait confié le portefeuille du Commerce et de l'Industrie, rêvait de doter ses commettants d'un ruban analogue. On lui fit remarquer que la malignité publique aurait tôt fait de transformer le vocable « chevalier du Mérite industriel et commercial » en celui-ci, plus bref et plus piquant : « chevalier d'industrie. »

La nouvelle décoration aurait été acueillie par un éclat de rire. Il fallut y renoncer.

Un jour qu'il avait été chargé, un peu à l'improviste, d'aller à Rouen représenter le gouvernement à je ne sais quelle cérémonie, Henry Boucher était fort marri. Le temps lui avait manqué pour préparer les allocutions de rigueur. Bravement, il fit emplette à la bibliothèque de la gare Saint-Lazare d'un guide Joanne pour le département de la Seine-Inférieure et, installé dans son compartiment, le potassa de son mieux.

A Rouen, il fut éblouissant grâce à sa science nouvellement acquise dont il fit un étalage indiscret.

« Je n'ignore pas, s'écria-t-il, que votre grande et belle ville n'est pas seulement adonnée à l'industrie de la draperie, mais que ses enfants se sont toujours appliqués à cultiver les lettres et les arts. Je sais que Pierre Corneille est votre compatriote et que vous vous enorgueillissez à juste titre d'avoir donné le jour au musicien Boieldieu, etc., etc. »

Grâce à Joanne, ce jour-là, l'honneur ministériel fut sauf.

VI

Les cabinets qui ont le plus duré sont précisément ceux à qui les meilleurs juges prédisaient une chute rapide. C'est ainsi que lorsque Méline se présenta devant la Chambre, personne ne prévoyait qu'il durerait vingt-six mois — une éternité, étant donné les habitudes prises.

Le doux Méline ! Qui pouvait s'imaginer qu'il pourrait tenir tête à la légion d'adversaires qui allait se dresser contre lui ! Au dire des augures, sa combinaison n'était pas viable. Cochery, — qu'on appelait familièrement Coco, — c'était une véritable gageure. Il ne connaissait rien de rien aux Finances. Rambaud n'était même pas sénateur.

Turrel était une nullité. Barthou le trahirait avant que le coq eût chanté trois fois... Ainsi de suite.

Du reste, le ministère était trop à droite. Il ne comptait pas un seul radical. Le seul qui fît figure d'homme de gauche était Darlan, que Méline était allé cueillir dans le groupe Isambert.

Cet Isambert croyait dur comme fer à la concentration. C'était l'homme du juste milieu. Il avait une douzaine de fidèles dont l'appoint pouvait être décisif dans un tournant difficile. Mais le groupe Isambert bouda Méline qui refusait de désarmer la droite et passa à l'opposition. Si bien que le ministère fut sans cesse sur le qui-vive et constamment obligé de lutter pour l'existence.

Des combinaisons s'échafaudaient dans la coulisse. Tantôt avec Ribot, tantôt avec Rouvier, tantôt avec Delcassé. Est-il possible de faire quelque besogne utile lorsqu'on n'est pas sûr du lendemain?

La situation fut vraiment sérieuse le jour où Millerand monta à la tribune pour réclamer la nomination d'une commission du Panama chargée de procéder à une nouvelle enquête. « Si vous refusez, s'écria le futur président de la République, le pays dira que vous êtes les complices des panamistes ! » C'est Poincaré qui, ce jour-là, sauva le cabinet.

Dès cette époque — on était en 1897 — Poincaré s'apercevait de ce qui sautait aux yeux : des vices du régime. Il prononçait au Havre un discours où il se plaignait de l'omnipotence de la Chambre, de l'abus des interpellations, de l'excès des propositions et des amendements, de l'impuissance à faire aboutir la plus petite réforme, de l'instabilité gouvernementale, de la confusion qui régnait entre les divers pouvoirs. Mais alors, comme aujourd'hui, il se contentait d'un remède inopérant : la réforme de nos mœurs politiques et des méthodes de travail de la Chambre.

Pour les conservateurs et pour les catholiques, Méline était le moindre mal. Puisque aucune des tentatives faites depuis le Quatre-Septembre pour substituer un autre régime à la République parlementaire n'avait réussi, force était bien de s'accommoder de ce qui existait. Le comte de Chambord était mort ; le comte de Paris était mort. Depuis la disparition du prince impérial, la cause de l'Empire n'avait comme représentant qu'un prétendant déconsidéré ou dé-

couragé. Les catholiques se ralliaient à la voix de Léon XIII. Mais n'avaient-ils pas le droit de réclamer des garanties pour la liberté de conscience et d'enseignement?

La question qui se posait parmi eux était de savoir si les gages que leur donnait Méline étaient suffisants. Ils ne l'étaient pas pour tous. Il s'en trouvait qui exigeaient l'abrogation de la loi sur la laïcité scolaire. Cet engagement, le président du Conseil ne pouvait pas le prendre sous peine de perdre les voix du plus grand nombre des membres du centre et d'être renversé sur l'heure. Mais ce qu'il ne pouvait pas faire avec la Chambre élue en 1893, il ne lui était pas interdit de le proposer au pays en 1898 et de lui demander d'élire des députés vraiment libéraux.

Méline refusa d'entrer dans cette voie. Il s'en tint à un programme où le maintien des lois existantes était proclamé, avec toutefois tous les tempéraments possibles dans l'application. Barthou fut de ceux qui empêchèrent le compromis souhaité.

Que vit-on aux élections du printemps 1898? Bien des candidats de droite furent opposés aux candidats ministériels, jusque dans les Deux-Sèvres, à Parthenay, où le marquis de Maussabré battit le ministre André Lebon.

La majorité revint, mais diminuée. Le cabinet obtint un vote de confiance disputé, et, par un second vote, il fut enjoint au gouvernement de s'appuyer sur une majorité « exclusivement républicaine ». Méline aurait pu demeurer et essayer de disputer à ses adversaires une existence précaire. Il préféra s'en aller.

Waldeck-Rousseau, qui était encore modéré et venait de fonder le grand cercle républicain, centre de ralliement des républicains antiradicaux, salua l'homme d'État qui n'avait pas été renversé mais était descendu volontairement et pour un temps du pouvoir.

Brisson, qui venait d'être réélu président par la nouvelle Chambre, fut appelé à l'Élysée, et à celui qui avait été son concurrent à la présidence de la République, Félix Faure offrit la mission de constituer un cabinet. Brisson prit le portefeuille de l'Intérieur avec pour sous-secrétaire d'État son complice de la commission d'enquête du Panama Vallé.

A quelqu'un qui lui demandait des nouvelles de Mme Brisson, qui avait été souffrante, il répondit qu'elle n'allait pas bien. Le vieux démocrate ajouta :

— Ces changements de palais la fatiguent beaucoup.

C'était un cabinet radical, mais, comme on disait alors, « antidreyfusard ». Pour bien marquer la nuance, le portefeuille de la Guerre fut confié à Godefroy Cavaignac dont le nationalisme ne faisait de doute pour personne et rassurait le pays.

Je crois devoir donner ici un exposé purement chronologique des phases de l' « Affaire » :

C'est le général Mercier qui était ministre de la Guerre, sous la présidence du Conseil de Charles Dupuy, lorsque, sur une dénonciation, le capitaine d'artillerie Alfred Dreyfus fut arrêté en septembre 1894. Il fut jugé à huis-clos par un conseil de guerre, les 7-12 décembre suivants et condamné à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée.

On eut vent, à Berlin, de l'arrestation et de la condamnation d'un officier français, basées sur un document — le fameux bordereau — dérobé à l'ambassade d'Allemagne. De là la démarche du comte de Munster, ambassadeur du kaiser, auprès d'Hanotaux, et les vains efforts qu'il fit pour voir Casimir-Périer, alors président de la République.

C'est à la fin de l'année 1897 que le vieux Scheurer-Kestner, une des notabilités républicaines du Sénat, prit l'initiative de la campagne de revision du procès.

Le lieutenant-colonel Picquart, qui était à l'état-major général (service des renseignements) à l'époque de la condamnation de Dreyfus, avait eu des doutes sur la légalité et sur la justice de l'arrêt. Il avait déchargé sa conscience auprès de diverses personnes.

J'ai très présents à l'esprit des propos que Raux tint dans le salon de la Paix, en octobre ou novembre 1897. Il avertit ses auditeurs qu'un gros scandale allait éclater et leur donna à entendre qu'il s'agissait d'une erreur judiciaire dont un officier juif aurait été victime de la part de la « camarilla cléricale » de l'état-major.

A partir de ce jour, les événements se précipitèrent. Il y eut la fameuse lettre de Zola, parue dans *l'Aurore*, intitulé : « J'accuse ». Le commandant Esterhazy ayant été désigné comme le véritable auteur du bordereau qui commençait par ces mots : « Sans nouvelles de vous... », cet officier comparut en conseil de guerre et fut acquitté. Zola ayant affirmé publiquement qu'Esterhazy avait été acquitté

« par ordre » fut poursuivi en cour d'assises. Son avocat Labori fit traîner les choses, ce qui amena le procureur général à lui reprocher d'égarer la justice dans « le maquis de la procédure ». Zola fut finalement condamné à un an de prison.

Le 7 juillet 1898, Cavaignac, ministre de la Guerre du cabinet Brisson, soucieux d'apporter au Parlement et au pays toutes les preuves possibles de la culpabilité de Dreyfus, donnait lecture à la tribune de la Chambre d'un document qui fit une grosse impression de séance. Alphonse Humbert s'écria : « C'est clair ! »

Le lendemain, on apprenait que le lieutenant-colonel Henry, du service des renseignements, avouait que la pièce lue par Cavaignac était un faux fabriqué par lui. Il était écroué au mont Valérien et s'y donnait la mort.

Brisson se crut fondé à engager une procédure de revision devant la chambre criminelle de la Cour de cassation. Mais dans son cabinet la discorde était grande. Cavaignac lui avait faussé compagnie au lendemain de sa lecture malencontreuse. Le général Zurlinden, appelé à lui succéder, n'avait pas voulu admettre qu'il pût être question de reviser le procès d'un officier à ses yeux justement et légalement condamné, et il était parti à son tour.

Le président du Conseil avait cru découvrir l'oiseau rare en mettant la main sur un général qui passait pour républicain et revisionniste. Le général Chanoine ne justifia pas la confiance mise en lui par les « dreyfusards ».

Le jour de la rentrée des Chambres, alors que la place de la Concorde grouillait d'une foule immense de manifestants patriotes, Chanoine monta à la tribune pour affirmer à son tour la culpabilité de Dreyfus et jeter sa démission à la face des députés affolés.

Le désarroi fut à son comble. Brisson se hâta de rendre son tablier et Félix Faure fit appeler Charles Dupuy qui donna la Guerre à de Freycinet. La situation était grave. « Paris appartient aux bandes nationalistes, » disait un vieux républicain.

On accusait publiquement à gauche Félix Faure, qui était de cœur avec les « antidreyfusards », de préparer un coup de force. L'armée n'était rien moins que sûre pour les partisans du régime parlementaire.

Drumont venait d'être nommé député en Algérie.

L'agitation nationaliste se doublait d'une agitation antisémite. On criait : Vive l'armée ! et aussi : A bas les juifs !

Si le nouveau cabinet ne prenait pas des mesures énergiques pour réprimer les violences de plume et de parole des partisans de la revision du procès Dreyfus qui ne parlaient de rien moins que de tout chambarder pour sauver leur client, il fallait s'attendre à tout.

Dupuy voulut mettre un frein à l'ardeur revisionniste de la chambre criminelle de la Cour de cassation. Il fit voter par le Parlement la loi dite de « dessaisissement ». Cette loi dessaisissait en effet la chambre criminelle et remettait l'affaire à la Cour toutes chambres réunies.

Ce qui indisposa le plus les juristes dans cette loi, c'était son effet rétroactif. On en a bien vu d'autres depuis, alors qu'il ne s'agissait pas d'un seul individu mais de catégories nombreuses de citoyens.

Au Palais-Bourbon, le modéré Renault-Morlière prit la parole contre le projet qui fut soutenu par le garde des Sceaux Lebret, lequel donna comme argument décisif aux députés ce conseil : « Regardez dans nos circonscriptions, » voulant dire par là que le pays exigeait qu'on le délivrât d'une agitation malsaine.

C'est de ce jour que les Waldeck-Rousseau, les Aynard, les Jules Roche, les Millerand, les Montebello et bien d'autres se rangèrent du côté des revisionnistes.

Pour en finir avec l'affaire Dreyfus, je dirai qu'aussitôt installé au ministère (juin 1889), Waldeck-Rousseau fit casser l'arrêt de 1894 par la Cour de cassation présidée par Ballot-Beaupré, qui renvoya l'affaire devant le conseil de guerre de Rennes.

Waldeck eut beau choisir parmi ses amis le président de ce conseil, le colonel Jouaust ; Labori eut beau, aidé de Demange, plaider l'affaire avec toute l'ardeur et tout le talent possible, Dreyfus fut de nouveau condamné, mais seulement à dix ans de détention. Le lendemain, un décret du président Loubet le graciait.

Ainsi prit fin, par un acte souverain du pouvoir exécutif, une affaire dont les répercussions ont été grandes sur la politique intérieure. C'est de là que date l'alliance des radicaux avec les socialistes et l'immixtion de ces derniers dans le gouvernement du pays.

VII

Lorsque, au printemps de l'année 1894, Charles Dupuy forma son second cabinet, il eut des difficultés pour se procurer un ministre des Affaires étrangères. Il pensa à Delcassé qui avait déjà été ministre des Colonies. Mais le député de l'Ariège s'était, l'année précédente, montré assez énergique envers l'Angleterre à propos du Siam. On craignit de la mécontenter et Delcassé dut continuer à marquer le pas au poste un peu subalterne de ministre des Colonies.

Quelqu'un, on dit que c'est Delcassé, prononça devant Dupuy le nom d'Hanotaux qui, ayant été député de 1885 à 1889, était présentement fonctionnaire au quai d'Orsay et s'était déjà fait connaître par des travaux historiques intéressants.

Hanotaux eut des débuts ministériels heureux. On se réjouissait d'avoir un ministre des Affaires étrangères de la carrière au lieu de ces amateurs qui ignoraient le plus souvent le *b a ba* du métier. Il fut de mode de chanter ses louanges. Aussi lorsque, en janvier 1895, Charles Dupuy fut renversé, Ribot, son successeur, ne crut pas pouvoir se dispenser de prier Hanotaux de conserver son portefeuille. Même cérémonial en novembre suivant, lorsque Léon Bourgeois remplaça Ribot. Mais cette fois Hanotaux se déroba. Bien qu'ayant été député radicalisant, il refusa d'entrer dans un cabinet radical. Bourgeois alla chercher dans son laboratoire, pour en faire un ministre des Affaires étrangères, le chimiste Berthelot. Ce savant fut un diplomate détestable. Il signa avec l'Angleterre, à propos du Siam, — c'était l'époque où l'on parlait beaucoup de Chantaboum, — une convention désavantageuse pour la France. Bourgeois dut le démissionner un mois avant la retraite générale de son cabinet et prendre sa place.

Hanotaux revint au quai d'Orsay, en avril 1896, lorsque le cabinet modéré de Méline prit la place du ministère radical de Bourgeois. Sa politique fut-elle, comme on l'a dit et répété, germanophile? On lui a beaucoup reproché d'avoir envoyé des bateaux à l'inauguration du canal de Kiel pour contribuer à la glorification de la personne et

de l'œuvre de Guillaume II. On lui a reproché aussi, mais à un moindre degré, de s'être joint aux puissances, Allemagne comprise, qui arrêtèrent le Japon dans sa marche victorieuse contre la Chine et lui imposèrent le traité de Simonezski.

Je crois que la politique d'Hanotaux, et du cabinet Méline tout entier, fut surtout russophile. Il faut se souvenir que nous étions à la lune de miel de l'alliance. La visite de Nicolas II et de l'impératrice est d'octobre 1896. Ceux qui, comme moi, ont assisté au défilé du cortège de la porte Dauphine à la Concorde peuvent seuls se faire une idée de l'enthousiasme délirant qui accueillit à Paris les souverains russes. Le voyage de Félix Faure à Pétersbourg et à Cronstadt est de l'année suivante. Ce sont les toasts du *Pothuau* qui apprirent à la France qu'il y avait vraiment un traité d'alliance écrit.

Or, quelle était la politique russe à cette époque? L'alliance française ne signifiait aucunement pour elle l'abandon de l'amitié allemande. Si l'Allemagne aidait la Russie à arrêter la marche envahissante du Japon en Chine, la France alliée pouvait-elle refuser d'agir de même? Et si notre alliée allait à Kiel, pouvions-nous nous abstenir de l'y accompagner?

La France avait conclu l'alliance russe pour alléger le poids que l'hégémonie de l'Allemagne faisait peser sur ses épaules. La Russie s'était rapprochée de la France pour nous rapprocher de l'Allemagne et constituer un formidable bloc continental qui tiendrait en respect l'Angleterre, son éternelle rivale en Orient. C'était la politique de Guillaume II; c'était celle aussi des conseillers de Nicolas II. Elle ne fut modifiée que par l'accord anglo-russe de 1907 qui transforma la Double Alliance en une Triple Entente.

Mais à l'époque d'Hanotaux, nous étions à la première étape.

Je ne prétends nullement que le ministre des Affaires étrangères de Méline ait été un grand ministre. Sa diplomatie a été timorée et hésitante, sauf cependant lorsqu'il a donné son acquiescement à la mission Marchand qui devait, partant de l'Ouest africain, traverser le continent noir dans toute son étendue et aller découvrir les sources du Nil. Quel est, de Delcassé ou d'Hanotaux, le principal responsable de cette expédition qui devait aboutir à la pénible

humiliation de Fachoda? Je ne me charge pas de démêler l'imbroglio.

On a prétendu que l'expédition Marchand était exclusivement coloniale et ne regardait pas le quai d'Orsay. C'est là qu'est la tragique erreur commise. Quelle faute si les Affaires étrangères ne furent pas consultées ! Tout le monde savait que l'Angleterre, maîtresse de l'Égypte et déjà installée à Karthoum, ne nous laisserait pas nous établir aux sources de Nil. Car qu'est-ce que l'Égypte si elle est à la merci d'un adversaire en mesure de lui marchander l'eau dont elle a besoin? Et la ligne impériale du Cap au Caire que les Anglais se proposaient de construire pour bien marquer leur maîtrise de l'Afrique du nord au sud, que serait-elle devenue si la France s'était enfoncée comme un coin jusqu'à la mer Rouge?

La mission Marchand réalisée, c'était la guerre avec l'Angleterre. On a objecté en manière d'excuse que Marchand et ses compagnons, Gouraud, Baratier, etc., étaient des enfants perdus, qu'on les avait envoyés au hasard avec la conviction qu'ils ne réussiraient pas. Quelle pitoyable explication ! La vérité, très honorable, très patriotique, est qu'on voulait réparer par le Sud la faute commise lors de l'abandon de l'Égypte aux Anglais.

Oui, l'abandon du condominium fut une lourde erreur. Erreur à jamais déplorable, erreur tout entière imputable au parlementarisme. Mais étions-nous en mesure de la réparer? Lorsque l'Angleterre a mis la main sur une proie, telle que l'Égypte, elle ne la retire plus. Et ce n'était pas le fanion tricolore héroïquement planté par Marchand à Fachoda qui pouvait donner l'idée à Kitchener et à ses compatriotes de se rembarquer.

D'ailleurs les Anglais étaient au courant de ce qui se passait chez nous. Ils savaient que nos arsenaux étaient vides et que notre flotte ne pouvait même pas songer à engager la moindre action contre la leur. Elle n'aurait eu d'autre ressource que de se réfugier dans la rade de Brest. C'était l'avis de Lockroy, qui était ministre de la Marine en 1899, ou plutôt de ses conseillers techniques, car cet ancien vaudevilliste, s'il était plein d'esprit et fort galant homme, n'avait en matière maritime que des connaissances fort superficielles. L'auteur du vaudeville intitulé : *le Zouave est en bas*, n'avait pas la préparation qu'il fallait.

Le commandant Marchand reçut à Paris un accueil triomphal, de la gare de Lyon au Cercle militaire, situé place de l'Opéra.

Paris fut très vibrant toute cette année 1899. Il cherchait un sauveur, tant le désarroi des affaires publiques lui paraissait profond. S'il s'y était prêté, Marchand aurait pu recommencer l'aventure boulangiste, non sans chances de succès. Son ami Le Hérissé, qui était député et avait été de l'entourage du brav' général, rendit le service au gouvernement inquiet d'aller le cueillir à son débarquement à Toulon et de le chapitrer.

Il le mit en garde — je tiens le propos de lui et d'un autre député ami de Marchand, Émile Cère — contre les ivresses de la popularité et les tentations auxquelles allaient le soumettre les faiseurs de prétendants. « J'ai vu de près le boulangisme, lui dit-il. Ne recommencez pas cette blague-là. Ça coûte trop cher. »

Marchand éclata de rire et répondit à Le Hérissé : « Je suis soldat et je resterai soldat. Je me garderai de la politique comme du feu. »

Il tint parole. J'ajoute qu'on sut gré, parmi les républicains, du zèle officieux de Le Hérissé. On passa l'éponge sur son incartade boulangiste et on le réadmit dans le giron radical.

Les nationalistes s'efforcèrent d'oublier Marchand en manifestant de plus belle contre Loubet. Que de soirées d'orage sur les boulevards, devant les bureaux de la *Libre Parole*. On criait à pleins poumons : Panama ! Panama !

On ne laissait pas passer une occasion de conspuer les Anglais. On faisait des vœux ardents pour les Boers, et lorsque le président Kruger vint à Paris, les abords de l'hôtel Scribe, où il était descendu, étaient noirs d'une foule immense qui scandait ces mots :

Chamberlain assassin!
Victoria choléra!

Joë Chamberlain était le père de sir Austen Chamberlain, qui est ministre des Affaires étrangères au moment où j'écris, et l'ami de notre pays. Les idées des peuples comme celles des hommes se modifient. L'accord franco-anglais de 1904 et la grande guerre ont passé par là.

Je reviens à Hanotaux pour constater qu'il tomba

avec Méline en juin et ne reparut pas au ministère. Il avait été élu, entre temps, membre de l'Académie française.

C'est Delcassé qui le remplaça au quai d'Orsay. Il y entra avec la réputation, assez justifiée, d'un anglophobe déterminé. Ce qui ne l'empêcha pas de renouer les fils cassés de l'entente cordiale de jadis, et de tomber du pouvoir, victime de l'Allemagne.

Léopold Marcellin.

Vasco[1]

DEUXIÈME PARTIE

I

« Au paquebot j'arrivai ivre... Oui, ivre, roulé comme un colis dans la marée de bagages charriés au quai. Ivre, comme je n'avais cessé de l'être depuis trois semaines, aussitôt chez Cook ma place retenue. J'étais pris entre une vie déjà lointaine, des figures sans consistance, qui cherchaient en vain à se rattacher et le départ qui m'aspirait de toute sa force vers de futiles prétextes d'affairement. Je tournoyais entre les deux courants, m'agitant, achetant pêle-mêle des malles, des vêtements blancs, des engins de pêche, entre des lettres d'adieu et des dîners d'amis. Frénésie sans but ! Je n'étais pas heureux, j'étais ivre... »

« Égoïste, égoïste ! » Ce reproche étouffé me suivait, se combinant à mon ivresse sans l'éteindre. Quand je poussais ma porte, les bras pleins de paquets, la pauvre fille passait du pâle au vert-de-gris et détournait son front contre la vitre. Je ne parvenais pas à comprendre. Égoïste? Je pensais si peu à moi... Ce départ était si dénué de profits, de calcul, de libre arbitre même. J'avais, me semblait-il, fait beau jeu de moi-même dans cette aventure. Égoïste, quand

(1) Copyright 1927 by Librairie Plon. Voir *la Revue universelle* du 15 juillet.

j'aurais voulu qu'elle s'associât à ce bonheur inespéré qui m'advenait? Être égoïste ne signifie pas toujours penser à soi...

« Je ne pensais ni à moi ni à personne. Qui étaient-ils ces derniers venus qui s'asseyaient entre mes malles? Moins que des ombres. Quand ils survenaient mes yeux se mouillaient ou se séchaient. Réflexes. Je ne les connaissais plus... Et cette femme qui vivait un mouchoir à la main... Inconscient j'allumai ma pipe à l'instant même où, défaillante sur un banc dans le hall de Saint-Lazare, elle se retournait pour la dernière fois. Et quand les vitres du wagon glissèrent sur ces trois visages qui me suivaient j'étais en train, je crois, d'étaler un plaid neuf, les ayant oubliés... Chantante saoulerie du train! Elle me dilatait. Sur le quai, cinq minutes avant le départ, mon père m'avait solennellement coincé contre la portière : « Pauvre « enfant, prends garde. Tu n'auras jamais le sens des réalités. » Je n'avais pu résister au plaisir de le clouer : « Justement, c'est vivre. » J'en exultais encore dans cette fuite rugissante. J'étais ivre...

« ... Et dans ce café Tortoni, au Havre, ce n'était pourtant pas l'anis que je buvais, le *Sole mio* de l'orchestre, ni les feuillets mis en boules à mesure que noircis, qui me mettaient en cet état. J'aimais tout, je notais tout : les marchands de coton et leurs femmes fourrées, les fonctionnaires du port qui jouaient aux dominos, tous ces ineffables gens qui ne partiraient jamais et qui avaient là, à deux pas du quai des départs, une vie si comiquement ordonnée... Et dans le fiacre brinqueballant qui me roula au port entre des rangées de buvette et des troupeaux de nuage, j'eus si peur, tant il cahotait et faisait de détours, de manquer, de ne jamais trouver le bateau. Ce n'était pas possible. Je balladais un rêve, le fiacre un homme saoul. Au-dessus de l'énorme coque charbonneuse, les oiseaux de mer ne l'étaient pas tant.

« L'on ne devait appareiller que le lendemain. J'embarquai sur un paquebot désert. Et follement j'errai sur les ponts, à travers les catacombes nickelées des coursives, les salons bondés d'ors et de tapisseries de ce Trianon-Palace amarré. Des heures je m'oubliai dans des fauteuils creux comme des lames de fond. Je rêvais tout haut : une espèce de scie me chantait dans la tête... « Ce ne sont que festons, ce ne sont qu'astragales, mécanothérapies, marbres et pianos. » Cette absurdité suffisait à m'enchanter... Divine et stupide journée! Ce ne fut que le soir, sous la veilleuse de ma cabine, que, cette fièvre s'apaisant, je sentis enfin la réalité m'investir : une certaine réalité, luxueuse, trop odorante — cuirs et bois chauffés — qui m'emplissait de certitude, de confiance, de repos. Heure parfaite! Une pulsation assourdie, quelque dynamo d'éclairage pour l'illumi-

nation solitaire, à travers ma couchette, contre moi, m'ensommeillait doucement. Avec instance elle me persuadait que je ne rêvais pas, que ce bien-être où je m'enfonçais, un soupçon de mal de mer au cœur, était bien le départ, que l'on était encore au bord de la terre mais que demain, demain sûrement, l'on partirait. Alors seulement je cessai d'être ivre. Je dormais. »

*
* *

Je dois l'interrompre. La préoccupation me gagne, dès que je lui laisse la parole, d'assumer envers lui une infidélité continue. Il vivait, je l'ai dit, entre le réel et l'imaginaire, sur un plan de seconde réalité qui retenait surtout du courant de la vie le sédiment des impressions et des rêves. Matière familière qui pour lui n'était point, je le rappelle encore, littérature. S'il advient que ce que je transcris fragmentairement de son récit en paraisse entaché, c'est à moi qu'il convient d'en attribuer la faute. Elle est mon fait, non le sien. D'ailleurs j'essaierai moins de rapporter ses propres paroles, par crainte de n'en rendre point le ton exact, que de retracer son histoire telle que lui-même, en ce flux de souvenirs, la revivait. Malgré moi, tout en l'entendant, je le vois vivre comme si j'avais été non son auditeur d'un soir mais son témoin, témoin sentencieux, je le sais, qui, le voulant ou non, commente et analyse, recompose et redécrit. J'ai dû entre-croiser mon récit et le sien. Inéluctable nécessité : je m'y résigne. Cependant qu'à travers cette histoire, lorsque c'est moi qui la conte, l'on entende encore sa voix.

Le voici qui part. Cette vie seconde qui lui donne tant d'inconscience dans la fuite, qui lui réserve là-bas tant d'angoisse, l'exaltation du voyage s'en empare. Au point du jour les coteaux crayeux, les geôles du rivage, tristes alvéoles, défilent dans son hublot. A peine si, triomphant, il les regarde. Adieu la taupinière ! Les ponts l'attendent. Il se porte au-devant de la mer froide et soleilleuse, dans le vent qui résiste et le fait tituber. Le Capstan est âcre dans sa pipe neuve, le sel le pique aux yeux. L'espace est si gazeux qu'il se croit libéré. Un steward lui apporte le dernier message de la terre : des fleurs, une lettre, il en fait offrande à l'embrun. Un télégramme aussi. Ce sont les premiers vers du fameux poème :

Au seul souci de voyager. — Ce salut soit le messager — Du temps cap que tà poupe double...

Il est quelque part, là-bas, dans ce bleu qui se perd, au fond d'un

bureau, entre une machine à écrire et un téléphone, l'ami qui l'expédia. Lui-même, Vasco, dans quelques semaines, au terme du voyage, où sera-t-il? Ce comptoir qui l'attend?... Mais non, rien ne l'attend. Il n'appartient désormais qu'à la nue. De mémoire il poursuit le poème amorcé :

... Comme sur quelque vergue bas
Plongeant avec la caravelle...

Il tourbillonne sous le fouet du vent. A la joie qui le démène la ronde élastique des ponts-promenades ne suffit plus. Il lui faut l'avant. L'avant où, entre leurs couvertures et leurs ballots, s'entassent les émigrants, troupeau à têtes rondes, tondues contre la vermine. Au pied du mât, sous le bastingage qui masque la mer, il ne trouve que gamelles et vomissures. Mais son chant intérieur rien ne peut l'étouffer. Ah ! ce chant

... reflété jusqu'au
Sourire du pâle Vasco!

Il est vacant, il se pense libre. Il est Vasco.

Il est heureux car, à mesure que le large abolit le temps, le sommeil de la mer confond dans un même oubli avenir et passé. Sous la buée de ce songe il perçoit tout juste sa dérive, le progrès d'une changeante nouveauté, la nuance de l'eau, hier pétillante et frileuse, aujourd'hui noire et sans plis. Le paquebot s'enfonce dans sa course ronde. Ses quatre cheminées obscurcissent les jours ; ses girandoles de lumière incendient les nuits. Sans doute les bancs de Terre-Neuve restent atterrés de ce sillage de musique italienne et de *songs* américains. Une houle passe qui jonche les ponts de pâles convalescentes à fourrures. Il gît à la file, enveloppé de plaids, bordé par les mousses, dégustant entre des bouillons de volaille le mal qui ramène sur lui quelques ombres. Mais le voici de nouveau, flambant, dans les salons dorés, sous les tentures nautiques, parmi les fracs. « Enfin des étrangers ! » Deux Amériques s'attablent au champagne sur les pianos à queue. Il dénombre ses découvertes : les milliardaires new-yorkais, les lionnes bouclées de Los-Angeles, les baronnes de la couture, les Cubains. Pauvre, il ne se souvient plus de l'être ni de l'avoir été. Aux fins de soir, après les *scotch and sodas*, il se roule avec eux, lampes éteintes, sur les canapés.

Un matin l'Hudson clapote autour de son réveil. Mouvante estampe : entre ciel et eau des langues de terres basses se sont insinuées où s'espacent de singuliers cubes roses. Les bateaux grouillent ; au

centre des eaux, autour d'un lazaret rouge, navettes à toute vapeur des flottilles. Le paquebot glisse à nouveau ; New-York se lève à sa rencontre : Brooklin Bridge, Woolsworth Building, verdâtre Liberté, gratte-ciels trapus comme des beffrois, plus dominateurs que des cathédrales, implacables cribles debout avec mille et mille fenêtres sur leurs façades oblongues, jaunes, grises, rouges ou noires. Hallucination heureuse, cauchemar tourné à l'envers, côté joie, comme, quelques heures plus tard, horizontal alors à le contempler d'un vingtième étage, le damier de la ville idéale : avenues en long, rues en travers interlopes, quatre États.

Il n'a pas le temps de respirer. Des forces inconnues captent son élan, élastiques, l'amplifient, se le renvoient : ascenseurs prompts comme des ballons lâchés, *bus* glissants au long des souples avenues. Il chevauche toujours dans l'irréel, entre briques, pylônes et azur et à peine en revient-il que le mécanisme silencieux de la ville énorme fait sur les blocs aveuglés, en artifices sidéraux, soudain délirer la nuit. Au seuil de son hôtel le burlesque lui coupe le passage : culottés de blanc, bottés de fauve, coiffés de tubes cirés, deux portiers d'opéra. Il se retrouve en plein ciel : sa chambre est un cube blanc où se diffuse sur des meubles couleur de sang noir une lumière d'ectoplasme. Vitres basses, une baie encadre dans la nuit le poudroiement stellaire des quatre États. Pauvre Vasco ! Quelques mots ont suffi pour que je l'imagine là, au faîte de l'exaltation et du voyage. Il ne sait plus d'où il vient ni où il va. L'espace et cet essor le désorientent. Il se sent divinement perdu. Quand il revient à sa baignoire, sépulcre de faïence, c'est un somnambule qui tourne les robinets.

Ascension sans lendemain. Il faut redescendre. Le pullman le réveille qui, d'Est en Ouest, l'emporte, le passe au lac Salé, aux Sierras Névadas. Les paysages carbonisés, les figures à lunettes du cinéma intégral émoussent son regard qui, encore endormi, préfère suivre la traînée de rail que laisse derrière elle la plate-forme de l'Observation-car. Impitoyable ruban à mesurer sa fuite. Déjà il sent venir le terme du voyage et la joie de la course cesser de rebondir. Des pentes neigeuses il dévale, à travers la Californie en fleurs, vers San-Francisco, le dernier port.

C'est une longue ville blonde, roulée entre des enchaînements de monts verts et une rade dorée. Elle jette de droite et de gauche, à travers des vergers, des routes luisantes sous les eucalyptus géants. Son quartier chinois, la nuit, tintinnabule. Méridional accueil, figures hospitalières, cars frôleurs : sollicitations inutiles. Il n'a qu'une pensée : le Pacifique l'attend. Dès le soir de l'arrivée il l'a entrevu, des hauteurs du parc de Golden Gate, entre les pins, et ce n'était,

pourléchant la lèvre d'argent d'une plage sans limites, qu'un paisible flux et reflux d'écume... Mais beaucoup plus loin, trouant le tissu impondérable des confins, une coulée de soleil pâle encerclait le départ d'un navire haut voilé en un halo étroit sur le miroir sans tain. Et aussitôt le mirage se ravive. Pacifique ! Le nom chantant prend forme dans cette tache dansante. Il la garde devant les yeux. Dans les lacets du parc verni, où chaque jour il revient, les Cadilhac girent. Mais la lumière marine perce encore le feuillage et voici l'herbe même toute imbue d'Océanie. Pacifique ! Un jazz est déchaîné sur la plage grouillante où il est attablé mais, face à lui, sur la roche où les phoques s'éclaboussent, une arête de roc se frange de l'humide clarté...

Gros d'une nouvelleet plus précise attente, c'est un nouvel amour qui commence. Le bateau d'Océanie est à quai.

*
* *

« ... *Steamer* Marama. Aux docks de l'*Union Steamship*. Cargo mixte. Je le reconnus aux coups de chapeau exubérants, aux appels en français qui s'échangeaient près de l'échelle de coupée. Quelques vestons étriqués se faufilaient entre les steamercoats des Américains cossus. Mes bagages se trouvaient mêlés aux malles cordées d'une fille très brune qui gesticulait à côté. Son chapeau tenait mal à ses cheveux bouffants ; elle avait une rose au corsage. Je pensai : Qu'est-ce que ce peut être que cette métisse-là ? Mon nom sonna dans un éclat de rire. Je vis l'éclair de ses dents. Sans m'avoir jamais vu, me connaissant par la liste des passagers peut-être, elle me parlait...

« Elle connaissait tout le bateau et tout le bateau semblait la connaître : officiers du bord, nouveaux arrivants la dévisageaient d'un air familier. A chaque nouvelle figure ses prunelles noires roulaient, se pailletant d'un plaisir hilare. Au passage un grand Néo-Zélandais en alpaga gris fer lui fit à son tour un signe de casquette. « Et celui-ci, vous l'avez déjà rencontré? » demandai-je. « Jamais. » Elle traînait et chantait sur chacun de ses mots. « Il vous a dit « bonjour pourtant... » De la main elle comprima une nouvelle fusée de rire, puis avec une contorsion de vanité : « Tiens, il a reconnu « Tahiti, lui, *pae*... »

« Tahiti ! C'était juste. C'était à Tahiti, non à la fille que s'adressaient ces bonjours qu'elle rendait avec abondance de son chapeau fleuri et de ses yeux mouvants. J'étais le seul à ne pas m'en être aperçu. Je regardai avec stupeur ce corps maigriot dans son tailleur râpé, cette peau terne aux couleurs sales. C'était donc cela Tahiti ! Une manche galonnée lui prit la taille et l'entraîna. Je restai aba-

sourdi. Mais ce qui m'effarait le plus dans ce retombement c'était la constatation de mon ignorance, de mon incuriosité, pensais-je. Pour où m'étais-je embarqué? Pour le pays de cette fille? Je n'en revenais pas.

« J'ai encore dans les oreilles la voix papelarde de Frelon : « Ha ! « ha ! vous allez à Tahiti... Pour la première fois vraiment? » C'était au fumoir où, après deux jours de chaise longue solitaire, la rumeur des accents mélangés m'avait rallié. Ils faisaient le cercle ; j'étais la bête curieuse : le type qui n'avait pas encore été à Tahiti. Il n'y avait dans mon cas, à bord, que deux Américaines et un invisible gouverneur de colonie. Frelon, un long édenté, sanglé dans un mauvais pardessus raisiné, louchait sur moi depuis le matin par-dessus le cercle d'or de ses lunettes. Une gueule de fourmilier avec sa peau marronne et grêlée, son nez mangé et cette voix gluante qui sortait d'une bouche sans lèvres. C'était l'oncle de la métisse, factotum d'une petite maison de commerce de Papeete. « Vous comptez sans « doute rester longtemps chez nous, n'est-ce pas? » Ce « chez nous », cette inflexion insidieuse que démentait derrière ses carreaux son regard de sale oiseau eussent dû, devant ce groupe de trafiquants et d'étrangers ricaneurs, me rendre circonspect. Ma réponse m'échappa qui me surprend encore. « Toujours, si je le puis. » J'avais l'impression qu'un autre avait répondu pour moi. Jamais je n'avais eu moins qu'à cet instant envie d'aller chez eux...

« Je vis un complexe sourire faire le tour des figures, jusqu'à celle d'un petit Chinois qui jouait au poker d'as à une table à côté. En même temps, dans une quinte de toux et de crachements, une voix aigre perça : « Toujours? Ah ! ah !... Eh bien ! attendez, jeune homme, « attendez... Quand vous y serez... » Rabattu en deux dans une chaise Morisse, la tête hargneusement tournée vers moi à hauteur des genoux, c'était un trafiquant des Archipels. « Monsieur Tolmer « a eu de petits malheurs », coupa doucereusement l'homme marron. Ils ne se quittaient jamais, partageant la même cabine, en bons frères ennemis. Un nouveau jet de bile plomba la figure de Tolmer : « De « petits malheurs? Vous appelez ça des petits malheurs quand tout « un pays crève, qu'il n'y a plus d'hommes, plus de coprah, plus de « bateaux... — Allons, monsieur Tolmer, ce n'est pas parce que votre « *Teura* a coulé... Il était pourri, votre rafiot. » L'autre explosa : « Pourri? Vous le savez, vous, si elle était pourrie, la *Teura*? Et les « autres rafiots, est-ce qu'ils ne sont pas pourris? Qu'est-ce qui n'est « pas pourri là-bas? » Chaque mot semblait lui porter aux tempes un élancement de migraine... « Est-ce qu'elle n'est pas pourrie, votre « maison à vous, avec son plancher plein de cent-pieds? Pourrie !

« Et vous, hein? Qu'est-ce que vous avez été faire à Frisco? Ce « n'est pas pour soigner ça? » D'un froncement de babines il désignait le nez de Frelon, ce nez rongé entre de louches cicatrices d'où provenait, — l'on s'en apercevait tout d'un coup — une certaine mauvaise odeur déjà flairée. Les Néo-Zélandais s'esclaffaient.

« A chaque mot de Tolmer c'était en moi comme un retrait d'espoir, de vie : dépression vertigineuse des orages. Et dans ce mot « pourri » qu'il répétait, il y avait tout un naufrage. Il se mit à lorgner vers le Chinois aux yeux sournois de la table voisine. « Vous verrez, « vous verrez... Avec ces cocos-là ! Vous verrez ce qu'ils ont apporté « là-bas avec leur camelote, leur opium, et leur lèpre. Vous verrez... « Il n'y a plus que ces charognes-là dans le pays. » — « Et les « Tahitiens? » criai-je avec l'accent du défi. Il ne voulait tout de même pas, ce mercanti malade, m'enlever cela : la belle fresque de Gauguin, les doux Maoris de Stevenson et de Loti. « Les « Canaques? » repartit l'homme. « N'y en a plus. Plus de Tahitiens, « jeune homme. La grippe a tout pris... Oui, la grippe. Vous en « auriez vu de pleins camions qu'on emportait dans la brousse, « et pas tous morts, je vous le dis. On ne les enterrait pas. On les « brûlait. Des touques de benzine dans le tas, et aïe donc... » J'avais peine à respirer malgré Frelon qui me rassurait du coin de l'œil. « ... Et depuis, tout le monde crache, tout le monde tousse. » Il laissa une fois de plus crever son catarrhe : « Écoutez-moi, jeune « homme. Il y a quelque chose de pourri, là-bas, je vous le dis. « Tahiti, ça a été, c'est fini. A présent, retenez bien ça : c'est le pays « du rhume... rien de plus. »

« Le pays du rhume ! Je devais en entendre bien d'autres. Pour chacun Tahiti était le pays de quelque chose : pour le professeur Willougby, mon voisin de table, c'était le pays de la ula-ula, des *dusky maids* qui dansaient au wisky dans les petits hôtels de Papeete et vous emmenaient ensuite sur les plages : pour Lenvy, le petit pasteur, c'était la terre d'élection des missions protestantes et des temples prospères. J'avais vainement fondé quelque espoir sur un vieil Italien, Piccio, que j'allais parfois réveiller sur le pont des troisièmes. Il revenait, après quinze ans d'absence, à l'Océanie où il avait passé jadis le meilleur de sa jeunesse à rouler d'île en île sur les goélettes des acheteurs de coprah. Quelque histoire l'avait obligé à partir et il avait bourlingué entre Sydney, Auckland et Fisco, ici mineur, là maçon, ailleurs débardeur, pour laisser s'écouler du temps et amasser quelque pécule. Sa passion le ramenait aux îles, les cheveux gris en boucles sur sa chemise kaki, son pécule tenant en un mince ballot noué dans une cotonnade rouge et jaune, un *paréo*

tahitien qu'il avait gardé en relique, prêt à reprendre le long des plages son vagabondage d'autrefois : flâneries, siestes, pitances partagées avec les indigènes de bonne volonté. « Ils vous appellent : « Reviens manger avec nous... Il n'y a plus qu'à asseoir. » Pour lui Tahiti c'était le pays de la mendicité heureuse, du moindre effort entre soleil et sommeil. Était-ce pour ce destin minable et satisfait que j'étais parti? »

« ... Ne vous inquiétez pas... » me disait Frelon qui survenait toujours à temps pour m'asséner le coup le plus dur. Il ne perdait pas de l'œil cette anxieuse enquête que je menais des uns aux autres et dès qu'il me voyait m'accouder seul, face au sillage, il accourait, cauteleux et sautillant, faufilant le long des bastingages son grand corps fluet. Il se lançait alors dans des tirades lyriques sur les bonheurs insulaires. Pas ceux que les quais de Papeete offraient à bon compte aux Américains de passage : il en faisait fi. Mais ceux que savaient trouver à la longue les vrais acclimatés : la natte fraîche de pandanus dans l'ombre de la case indigène, l'arome des nourritures cuites au four tahitien, le fruit à pain et le *féi* de la montagne, les femmes de là-bas, les *vahiné Tahiti*, pas ces demi-blanches attifées à l'européenne que l'on trouve sur les paquebots — coup d'œil du côté de sa nièce — mais les vraies, car il y en a encore. Et tant de plaisirs quotidiens : le bain, matin et soir à la rivière, le paréo que l'on ceint pour la sieste sur la véranda, les finesses du parler natal, non ce *beachlamar* que parlent les Chinois, mais cette langue poétique dont usaient encore quelques vrais Tahitiens comme lui...

« Comme lui ! J'en frissonnais. Et cependant c'était l'évidence : toutes ses insinuantes promesses dont je ne saisissais pas encore la puissance avaient trait aux forces secrètes qui avaient de père en fils assujetti des générations blanches et demi-blanches pour faire ce produit hybride qui se disait aujourd'hui Tahitien et s'appelait Frelon. Parfois, lâchant avec des sautes incohérentes ses thèmes favoris, il me rabattait les oreilles d'interminables caquetages sur la vie à Papeete, choses et gens. Scandales, liaisons, tares, adultères, incestes, échecs... tout y passait, toute la chiennerie exotique d'une petite ville qui, à l'entendre, ne devait être peuplée que de faillis, de repris de justice ou de ratés. Des heures entières il déblatérait, gesticulant de ses longs bras, postillonnant, malodorant, les yeux brasillant derrière ses lunettes d'un courant continu de méchanceté, de colère et de vanité.

« Mais cette rogne s'acharnait avec une dilection toute particulière sur ceux qu'il appelait, lui, Frelon, « les encanaqués » : ces hommes de toutes conditions, de toutes races, qu'un sortilège avait attirés

aux îles et retenus jusqu'à mort ou complète déchéance. Marins, artistes, soldats et tous ces errants étrangers que le corail avait fixés, il les connaissait bien, lui, fils ou petit-fils de l'un d'entre eux. Il les avait vus venir, s'acclimater, repartir, puis revenir, procréer, péricliter, mourir, sous les palmes des cocotiers. Il racontait leur vie avec des détails précis, des mots du cru qui donnaient à ces histoires, certaines déjà connues, comme celle de Gauguin, une cruelle, fascinante vérité. Et au fond — pourquoi le cacherais-je? — c'était, bien plus que les séductions qu'il me promettait, l'évocation de ces destinées ensorcelées qui me retenait — trouble naissant, sollicitation pressante comme un appel — rivé près de ce prophète de malheur qui abusait de son succès...

« Je me souviens entre toutes les autres d'une fin d'après-midi où il avait été plus loquace encore que d'habitude. Les crépuscules des tropiques sont très courts mais il y eut place pour un singulier moment. La mer était toute ronde et noire, le ciel crevé de trous orange et violets. Il avait plu. Et en quelques instants tout se purifia, s'échafauda autrement, avec solennité. L'horizon fut celui d'un soir de déluge avec de grands nuages solides comme des montagnes, bien assis sur la mer et, derrière, une clarté de Sinaï montait, éclairant leurs crêtes, chassant vers l'orient une profusion de résidus floconneux soufre, pêche, lilas. Elle m'éblouissait; la figure de Frelon en était toute jaune, qui soudain s'approcha : « Dites-moi, « enfin dites-moi... qu'est-ce qui vous attire tant là-bas? » Il était contre moi, la bouche entr'ouverte. Si fétide était son odeur que je me reculai sans pouvoir répondre. Alors je l'entendis ricaner : « Ah! « peut-être bien d'aller y finir, vous aussi... avec un gros *féfé* (1), « comme les autres. » Je ne le vis pas s'éloigner. »

*
* *

Ce qui l'attirait?... Le savait-il? Tous ces hommes qui retournaient là-bas y rapportaient une sorte d'idéal à eux pour y retrouver, conforme, leur destin. Quel était le sien? Il se posait la question à son tour. A ses rêves, à ses lectures se mêlaient, à mesure qu'avançait le voyage, les « réalités » qu'introduisaient les gens et leurs dires contradictoires. Mais plus il croyait voir le mirage s'emplir d'images nettes, se mettre au point, plus il lui échappait. L'Océanie... malgré Frelon, malgré Tolmer ou Piccio, cela ne lui représentait toujours rien. Et pourtant « cela » vivait en lui, ardemment, comme une flamme.

(1) Nom tahitien de l'éléphantiasis, maladie tropicale fréquente en Océanie, même chez les Européens lorsqu'ils y ont fait un long séjour.

Ce n'était rien de visuel, de descriptible, sans plus de matérialité que cette sensation de lumière humide, limpide qui l'avait visité autrefois. Où? A San-Francisco, dans le parc de Golden Gate? A Tarente? Il n'eût su dire. Peut-être, au fond, avait-elle toujours habité en lui, cette flamme pure. Ce qu'il savait bien, c'est qu'il la trouverait au bout du voyage, « sa » lumière, puisque c'était elle qui le guidait vers l'inconnu. De cet inconnu il n'avait et ne voulait avoir aucune autre révélation, car les descriptions des autres, leurs projections particulières ne faisaient qu'obscurcir et ternir ce pressentiment lumineux. Il savait, malgré ces atteintes au mirage, que c'était là-bas qu'il devait aller.

Cette ferveur se doublait d'une angoisse lourde qui semblait faire corps avec elle, une angoisse grosse sans doute de tous ces racontars de Frelon, de Tolmer et des autres. Plus il cherchait à les refouler, plus ils lui pesaient, et plus aussi le pays inconnu l'attirait. Curieuse ambivalence du chimérique et du réel. Ces misères, ces périls, ces déchéances dont on lui avait fait un si pitoyable tableau, il savait qu'ils n'étaient point imaginaires. Sa ferveur se pénétrait de leur menace, les offrait en sacrifice à sa flamme, au destin, au vertige de l'inconnu. Ce vertige, c'était sa façon d'aller vers l'aventure...

*
* *

« ... Il y avait pourtant des jours où tout cela coulait à pic, ferveur, courage, espoir, mirage. Ce fut vers le temps où nous passâmes l'Équateur. Un cercle de sommeil enveloppait le bateau sur la mer stagnante, une chaleur bleue qui épaississait les dormantes journées. La cloison de ma cabine donnait sur la chambre des machines. Jour et nuit le ventilateur tournait. Pas assez vite pour en dissiper les moiteurs, assez pour entretenir le rhume que Tolmer m'avait passé. J'étais las, las des réveils trempés, des vêtements de toile qui, dès onze heures, s'humectaient dans le dos, des draps mouillés rejetés jusqu'à l'aube, de mon corps suant et misérable, des vains efforts, du geste à faire pour sucer une orange et en rejeter à la mer la peau vidée, las de cette course qui s'étirait jour après jour à travers ce sempiternel ruissellement de l'eau contre la coque et que rythmait si dolemment le gong des sept heures et des midis. Pour aboutir où? Tahiti, pays du rhume. Le ventilateur ronflait dans ma tête vide. Rhume, petite mort, arbres à pain, ula-ula... que m'importait?

« La métisse me visitait de temps en temps dans ma cabine. Elle n'avait pour me distraire avec son rire et ses yeux divagants que les exotiques mots d'amour maoris, les exclamations aigrelettes de

son pays. Le reste... oh, ma foi, le reste, me laissait aussi vaincu que les tartes à la rhubarbe et les molles volailles de la salle à manger. Il faisait trop chaud. J'avais abdiqué. Le poker avec le professeur américain et le jeune Céleste n'arrivait pas à tuer les heures mortelles. Par les nuits étouffantes, sous des lanternes de carnaval, les autres passagers se livraient sur le pont aux mascarades de la Ligne : des Neptune à perruques de chanvre valsaient avec la maigre Nouvelle-Zélande, des fleurs de chapeau pour faire Océanie dans ses tresses blondes. La Tahitienne en châle espagnol jouait de la guitare au pirate de Christchurch et au nègre d'Auckland. Le phonographe mourait d'ennui. Et si, par acquit de conscience, je cherchais la Croix du Sud, je ne trouvais à travers les fumées basses du navire que des astres anonymes qui, entre des touffes noires, luisaient farouchement. Voilà les voyages..... »

« .... Je croyais tout perdu. Et un beau matin, changement à vue. Un grand souffle frais nous cueillit au réveil. Même pas l'alizé. Un simple coin de brise sur la mer. Ma torpeur tomba d'un coup. Je sortis du marasme sans même le savoir. Nous étions à hauteur des premiers attolls, ombres légères qui glissaient à ras d'horizon, franges ténues d'une couleur si pâle que la moindre risée cachait leur fuite. Quelqu'un dit : « Les cocotiers. » On ne voyait que la mer frisée comme une salade. Jamais je ne l'avais crue aussi belle : elle était fleurie aux quatre coins, par grappes ballonnées de cumulus aux ventres blancs. Et sa teinte ! Azur lactescent. « Couleur de béryl. » Le mot est dans Cook. C'était cela, merveilleusement cela....

« Et il n'y avait pour le sentir avec moi, dans le troupeau du pont, que cette vieille fille américaine à bandeaux noirs, à longue figure indienne, qui allait à Tahiti, comme moi, pour la première fois. Elle vibrait. J'aimais ses yeux rentrés éclairés à la Rio Jim. Elle joignait sur son corsage plat ses longues mains sèches, des mains d'homme aux ongles carrés. Chaque fois qu'un poisson volant jaillissait de l'écume elle élevait son âme à Dieu. « *Gorgeous! Glorious!* » Glorieuse, Dieu sait combien l'était pour moi cette journée.

« Elle inaugurait un monde nouveau, un règne nouveau, une lumière.... Ma lumière. Celle que j'avais pressentie, attendue.... Je ne sais si tu peux me comprendre. Une lumière unique au monde, celle qui m'allait faire vivre. Ce n'est pas une lumière de la terre. On ne la trouve que là-bas. Elle ne brille pas : elle oint comme une huile les formes et les couleurs, la montagne, la voile, le nuage et leurs grands corps ambrés. Elle ne les éclaire pas, elle les béatifie. Il n'y a pas lieu de sourire... Et ce jour-là elle trônait sur son domaine marin, ce domaine qui devenait le mien.... »

Ce transport de lyrisme soudain ne laissait pas de m'interloquer. J'étais depuis des années déshabitué de semblable langage, des façons grandiloquentes et un peu folles de Vasco. Et en songeant à ce novice directeur de comptoirs qui abordait, comme il disait, son domaine avec un cœur aussi voué aux chimères, je n'avais pu m'empêcher de sourire. Mais aussitôt la pénétrante chaleur de son accent, je ne sais quelle lueur fanatisée dans son regard me donnaient de cette involontaire et médiocre ironie une sorte de remords. Il continuait :

« De ce moment-là je cessai de vivre parmi les hommes, d'être un passager parmi des passagers. Je fus seul — avec la vieille Américaine qui me suivait comme une ombre et me servait d'écho. Nous devions arriver le surlendemain. Deux jours d'indicible attente, surtout le dernier. Je le passai presque entier sur la dunette à regarder le mât d'avant — rouge et luisant, je le vois encore — monter et descendre d'un mouvement très lent qui suivait la pulsation de la mer, toute bouclée sous l'alizé. Le ciel était un ciel de grande fête. L'homme de barre était muet et regardait plus loin que moi. Tout cela était réel et plus grand qu'aucun rêve. Ce ne fut qu'à la fin de l'après-midi, quand déjà une brume décevante commençait à voiler l'horizon, que l'homme se tourna de mon côté pour m'avertir, d'un clin de paupière...

« Je n'eus pas assez de mes yeux pour chercher. Et d'abord je ne vis rien. Puis, tout au fond, sur le ciel devenu couleur de cendre, derrière le voile bueux comme derrière un écran, je discernai... moins qu'une ombre, un vague contour bossu, aux confuses échancrures... une cime déchiquetée... une sorte de haute couronne brisée posée sur la mer...

« Et à mesure qu'elle entrait dans ma vision hésitante, à me faire mal, mon cœur se serrait. Tout d'un coup une grande pitié sur moi-même. Je n'avais pas imaginé ce regret. C'était la fin du voyage, l'arrivée. Où que l'on aille rien ne peut être plus triste que d'arriver. Des ponts en bas montait une rumeur. C'était la fin. Il n'y avait plus de mirage ; il y avait l'île... Instinctivement je fermai les yeux. Quand je les rouvris, il faisait trop sombre. On ne la voyait plus. »

II

« Je n'avais pas rêvé. C'était bien la terre. Mais la nuit s'était refermée si vite sur un horizon si vide que pendant les heures qui suivirent je doutai de jamais arriver. C'était bien ce soir là que je

devais enfin toucher terre, grâce à la chaloupe du pilote. Le bateau ne devait se mettre à quai que le lendemain matin. Attendre une nuit, pouvais-je y songer?

« ... Comment te faire sentir ce que fut cette nuit? Il faudrait tout dire : ces feux bas qui enfin étaient apparus, égrenés sur l'eau comme les bouchons d'un filet; l'énormité du mur terrestre que l'on soupçonnait derrière; ces fanaux qui rougeoyaient suspendus dans le vide et s'étaient mis en ligne lentement... Tout dire! Car à partir de ce moment chaque minute apportait, imprévu sur imprévu, une nouvelle vague d'émoi... Ces voix qui couraient sur le pont : « la passe, la passe »; la houle blanchissant le récif, mouvant chemin d'écume dans la nuit, son effervescence et son bouquet gazeux; et, aussitôt, le glissement sur les eaux calmes, les lumières tournant au ralenti et se posant à mesure, puis la bouffée languide qui soudain arriva : tous les parfums de la terre à la rencontre...

« Ils traînaient sur l'eau comme sur un jardin, chargés de la tiédeur de la journée. Je n'appris que plus tard à démêler dans ces senteurs de l'arrivée le tiaré, la vanille et le frangipanier. Inconnues elles me chaviraient et, comme moi, cette tête enchalée qui s'était posée, sa joue contre le plat bord, tout à côté, pour en être aussi plus malade. Un insulaire, je crois. Je voyais luire ses yeux dolents. Puis cet enchantement stoppant brutalement sur des roulements de cabestans, des dégringolades de chaînes et l'irruption à la coupée d'êtres clignotants émergeant de la nuit, tout blancs d'amidon. Et dans le brouhaha je n'eus que le temps de voir, surgissant tout chamarré, un petit gouverneur cramoisi, flottant dans sa toile, accueillir cérémonieusement sous les lustres un grand Pandore créole à parements d'argent. Je n'avais fait qu'un saut dans la chaloupe.

« Fidèle comme une ombre, ma vieille amie y était déjà. Un moteur toussotant nous poussa en rêve vers la berge. Il n'y restait plus de lumières : deux ou trois ampoules espacées qui jaunissaient l'ombre autour d'elles et un cocasse petit réverbère dont la lanterne rouge, trop grande pour lui et plantée de travers, se reflétait dans l'eau jusque sur le corail. Nous accostâmes tout contre près d'un banc.

« Une sorte de geignement, de plainte animale nous accueillit. Au seuil d'un silence de parc, entre les halos et les ombres flottantes que rabattaient sur nous de lourds feuillages. Cela sentait la fosse fraîche, l'herbe après la pluie. Le gémissement s'élevait, s'étirait. On n'eût su si la bête était prise ou blessée. Un bourdonnement nasal, comme un mirliton étouffé, modulait très bas un accompagnement. Brusquement un double glapissement de chat sauvage coupa court et de

terre deux ombres blanches parurent s'envoler. Au dos du banc, dans la pénombre, trois matelots dormaient, les yeux ouverts. Les jambes brunes des filles avaient déjà disparu de la lueur du réverbère. A peine s'il restait d'elles un souvenir de serpents noirs dénoués sur leurs mousselines, d'un rire rauque et de bras balancés. Leur chemin s'ouvrait à nous comme une voûte.

« C'était bien une voûte ; une voûte de branchages sur une allée moite qui menait à l'inconnu. Il y avait tout à découvrir. Nous avions hâte et avancions comme des aveugles à qui on aurait promis la lumière. L'allée ne conduisait à rien, à un petit monument rond enfermé dans une grille rouillée, à d'autres allées plus larges, dominées d'arbres plus hauts d'où tombait un silence plus lourd. Alors nous aperçûmes les maisons...

« Les premières étaient éclairées : on eût dit des lanternes posées à plat dans la verdure. Les grillages des vérandas arrêtaient des lumières diffusées, roses, jaunes, orange, qui ne passaient pas le seuil des pièces ouvertes sur la nuit. Pièces vides dont les cloisons de bois peint reflétaient les lampes. Parfois, un instant pris par un souffle d'air, un rideau floche retombait. Dans l'une, sur un fauteuil de rotin, un homme veillait, le torse nu, un lorgnon sur le nez ; ses jambes et ses bras pendaient, longs et velus. Nous le regardâmes longtemps. Il ressemblait à Frelon, à une grande araignée...

« Çà et là des tintements de boîte à musique en sortaient, un égrènement de notes en sourdine, guitare ou banjo, quelque mélopée monocorde que rompait une toux. Nous distinguions alors sur les vérandas des formes couchées qui avaient l'air drapées dans des suaires. Ailleurs une silhouette furtive longeait une haie, traversait un jardin, passait les marches et se perdait ; on n'en voyait qu'un pan d'étoffe blanche, une chevelure. Partout la même loi inexorable de mystère et ces yeux qu'on sentait ouverts dans le noir. Les massifs même avaient des yeux, des yeux étoilés, tout blancs, qui fleurissaient à pleines corolles. Leurs senteurs étaient trop fortes et il fallait s'arrêter. Alors le regard allait se perdre dans les arbres... »

A mesure qu'absent de lui-même il s'exaltait, je m'étonnais de voir se transformer Vasco. C'était un autre homme que j'entendais, soulevé d'une passion qu'il ne m'était pas donné de comprendre, comme d'une fièvre qu'il eût gagnée là-bas. Il s'y livrait éperdument et les images qu'il évoquait pour lui seul se pressaient en lui, encore toutes gonflées, malgré la distance et les années, de cette heure qui avait dû être poignante comme une première rencontre avec l'amour.

« Les arbres... Vous ne savez pas ce que c'est que des arbres.

Ceux-là formaient une nef pesante, chargée de pluie, de nuit, d'éternité, qui renvoyait ses moiteurs à la terre. Ils étaient la puissance dominante, le règne qui envoûtait ces frêles volières, ces êtres somnambules qui toussaient et crachaient et leurs grêles musiques taciturnes. Dans la masse on voyait des feuilles onduler comme de grandes mains, des fruits pendre comme des lunes. J'en entendais choir près de moi. Celui que je ramassai, crevé et poisseux, avait la forme d'un cœur. J'y mordis. La pulpe était rêche, la fibre sucrée avec une forte odeur de térébinthe. « Mango », dit la voix américaine. Je me souviens de l'insonorité de cette voix.

« ... Et je me souviens, au même instant, d'un soudain battement au plus haut faîte, d'un hourvari d'ailes et de cris qui éclata comme si chaque feuille eût été le délire d'un oiseau de métal et, sur un brusque claquement, du repliement plus brutal encore d'un silence encore plus pesant. Comme je me souviens !

« ... Et de hautes façaces à colonnes, qui ne devaient être le lendemain que celles d'un palais de justice vermoulu et d'un Tivoli désaffecté. L'obscurité ennoblissait la désuétude de ces bâtisses closes, la précarité de leurs pilastres branlants. D'autres avaient dans les ténèbres végétales cet air fermé pour cause d'abandon qui, mieux que leurs frontons : Trésor, Douanes, Marine, avouait l'échec, la condamnation de la destinée. Des scellés de moisissure fermaient les portes, des volets pendaient. On eût dit la tentative délaissée d'un autre siècle... Papeete ! Je me rappelais. J'y étais... Papeete. « Une « ville, mon cher, une ville... » Et c'était là que j'allais vivre !

« Près de la porte d'un jardin il y avait une gigantesque souche qu'un escalier tournant escaladait donnant sur une plate-forme aux bancs de guinguette, et plus loin, au bout d'une allée, dans des feuillages à moustiques, une longue salle basse dont les lampes emmousselinées éclairaient des rangées de tables vides. Il n'y avait, tout au fond, près d'un piano fermé, qu'un petit homme dont la figure hépatique s'engonçait, assoupie, dans son blanc qui bâillait. Sur la porte un écriteau de bois achevait cette désolation. On lisait : Cercle Colonial... »

C'était là qu'il allait vivre ! Sur l'instant il ne pouvait encore y croire. D'un peu plus il en aurait ri. Sa compagne était alors sortie de son silence. « Peut-être est-elle par là, votre maison? » Il avait plongé à travers des fouillis que la nuit resserrait, cherchant dans leurs touffeurs où pouvait bien être sa maison. Mais il ne tombait que sur des cases délabrées. L'une était close avec de la brousse jusqu'entre les marches d'un escalier moisi. Une palme, il est vrai, s'inclinait sur

le toit, ombre arcadienne... Le bonheur continuait à le porter.

Cependant, tapie au fond de lui, son inquiétude veillait. Elle lui ramenait par poussées les histoires de Tolmer et de Frelon, les racontars sur cette fièvre du corail qui mine les blancs, les conversations de pont sur les encanaqués. Il percevait obscurément autour de lui un avertissement funèbre. Pendant qu'il marchait sous l'électricité pâle qui s'égarait de branche en branche, cette part anxieuse de lui-même toujours aux aguets scrutait ce que ses yeux ne distinguaient pas : la désagrégation lente et continue qui minait l'invisible, la puissance de corruption et d'émiettement de cette terre chaude, la dissolvante torpeur de ces parfums mêlés à la torpeur du murmure marin. Il l'entendait s'exprimer ainsi ou à peu près : « Comme c'est humide là dedans ! Pourvu que le plancher ne soit pas pourri... » Mais ce disant, cette angoisse voulait signifier autre chose. Autre chose, il le savait bien, car cette oppression informulable et familière n'était que l'envers, le pôle d'ombre, la moitié triste de cette exultation ineffable qui le tenait, de cette aspiration de tout son être vers la domination, la promesse d'anéantissement de ces forces triomphantes qu'exaltait la nuit tropicale — étreinte des racines, sommeil de la mer, courbe des palmes...

Comme elle l'obsédait encore, cette première nuit là-bas ! Je ne songeais plus certes à ironiser. Quelle que fût son emphase, — si je puis appeler emphase cette magnification du sentiment trop fort qui l'oppressait, — il y avait dans ses paroles, dans leur intonation un accent d'humanité qui ne les rendait que trop indiscutables. Cependant je n'en discernais point encore tout le sens, plus attentif sur l'instant à leur abondance sonore dans le recueillement de cette veillée qu'à leur résonance en moi-même. La flamme des bougies s'élevait haut et filait droit devant la fenêtre ouverte. Son regard y plongeait et ne voyait que ses souvenirs.

« ... Du bord de la route que nous avions suivie jusqu'aux dernières lumières retombaient de grands faisceaux de palmes. Et dans la nuit plus pure on voyait s'étager sur des pentes leurs groupes échevelés. On les entendait bruire. Derrière, il y avait l'énorme paroi dont à présent on distinguait, très haut, la découpure. Une fraîcheur en tombait. Un bouillonnement de source aussi, tout près de nous. Dans l'air il n'y avait alors qu'une promesse : celle d'un incommensurable bonheur. J'en débordais et cela se voyait sans doute. Ma vieille amie savait les gestes qu'il faut pour les bonheurs trop grands. De ses doigts d'homme elle me caressait l'épaule comme on console un enfant...

« ... Curieux compagnon pour découvrir une île, que cette vieille fille au visage siou, qui avait une robe en tussor passé, des manches

de dentelle et une ombrelle chinoise qu'elle traîna toute la nuit repliée comme un bâton magique. J'ai quelquefois repensé à elle. Je ne connaissais rien ou presque de cette étrangère, sinon qu'elle avait longtemps vécu aux Indes autrefois. J'étais pour elle l'homme qui venait à vingt-quatre ans s'établir aux îles d'Océanie sans espoir de retour et sans souci d'y prospérer ; je lui avais fait quelques confidences de ce genre. Elle ne me quittait pas, me suivant à la trace comme si j'allais la conduire vers un paradis inconnu. Un drôle de cœur devait battre sous son corsage plat. Elle m'enviait, elle me plaignait, elle devinait. Et quel bien me faisait ce témoin clairvoyant, cette ombre silencieusement penchée ! »

« ... Nous regagnâmes le port, le banc. Des goélettes à quai venaient les bourdons de fifres déjà entendus, les mêmes gémissements animaux et enfantins. Leurs balustres surannés, chargés de fruits, se rognaient à l'accotement : on eût dit des barques de l'ancien opéra. Pas une ride surle lagon ; tous les sabords du paquebot, grande carcasse enflammée, avaient sur l'eau huileuse leur reflet. Des ombres blanches traînaient aux bras des marins. Un relent de coprah pesait, rance et doucereux. Je songeais à Gauguin débarquant sur ce quai, trente ans plus tôt, avec un béret de velours et des mocassins rouges. Pourquoi?

« Un solitaire était, passé minuit, rivé au banc. Tout d'un coup, dans la lueur du fanal, surgit un grand indigène, drapé comme un mage dans un pagne rouge dont les fleurs, ondulant, semblaient vivantes. Il avait une corolle à l'oreille, un très long bambou à la main. Arrivé au bout du corail, sans nous voir, il jeta la ligne d'un geste immense.

« ... Qu'y avait-il alors qui devait éclater? Il fallait rejoindre le bord, rompre ce charme. Au moment de héler une pirogue je vis ma vieille Ophélie tournée vers la terre, les bras levés face à la montagne dont une pâleur montante faisait sortir la crête d'ombre. « India... » Je vois encore ce nez chevalin au busc inspiré, j'entends sa voix chevronner, pathétique : « India.... India ! » une fois de plus et je pleurais avec elle. Pour descendre dans la pirogue elle s'accrocha à une branche basse...

« Il lui resta trois grappes rouges, tout un rameau flamboyant entre les doigts. »

* * *

Il y a des voix qui, mortes ou absentes, seront toujours entendues. La voix de Vasco avait ce timbre sourd et voilé, se tenait à ce diapason de tristesse et de mystère par quoi les mots impuissants

laissent parler le sentiment trop fort qu'ils ne savent plus rendre Cet étrange bonheur qu'ils voulaient exprimer prêtait à cette voix un rythme, un nombre, une chaleur que jusque-là elle n'avait pas eue. Tout entier je m'y livrais, je me sentais céder à sa persuasion, aux joies troubles qu'elle évoquait. Elle était lourde, cette voix, caressante comme une main.

Et sous sa poussée lente et continue, houle de rêve, je dérivais aussi. Je le voyais atterrir au seuil de son destin, l'âme anxieuse et pénétrée, dans cette nuit où les ombres prophétiques lui parlaient un langage nouveau. Je le voyais flairant l'odeur de la terre inconnue, s'inspirant de son devenir dans ces aromes trop suaves mêlés aux plus fades relents. Je le voyais pliant sous le trop fort émoi, acceptant ce bonheur, ce bonheur menaçant, d'un cœur offert et par avance résigné.

Je le voyais... Comme je le vois dans le matin d'un lendemain éclatant. L'île sortait de la mer de couleurs sous le rutilement de ses feuillages. La montagne, son diadème, la dominait d'un signe de royauté et ses pentes vertes et bleues descendaient à longs plis jusques aux rameaux rouges penchés sur les coraux.

De nouveau il descendait au quai. Sous les flamboyants, l'herbe brillait bien arrosée, toute imbue de lumière, sa lumière. Et de hautes roues la frôlaient, de hautes roues caoutchoutées qui portaient sous des canopées de toile des paniers noirs où des jeunes filles se pressaient, en robes bleues, roses ou blanches, qui avaient des bras bruns et des yeux allongés. De vieux hommes aussi sous les capotes des voitures, à casques blancs, à mines grises. Autour des bicyclettes tournaient.

Il prenait, près des goélettes à l'amarre, une petite Ford qui pétaradait. La Ford sursautait et l'amenait, en un radieux virage, sur une avenue du quai. Son petit chauffeur avait le cou frais, des cheveux luisants et bouclés et lui parlait en se tournant avec des dents, un rire aigu et coassant de fille folle. Lui riait aussi, la tête en arrière. D'hier il ne reconnaissait rien. Son bonheur l'emportait, qui allait plus vite que lui.

Il n'y avait plus d'ombres. Les maisons de bois étaient peintes de frais, aux volets clos, aux tôles luisantes. Les jardins autour éclataient de feuilles noires, de jasmins qui y neigeaient, d'hibiscus qui aboyaient comme des gueules rouges. Toutes les odeurs fusaient. Dans l'air il y avait des moires. C'était dimanche. Le Gouverneur entrait dans son gouvernement sous des arceaux de fougères. On vendait de la pastèque et des ignames en plein vent. Les boutiques chinoises bourdonnaient, les « vahiné » qui en sortaient avaient des

châles de soie blancs, de hauts talons, les bras ballants et des toisons si noires qu'on les voyait bleues. Des vieux, couleur d'épice avec des sourcils gris, passaient le seuil du temple, le col très haut, la Bible sous le bras et arrivés au coin d'une boutique ils s'asseyaient par terre. Leurs femmes à longues robes très montantes alors les attendaient, leurs petits canotiers penchés sur la figure, tenant à bout de bras des rames de poissons d'argent.

Au tournant d'une ruelle ombreuse son petit chauffeur désertait la voiture. Vasco restait à son vertige. Sur ses genoux une belle du marché avait posé une couronne sans rien dire : fleurs de cire tressées à des peaux d'ananas.

Au bout d'une heure, l'enfant frisé revenait, pourvu d'une chemise neuve, bien lavé, son cou moite perlant déjà. Il avait mis des jarretelles de soie jaune autour de ses manches relevées. La Ford se cabrait. Il repartait vers des villages...

« ... Tout le jour cela dura... Je ne me souviens plus guère que de palmes qui ruisselaient, de grands fûts de cocotiers qui haussaient leurs panaches vers les cimes, d'eaux brillantes, d'étages verts et bleus dans les cocoteraies... et d'une plage noire où la mer était l'ombre. J'y dormis jusqu'au soir. Je me retrouvai sous un toit... »

*
* *

Son comptoir l'attendait. Il s'y rendit le jour suivant, venant de très loin, d'un district de la côte où il avait passé la nuit, chez de braves sang-mêlés, « demi-blancs », comme on disait là-bas. Son petit chauffeur, qui avait des affinités dans la maison, avait signalé cet original débarqué qui, après une folle randonnée, s'était endormi au creux d'une plage et ne se réveillait plus. On l'avait recueilli mi-somnolent, mi-égaré, refusant le plat de bananes agglutinées qu'on lui offrait pour n'accepter qu'une natte et un drap ramagé de grandes feuilles en calicot rouge, « un *tifai-fai*, *pae* », disaient les gens. Et aussitôt il s'était enfoncé dans cette fraîcheur qui embaumait le santal et le cèdre pour ne s'éveiller que sur un nouveau matin, « l'aube d'une nouvelle vie ».

Son comptoir l'attendait... Il l'avait cherché à travers la petite ville sous le soleil, entre les portes des boutiques affairées où de petits Chinois aux manches retroussées jacassaient devant des piles d'étoffes multicolores qui fleuraient la cotonnade fraîche jusqu'au seuil. D'abord il craignait, timidité, peur du ridicule, hostilité naissante, de leur demander sa maison : le Grand Comptoir Pacifique Sud. Puis il s'était décidé à passer le seuil de l'un des magasins où régnait un

grand désordre de boîtes, de ciseaux, de peignes de strass. Un petit Céleste en jupe noire arrosait avec une boîte à trous. Le jaune, en bras de chemise, l'avait accueilli sous des files de *tifai-fais* à carreaux, en un inintelligible jargon d'anglais, de tahitien et de chinois mêlés, lui offrant des cigarettes « Rosette » et des flacons de Coty. Il avait pris les cigarettes en redemandant son Comptoir. Le marchand l'avait suivi sur la porte. De l'autre côté de la rue il y avait parmi les boutiques à auvent une sorte d'échoppe basse, peinte en marron brun et sans auvent, poudreuse et dont la porte à vitres sales était fermée. La main sur les yeux, le petit Chinois avait poussé un cri de volaille : « Taporo ! » La porte au bout d'un instant s'était ouverte, faisant tomber des cartes-postales accrochées.

C'était là ! Taporo le laissa entrer. D'abord il ne vit que de l'ombre, de la poussière sur la table et des coquillages en colliers suspendus aux murs. Puis l'homme, bouffi, blondasse, traînant savate, un pareo noué sur le bedon et suant fort dans son gilet trop court. Ses bras jambonnés luisaient de poils roux. Il le dévisageait en dessous de ses petits yeux noirs de cochon ensommeillé. C'était un curieux produit d'Allemand et de demi-Chinois. Son nom était Kröhn, mais on l'appelait Taporo, « qui veut dire citron, » Philippe, expliqua-t-il quand il se fut fait connaître, parce qu'il était « un peu jaune de teint ». Et il l'était, l'animal, jusqu'au blanc des yeux.

Taporo tenait la boutique depuis le départ du dernier « Européen », indiqua-t-il, en réponse aux questions de Philippe, un certain « maester Ambois », qui était parti il y avait plus de six mois sans jamais donner de nouvelles. La Société non plus n'écrivait pas. Et il en avait son aise et même par-dessus la tête du *bisness frani*, du travail français. Plus d'argent dans la caisse, même pas assez pour le payer de sa peine, pas de marchandises, jamais de bateau. Il n'avait d'autre ressource que de vendre des coquillages et des *curios* : colliers de coquillages poudreux, costumes tahitiens en rafia, noix de coco sculptées, nacres décapées sur lesquelles étaient peints de petits paysages marins avec l'inscription : « Souvenir de Tahiti. » Tout cela était l'œuvre de ses propres mains, assurait-il. Et il y avait aussi une superbe collection de fétiches marquisiens qui avaient bien l'air d'être du même auteur. Heureusement, affirmait-il en grommelant, il y avait des amateurs parmi les passagers de Nouvelle-Zélande.

Philippe s'était souvenu qu'il fallait demander les livres. L'autre fouilla ses tiroirs, sortit une liasse défraîchie et un registre, puis quitta la pièce d'un air maussade, passant dans une arrière-chambre qui donnait sur une cour.

Les feuilles du registre étaient piquées et adhéraient entre elles,

l'encre jaunie. On y lisait sur deux colonnes toute l'histoire du Comptoir Pacifique-Sud. En 191., six mois d'activité du premier directeur : achats de nacre, ventes de tissus, soldes d'employés, d'un capitaine de goélette et de son équipage, achats de coprah, traites encaissées. Les pages tournaient, drues, d'une écriture commerciale embellie de boucles et de paraphes. Puis l'on arrivait à des colonnes semi-vides où s'espaçaient des ventes de gilets et de boîtes de saumon, la vente aussi de la goélette, puis le néant sur six autres mois. Le directeur avait dû tourner casaque. Après les pages blanches une autre écriture reprenait, fine, pointue et gribouillée, traçant des courbes sur les pages comme de la limaille de fer polarisée : nouvelle activité de M. Ambois qui faisait rependre le Comptoir, placer des rayons, achetait une Dodge ; quelques achats de vanille sur la deuxième colonne. Mais à son tour la limaille s'espaçait : vente de la Dodge, emprunts à la Banque, intérêts à la Banque. M. Ambois partait. L'écriture écolière de M. Kröhn lui succédait. Elle n'occupait qu'une colonne à intervalles mensuels : solde de M. Kröhn, solde de M. Kröhn, achat d'un flacon d'encre. Pas de recettes de M. Kröhn.

Philippe tournait les pages. Il n'était ni triste ni gai. Tout cela, au fond, n'était-il pas très naturel, attendu presque? Il était encore plein de rêve et d'un sommeil léger.

Il pensait : il va falloir demain prendre un nouveau registre.

La liasse était devant lui : traites périmées et la correspondance. Volumineuse correspondance ! Les instructions succédaient aux rapports, les uns et les autres également panégyriques, se renvoyant lyriquement la balle au sujet de l'extension du commerce de la vanille, des cours élevés de la nacre, de la concurrence américaine sur les coprahs, de l'urgence d'un vapeur, de l'avenir des plantations de coton à entreprendre dans les établissements des îles éloignées. Les établissements des îles éloignées, c'étaient pour l'heure ces petits carnets fermés de longue date où il était question de caisses de corned-beef et d'envois de semences... Des télégrammes aussi, des foules de télégrammes : « Stockez nacre. » — « Achetez, envoyez vanille premier cargo. » Les réponses ne variaient guère : « Attendons envoi fonds annoncés... » Vasco songeait à cette case fleurie près de la plage noire où la mer dormait à l'ombre.

La correspondance de M. Ambois faisait liasse à part. Elle trahissait le pessimisme invétéré de cet homme à petite écriture. Le Comptoir ne pouvait subsister sur ses propres ressources : cela revenait dans chacun de ses rapports. Si la Société ne se décidait pas à faire les sacrifices nécessaires il faudrait à bref délai « mettre la clef sous la porte », disait le dernier.

Philippe tâta sa poche. Il y avait, sous enveloppe, les instructions de l'administrateur délégué et une traite sur la banque locale. Les instructions rappelaient les précédentes en termes pompeux, à la manière du ludion de la rue Saint-Lazare. Elles faisaient confiance « à l'activité et à la perspicacité du nouveau directeur, ainsi qu'à son sens des réalités ». Elles l'invitaient, en outre, à une surveillance attentive sur M. Kröhn qui n'avait été placé à son poste que provisoirement et à une revision minutieuse de la gestion de M. Ambois... Vasco retourna le chèque. Il n'était pas très gros, mais suffisant pour assurer la solde de M. Kröhn et la sienne propre au moins six mois.

« L'on pouvait vivre... » Cependant une vague inquiétude commençait à se faire jour en lui.

Et dans la rue, devant la porte vitrée, un petit groupe le guettait. Ils étaient trois : Taporo, paupières basses et mâchonnant ses mots, un petit homme replet en kaki dont la pancarte de « Curios » cachait la figure, et Frelon qui lançait vers la boutique des regards enflammés, des gestes démesurés. On eût dit qu'il tissait sa toile.

Vasco sortit. Les grands bras de Frelon lui retombèrent sur les épaules et il se sentit tout englué d'un sourire édenté, d'un jet malodorant de paroles caressantes : « Eh bien ! ça va aller, les affaires, maintenant? »

Un malaise l'avait parcouru comme après une piqûre venimeuse. « Je crois », avait répondu Vasco.

III

Il eut une maison, une pirogue, un cheval. C'est alors qu'il avait écrit la fameuse lettre que son père m'avait montrée :

« *M'y voilà! J'ai trouvé le bonheur sur la terre. Il n'est pas d'autre endroit au monde où je puisse être heureux. J'ai, je vais avoir une case sous les hibiscus et les fougères; des bananiers lourds de régimes en font le tour; un cocotier géant la surplombe. Le vent de la vallée, de la montagne y passe. La montagne s'ouvre devant, la mer est à deux pas... J'ai, je vais avoir ma pirogue, mon cheval... La vie est belle à en pleurer chaque soir, à en prier chaque matin pour que cela dure. Et je me demande pourquoi je reviendrais jamais.* » Il venait d'avoir ses vingt-cinq ans.

Il avait d'abord logé dans un petit hôtel sur le quai : chez Ari Tofa. Un paisible petit hôtel que sa peinture vert sombre confondait à l'ombre des flamboyants. Les vérandas grillagées donnaient, celles

d'en bas sur l'avenue bien arrosée où passaient les citadins vêtus de blanc et les jeunes filles aux robes couleur de bonbons, celles d'en haut où s'ouvrait sa chambre sur l'opale brillante du lagon : par delà le miroir marin l'on voyait se lever une grande ombre tourmentée, une autre île, Mooréa. La maison était fraîche, pleine d'ombre, chère aux vieilles miss américaines, à l'officier de marine solitaire, au romancier de San-Francisco et aux furtives demi-blanches qui y tenaient leurs rendez-vous. Il en aimait la douche glacée comme le torrent, les moustiquaires qui bâillaient et les cocktails à l'ananas que Tofa faisait frapper avant midi. Tofa était un cher garçon plutôt blanc, bedonnant, qui mettait plus souvent un paréo qu'un pantalon. Il parlait, sur un soprano d'éphèbe agité, un tahitien anglo-chinois que coupaient impromptu des phrases baroques d'un français précieusement apprêté. Ce Tahitien demi-sang habitait dans son hôtel une chambre secrète tendue de velours noir aux abat-jour violets, se parfumait au chypre et possédait un Victrola qui jouait sans répit *les Bateliers de la Volga.* Il savait coudre, faire la pâtisserie, les couronnes, jongler avec les citrons et mimer la danse tahitienne mieux qu'une femme. Quand les filles attirées le priaient d'initier Vasco, il se faisait un peu prier, puis ceignait ses hanches d'un châle, les démenait de langueurs en frénésie et finissait sur un cri de fausset en se cachant la figure entre ses doigts. Huit jours Vasco trouva cela divin, puis il se chercha une maison.

Il la trouva hors ville, dans une avenue solitaire qui conduisait à la vallée la plus profonde de l'île : Fautaua. Sa lettre n'avait, assurait-il, rien exagéré. Par-dessus les arbres opulents de l'allée un morne pointait ; on entendait chanter la rivière ; à l'autre bout de l'avenue s'ouvrait la mer. La case, sur pilotis, s'enfonçait sous des végétations « entre des manguiers, des arbres à pain, ces arbres de Dieu aux sphères pâles pendant dans la dentelle des feuilles vernies, des buissons à baies rouges qui étaient des caféiers, un avocatier aux longues poires et tout un verger de pommes Cythère... »

« ... La maison : une volière ; deux chambres, l'une crème, l'autre vert frais. Celle où je couchais était une grande cage à claire-voie, transparente sur la nuit. Le miroir d'une glace aux ors monumentaux, l'éclat des mousselines et de la lampe y donnaient rendez-vous à mille papillons de nuit, à de petits lézards familiers. C'était une fête folle que narguait la tente de mousseline où, dans un lit pour quatre, je rêvais de Thibet. Je l'avais tapissée de nattes fraîches, meublée de casiers de tamarin rouge, d'un rocking-chair, de chaises de rotin et d'un grand plat fossile en forme de canot pour les bananes...

« Sur la véranda arrière je déjeunais et dînais seul dans de la por-

celaine de Chinois paysans, devant un verre immense où tenaient trois oranges glacées. Terii m'y servait du fruit à pain qui, rôti au four de pierres, avait goût de brioche et de pomme de terre, du cochon de lait, du poisson cru si délectable mariné au citron sous le lait de coco... Terii? Mon Vendredi aux yeux de biche, libéré de prison depuis deux mois. Toujours à demi nu pour tracer dans le verger des plates-bandes idéales ou arroser les fougères arborescentes de la véranda. Terii ! Il brûlait le café, sellait le cheval, graissait la bicyclette, essuyait mes livres et sur le parquet peint la trace de mes pieds nus. Il bordait ma moustiquaire, fumait ma pipe, m'ouvrait les rideaux, m'aimait, m'ouvrait la vie... »

La vie ! Vasco appelait cela vivre alors. Il avait son cheval, sa pirogue. Il était heureux.

*
* *

Il vivait peu parmi les hommes. Les rares gens du voisinage qui l'entr'apercevaient à travers ses feuillages dissimulaient sous une feinte d'indifférence la curiosité acerbe qu'inspiraient là-bas les nouveaux venus. Il n'était ni le premier ni le dernier de ces débarqués novices dont les premiers pas sont guettés, qui se retranchent dans leur Éden provisoire pour en sortir un beau jour par quelque histoire peu ou prou scandaleuse, défrayent quelques semaines les ragots de vérandas, puis, suivant le rythme accoutumé aux îles, retombent dans un définitif oubli.

Dans le petit monde des boutiques où les haines étaient plus tenaces et l'humeur plus aigre, un jaune sourire de commisération avait accueilli l'intempestive arrivée de ce directeur sans poils au menton. Il ne pensait pas renflouer le Comptoir sans doute. On savait ce qui l'attendait : trois mois d'idylle au champ et la fuite. Peut-être aussi la faillite définitive de cette boîte à poussière. « Il y avait pas mal de rats à l'affût derrière les planches pourries de certains comptoirs voisins. Les Chinois, eux, s'en fichaient, mais les autres... » Quelques-uns s'inquiétaient. Voilà qu'il faisait laver les vitres à Taporo à présent et passer au minium ses vieilles tôles. Bah ! Comme les camarades. Cela ne les avait pas empêchés de filer à leur heure. Seulement il y avait la fameuse phrase qu'il avait si imprudemment lâchée sur le bateau : « Toujours, si je puis. » Tolmer et Frelon l'avaient colportée chacun de leur côté à travers les hangars à coprah. C'était plus grave, cette présomption. Rester toujours à Tahiti, il fallait payer d'abord pour cela. On verrait... Les mieux disposés lui tenaient en réserve, pour le jour d'arrivée des premiers fonds, quelques solides

stocks de nacre un peu lourds à garder. Quant aux autres, *be quiet*, ils avaient plus d'un tour dans leur sac à l'occasion.

Lui passait à travers tout cela qu'il ignorait alors, à peine méfiant, les yeux ailleurs, à la mer, aux palmes, aux nuages, plus occupé de cette profusion de couleurs et d'odeurs dont les jardins de l'avenue bordaient sa route que des visages qui s'embusquaient derrière. Dans son Comptoir il ne passait que quelques heures d'après-midi : « Que faire avec ce tiroir vide? Pas de courrier, sans bateau, avec ces sacrés métis des Archipels qu'il fallait trois mois pour atteindre par goélette quand il y en avait une. Pour les cartes postales et les coquillages, Taporo était là... » Il avait bien quelques soucis de ce côté-là : M. Kröhn avait une manière bien à lui de rechigner quand il le priait de vouloir bien « faire balayer » sous la table. Frelon l'avait mis en garde en grande confidence. « Vous feriez bien d'avoir l'œil sur votre zèbre... Il ne vous veut pas de bien. » Pourtant les deux hommes avaient devant la vitre de longs conciliabules. Et quand M. Kröhn en revenait, il se penchait à l'oreille de Philippe : « Vous savez, il faut se méfier de ce Frelon... Mauvaise bête... »

Il ne connaissait guère ses collègues blancs. Dieu sait s'ils étaient blancs ! Il y avait eu un dîner au gouvernement « avec la Chambre de commerce, mon cher ». Jamais il n'eût cru que des hommes pussent être aussi blancs. « ...Pas blêmes, blancs : des fromages, des fantômes aux poignées de main molles, un cortège d'astres funèbres qui défilèrent sous le portrait du président Carnot, entre les fauteuils dédorés et les tentures éteintes, pour se poser devant des assiettes moins blanches qu'eux... » Et la réunion avait été réellement interplanétaire lorsqu'au moment de la glace au coco, l'électricité flageolant définitivement, on avait dû apporter dans la nuit à phalènes des lampes à globes. Alors des toasts funéraires avaient été portés « à la prospérité des établissements commerciaux, à l'avenir si prometteur... » et à tous les espoirs qu'éteignaient aussitôt de tristes battements de mains. Ils applaudissaient comme une chauve-souris bat des ailes. Les plastrons étaient mous. La nuit pesait. On eût dit la fin d'un banquet de lunes. »

Et ces lunes orbitaient à côté de lui, dédaigneuses.

* * *

Hors ville les heures étaient presque sans mélange. Les jours passaient, jours sans mémoire et sans saisons. Aux oranges succédaient les mangues, aux mangues les avocats. « On mangeait alors les derniers ananas... et le melon durait toujours. »

Et cela faisait en lui qui vivait entre son jardin, sa douche et son rocking-chair, pieds nus et vêtu du seul paréo, une étrange vacance, en même temps qu'un grand trou vide dans le temps. Sans doute il lui arrivait, distraitement, de songer à l'Europe, au passé, au vieil homme qui là-bas épluchait ses comptes en suivant ses chimères, à Paris, à la femme qui l'avait aimé. « Cette pauvre Raya, qu'est-ce qu'elle pouvait bien devenir? » Elle avait cessé d'écrire, elle aussi. Mais toute sa vie antérieure s'était enfoncée derrière le calme horizon : jeunesse, guerre, marasme d'après guerre, et l'atroce vagabondage qui avait suivi. Tout cela s'était englouti comme la vie d'un autre. Que restait-il? Toujours la sienne... Mais, miracle éphémère, il l'avait oubliée. Il avait perdu trace des ressemblances, conquis dans l'exil sa liberté provisoire. Il se croyait neuf, ressuscité, trop heureux — presque heureux.

Presque heureux. Les courriers lui apportaient encore des paquets de livres, de revues. Il les débridait avec un subit regain de fièvre. Il se souvenait qu'ailleurs des hommes peinaient, travaillaient, inventaient des plaisirs qu'il ne connaissait pas, créaient. Alors il fermait les yeux. Que pouvait-il, lui, attendre de mieux de la vie que cette euphorie, cette douceur de la vie inépuisablement renouvelée, ces miracles de lumière chaque jour accomplis?

« ... Si tu le peux, imagine mes gazons pleins de merles des Moluques, leurs verts de l'après-midi et du matin, translucides ou stagnants, tachés de rouge, de jaune et de blanc, le velours rubis de mes canas entre soleil et ombre, le plaisir de les arroser ; les fins de journée, les tombées de nuit d'un bleu de paradis sur les verts de la faute ; les nuits si pures, si lourdes d'astres bas où les belles-de-nuit s'ouvraient dans le parfum des caféiers... Et tout cela toujours et toujours, à portée du regard, de la main... Ces bruits d'eau qui se confondaient au bruit des palmes. Nuits si pures, peuplées de silence, et d'odeurs... Palmes de minuit, coqs de la nuit, oiseaux blancs du petit matin... Chaque jour il y avait tout cela. Et ce n'était que l'au-jour-le-jour, le quotidien. » Mon Dieu ! que fallait-il de plus?

Il y avait l'inattendu, les surprises de jours plus riches que les autres. Les trouvailles de la mer, un beau matin, en pirogue près du récif : jardins de corail buissonneux sous des reflets d'eaux vives parmi des entrelacs de poissons gais ; caves bleues d'où jaillissaient des poussières d'argent, des flammes onduleuses ou, lents, partis de rouge pourpre et de safran, les poissons-perroquets au bec orange. Il y avait les heures sur la chaussée marine entre la mer et le lagon à regarder crouler la vague ; « ...la découverte, un soir de la rivière, froide entre des feuilles pachydermes et des touffes de lis élancés sur

les bords ; et cette eau qui tombait de haut sur une épaule couleur de buis, comme un baptême... »

« ...Ou, la nuit, la venue sans bruit, sur la pelouse, de pieds nus, d'une robe glissante que l'ombre reprenait et puis rendait, après quelque détour entre les feuilles, fraîche d'apprêt mais toute chaude, avec un rire rauque, sous un poids de cheveux soyeux... Ou le réveil sur les minuit, par des guitares, de filles qui entraient, comme chez elles, en dansant, et dont je retrouvais à l'aube sur les tables les couronnes mâchées qui embaumaient encore... Et chaque plaisir neuf me paraissait plus délectable. »

« — Alors, Vasco, que fallait-il de plus? »

*
* *

Rien... Son bonheur était trop lourd, déjà trop mûr — lui trop jeune. Le ver s'y mettait.

« Oh ! ce n'était rien d'apparent. Dans l'air, pas encore de menace, mais parfois une sorte de fatigue qui m'enveloppait comme l'entêtement d'un parfum trop tenace, une indécollable langueur, une torpeur amnésique qui me gagnait... Mais quelle anesthésie ! Et je pensais : euthanasie — petite mort douce et parfumée. Ah ! Dieu, non, ce n'était pas un pays pour progresser. Et qui sait? qui sait? Peut-être m'y serais-je fait... Jouir ! Il n'était là-bas que de jouir... »

Il lui arrivait d'oublier d'y songer. Ingratitude...

« ... Non pas que je crusse alors que ce bonheur pût se perdre, s'altérer... Il me semblait permanent, marqué d'éternité comme cette lumière inamovible, comme cette paix environnante et sa douceur qui ne variait jamais. Je pouvais, moi, me perdre en lui, m'user, vieillir. Lui, j'étais prêt à le croire, demeurerait. Seulement je me disais : Mon choix est fait. Je ne repartirai jamais. Mon bonheur est fixé. »

C'était cela qui était grave, beaucoup plus grave qu'il ne croyait.

De temps à autre, le matin, il entendait un bruit de cognée. Des coups de hache tombaient sur un arbre quelques instants, puis s'arrêtaient. Cela venait de par delà le jardin. Il ne savait au juste d'où...

Des rangs serrés de bananiers faisaient le tour de son enclos. Hors d'étroites éclaircies, leurs fûts et les rames tombantes le coupaient de tout voisinage. Il aimait, serpe en main, cueillir lui-même les régimes jaunissants en amenant par leur trompe violette les troncs fibreux qui s'écroulaient dans un bruit de tambour. Un jour, l'un en tombant avait laissé apercevoir dans un enclos voisin l'arbre et la hache.

« La hache était encore dans son entame que les coups intermittents n'avaient guère approfondie. Autour de l'arbre, un mauvais *bourao* tordu, l'enclos en friche. Mais au fond de cette brousse il y avait une maison.

« ...Une autre case sur pilotis, comme la mienne, avec un cocotier semblablement incliné sur le toit. Seulement elle était toute dépeinte, presque noire et délabrée. Un bougainvillier couvrait tout un côté de ses lianes. Il y avait autour moins d'air, plus de mystère et le pan d'ombre qu'un dernier contrefort de la montagne faisait peser sur ce creux. On l'eût dite jumelle de la mienne, — hauteur fenêtres, vérandas, — mais le moisi roussissait les planches noires. Une tôle rouillée remplaçait un carreau. » Toute pareille ! Sans doute, il suffirait de peu d'années... Une ombre avait passé.

Une ombre? Non... Réminiscence, double vue, entre-bâillement du voile sur le destin pressenti? Un trouble vague en lui élargissait sa ride. Et cette impression l'avait ramené le même après-midi vers la brèche. La maison était toujours là, dormante et noire. Mais sur l'appui d'une fenêtre un pied blanc dépassait. Un autre dormeur habitait l'autre maison : l'homme qui donnait des coups de hache, le matin, dans l'arbre tordu. Il devait bientôt le connaître, ne plus connaître que lui.

« ... C'était Plessis. »

MARC CHADOURNE.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES SENTINELLES DANUBIENNES

Aux campagnes obstinées qui sapent le nouvel ordre européen il convient de n'apporter aucune complicité, ni celle de la publicité, ni celle du silence. Équilibre assez délicat que l'opinion française a su très exactement réaliser à l'égard du manifeste retentissant que lord Rothermere a lancé en faveur des revendications hongroises.

Et pourtant la mesure était difficile à garder. Le directeur du *Daily Mail* découvrait des Alsaces-Lorraines sur toutes les frontières de la Hongrie. Un million de Magyars annexés à la Tchéco-Slovaquie, 500 000 à la Yougo-Slavie, 600 000 à la Roumanie. Pas d'apaisement possible avec ces plaies saignantes. Une seule solution : la révision du traité de Neuilly. Quelle tentation de s'engager dans des polémiques où les arguments vont au-devant des ripostes. Mais discuter n'est-ce pas déjà admettre que la thèse peut se soutenir, donc encourager indirectement les tentatives de bouleversement?

Pas une des combinaisons si péniblement élaborées par la Conférence de la paix qui ne prête à la critique. Il s'agissait de tracer des frontières entre les éléments ethniques étroitement mêlés dont l'éveil des nationalités a suspendu la fusion. Force a été de substituer au travail patient des siècles des improvisations imparfaites et précaires. Quel moyen de s'en tirer autrement à moins de recourir au procédé radical employé par les Turcs? En dehors du transfert des populations, il n'y a place que pour des compromis. On ne reprochera pas

aux constructeurs du nouveau statut européen d'avoir négligé les garanties d'impartialité : enquêtes, plébiscites. Quoi de plus naturel qu'en cas d'incertitude la balance ait penché du côté des victimes plutôt que des agresseurs? En tout cas le verdict a l'autorité de la chose jugée sans appel. Le caractère irrévocable des décisions est la première condition du maintien de la paix. Les traités n'ont fait que la part trop large aux faiblesses humaines en laissant la porte ouverte à des révisions qui ne peuvent invoquer uniquement la passion de la justice.

A ce point de vue le plaidoyer de lord Rothermere est bien caractéristique. Comment ne pas le rapprocher de toutes les manifestations du travail poursuivi par l'Angleterre dans le bassin danubien depuis la fin de la guerre? Qu'on se rappelle seulement l'épisode des faux billets. Une seule main s'est alors tendue vers le comte Bethlen qui arrivait à Genève en pestiféré : celle de M. Chamberlain. Sans doute les Anglais gardent-ils reconnaissance aux Hongrois d'avoir barré la route au bolchevisme. Mais ce serait réduire singulièrement la portée de leur politique danubienne et balkanique que de la ramener à des conversations sentimentales. Pour savoir jusqu'où peut aller le sentimentalisme britannique, il suffit de rappeler les campagnes pro-bulgares de Gladstone et des frères Bunton. Comme par hasard on annonce l'apparition d'un frère jumeau du comité macédonien : un comité parlementaire, composé de membres des trois partis anglais — les conservateurs communiant avec les travaillistes pour suivre tout ce qui touche aux traités et au statut de l'Europe centrale. L'appel Rothermere n'est pas resté sans écho.

L'opération n'est d'ailleurs pas à ses débuts. Nous en avons eu un avant-goût dans l'incident des expropriations de Transylvanie. Le cas est tout à fait curieux, car on y rencontre la première tentative de destruction légale des traités de paix par la Société des Nations. L'affaire est d'une simplicité élémentaire. Les Hongrois protestent parce que leurs nationaux restés en Transylvanie ont été victimes du partage des terres. Les Roumains répondent qu'ils n'ont fait qu'exécuter une loi, dont on peut contester l'efficacité, mais qui s'applique avec tous les nationaux. Le traité de Trianon n'a rien à voir à cela et le gouvernement de Bucarest refuse catégoriquement d'admettre un recours à la Cour de La Haye. Pourtant, ce recours, le conseil de la Société des Nations l'a ordonné. Il a même envisagé dans sa dernière réunion la désignation d'office d'un arbitre neutre sur un rapport qui émane encore des Anglais. Seule la crainte d'un éclat devant lequel les Roumains ne reculeraient pas a déterminé un ajournement.

Quel avertissement pour les nations intéressées au maintien du

statut existant, particulièrement pour celles qui ont à faire face sur deux fronts. Le Danube d'un côté, les Balkans de l'autre. Et des deux côtés l'Angleterre, aussi active à Sofia et à Athènes qu'à Budapest. Le jeu est serré pour la Roumanie et la Yougo-Slavie. C'est le moment ou jamais de suivre une politique prudente et ferme en évitant l'affaiblissement des discordes intestines. Or précisément la sagesse des deux sentinelles des Portes de fer se trouve mise à l'épreuve. Les conditions sont tout à fait analogues. Les deux rives du Danube ont connu les ravages de la guerre et les brillantes revanches de la victoire. Les Serbes comme les Roumains ont à poursuivre un long travail de restauration et l'assimilation fort complexe d'éléments ethniques qui gardent l'empreinte de cultures très différentes. Mêmes devoirs et aussi mêmes risques : les entraînements d'aventures, les tentatives de revanche et surtout l'action dissolvante du virus démocratique.

En Roumanie l'effort de cohésion est très efficace. Les forces politiques de l'ancien royaume se sont tendues de manière à conserver la direction et le contrôle, obligeant bon gré mal gré les nouveaux venus à faire leurs classes. Est-ce parce que l'effondrement monétaire a battu le rappel des énergies? Est-ce parce que le sentiment du danger est demeuré particulièrement pressant en raison du problème de la Bessarabie et du voisinage des Soviets? Est-ce parce que l'éventualité de complications successorales a imposé le ralliement des bonnes volontés? Je crois que c'est surtout parce que des hommes énergiques ont su commander à des cadres disciplinés.

Les Bratiano ont, sans doute, bénéficié de sérieux appuis et plus encore de la désorganisation de l'ancien parti conservateur. Leur phalange libérale s'est trouvée, en somme, seule survivante du passé. Était-ce une condition si favorable dans un pays où tout se transformait et où les éléments nouveaux, paysans et nationaux transylvains aspiraient à prendre la main? L'art était précisément de manœuvrer ces aspirations pour ne pas être débordé par elles. C'est là vraiment que les chefs libéraux se sont distingués, par une adresse qui est beaucoup plus nuancée que le maniement brutal des urnes. Des observateurs superficiels peuvent s'étonner du fait que la proportion des électeurs gouvernementaux reste immuable et que seules les étiquettes changent. Les trois quarts du pays sont toujours pour le pouvoir. Pourtant ce pouvoir était libéral il y a quatre ans, il était au parti du peuple du général Averesco l'an dernier et au scrutin du 7 juillet dernier il est redevenu libéral. Cela peut paraître étonnant et c'est la chose la plus naturelle du monde quand on considère que ce fameux parti du peuple du général Averesco n'a été qu'une façade

montée par les Bratiano pour se ménager un intérim de repos. Ainsi procédait naguère M. Giolitti quand il passait la main à un Fortison un Salandra pour prendre des vacances. Il arrive parfois que l'intérimaire prenne goût au métier et cherche à prolonger son rôle. C'est précisément l'aventure qui est arrivée au général Averesco et qui a provoqué sa chute. La difficulté n'était pas de liquider un chef sans soldats mais d'écarter les événements qui pouvaient liguer la succession. C'est là vraiment que M. Jean Bratiano a montré sa maîtrise. La transition du colonel Stirberg a été ménagée juste à point pour compromettre les deux adversaires sérieux, les paysans et les nationaux transylvains, en les associant à la déconfiture du général Averesco. Puis, le moment venu de régler la succession, les libéraux ont réclamé la part du lion laissant les dupes dans l'impossiblité même de demander des consolations aux électeurs. C'est un joli tour.

Voilà comment les libéraux roumains se sont assuré quatre années de pouvoir, pour autant du moins que les prévisions humaines peuvent aller si loin. Toute réserve faite de l'imprévu, il y a dans ce pays des granties de stabilité intérieure et aussi d'équilibre international. Les Bratiano ont des attaches très franches avec la France et le système de la Petite-Entente. Ils trouvent d'autre part dans l'héritage du général Averesco une entente étroite avec l'Italie qu'ils se garderont bien de compromettre. La preuve est qu'ils confient la direction des Affaires étrangères à un homme très souple, M. Titulesco, qui a fait son chemin à Londres sous les auspices de M. Chamberlain ami de M. Mussolini. Tout cela se tient.

La Yougo-Slavie a eu moins de chance que la Roumanie. Elle a vu s'éclipser son homme fort, au moment même où son intervention vigoureuse aurait été plus nécessaire que jamais. M. Pachitch se serait trouvé mieux placé encore que les Bratiano pour mener le jeu. Il avait plus de prestige, ayant dirigé la barque pendant vingt ans, au milieu de toutes les épreuves conduisant la Serbie au triple succès des deux guerres balkaniques et de la grande guerre. Lui aussi a pratiqué avec virtuosité le système d'un parti de gouvernement fortement discipliné, dominant dans la coulisse avec autant d'efficacité que sur la scène. Ainsi s'est développée une politique, qui n'a pas été sans risques pour l'Europe mais dont la Serbie a tiré incontestablement de grands résultats. Le leader radical a su à la fois se servir de l'élément militaire qui avait ramené les Karageorgevitch et le contenir. Il a réalisé l'unité nationale et a entrepris de grouper les éléments disparates du faisceau yougo-slave par la constitution nettement centralisatrice du *Vidordan*. La méthode a été discutée avec passion et a soulevé tant de critiques qu'on a voulu en expérimenter une

autre. Les déboires survenus depuis qu'on a renoncé à la manière forte prouvent que le système n'était pas si mauvais qu'on l'a dit.

La crise a devancé la mort de Pachitch, parce que le vieux leader a subi le discrédit de scandales familiaux plus encore que les atteintes de l'âge. Le parti radical s'est divisé. La fraction centrale, sous l'inspiration de M. Ouzonnovitch, a voulu tenter de la conciliation, chercher un accommodement avec les Slovènes et les Croates. Les Slovènes sont restés sur la réserve parce qu'ils forment avec leur chef, l'abbé Korosec, un groupe nettement catholique qui se défie de l'influence maçonnique prépondérante à Belgrade. Les Croates ont, au contraire, saisi avec empressement la perche tendue. Ils étaient en fort mauvaise posture avec leur chef Raditch ouvertement compromis dans les intrigues soviétiques et jeté en prison sous inculpation de haute trahison.

Attendre le poteau d'exécution et se voir attribuer un portefeuille avec action prépondérante dans le gouvernement : c'est une de ces aventures dont la Bulgarie avait jusqu'alors le monopole. Elle aurait pu convenir à une nation d'ordre et de discipline conservatrice tout autre que le prototype le plus caractérisé d'une race de perpétuels mécontents. Personne n'a jamais pu satisfaire les Croates même l'ancien régime austro-hongrois qui leur faisait pourtant la part assez belle.

Devenu ministre, M. Raditch n'a apporté au gouvernement que le trouble et l'anarchie. En six mois il a provoqué six crises ministérielles, créé des incidents avec tous les voisins, brisé un accord préparé avec l'Italie à Nettuno. N'oublions pas l'exploit le plus caractérisé de ce prodigieux dissolvant : la dislocation complète du parti radical, dont les seuls hommes forts, M. Massimovitch et M. Nintchitch ont vu leur autorité sérieusement compromise.

Il y a quelques semaines le roi Alexandre a tenté lui aussi de rallier toutes les forces politiques de l'ancien royaume autour d'une combinaison nouvelle de radicaux dissidents et des démocrates. La tentative n'a réussi ni à pacifier les allogènes, ni à regrouper les radicaux. Il a fallu se décider à constituer un gouvernement d'affaires et à dissoudre la Skouptchina. Les élections sont fixées au 11 septembre. On se demande ce qu'elles pourront donner avec des partis en pleine décomposition, un gouvernement composé de fonctionnaires et de démocrates, c'est-à-dire de survivants d'un vieux parti qui n'a rien pu faire de sérieux depuis vingt-cinq ans. C'était un véritable chaos.

Au milieu de cette confusion un seul élément fort subsiste : la camarilla militaire, cette fameuse organisation de la Main Blanche qui a renversé les Obrenovitch et dont les chefs les plus notoires sont le

général Hajitch, ministre de la Guerre ; le général Milosavlyevtch, ministre des Travaux publics, et surtout le général Perazickovitch chef de la division de la Garde. Ce clan militaire a des attaches étroites avec la franc-maçonnerie qui s'en est servie pour mener l'assaut entre la Monarchie des Habsbourg. C'est le parti des aventures, celui qui inquiète la Grèce par des visées sur Salonique bien difficiles à justifier puisque 4 pour 100 à peine des exportations serbes prennent le chemin de la mer Égée. C'est le fait qui résiste à toute entente avec l'Italie. La prédominance ne crée pas précisément une position de tout repos. Et puis, n'est-ce pas d'une assez jolie ironie que les pays qui monopolisent les faveurs du Cartel des gauches, soient précisément la poudrière des Balkans entre les mains d'un gouvernement de prétoriens?

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

M. PAUL MORAND CHRONIQUEUR DE L'ORIENT

Dans une huit-cylindres Bugatti, le prince Jâli, héritier du royaume de Karastra, s'enfuit du palais de son père en compagnie d'un jeune Français qui lui sert de chauffeur. Le royaume de Karastra est un pays imaginaire, à mi-chemin de l'Inde et de la Chine, qui ressemble au Siam ou au Cambodge. Le jeune Français, de vieille famille et qui s'appelle Renaud d'Écouen, a pris le nom de Cohen pour promener plus facilement à travers le monde sa personne désabusée. De la Rotonde où il était communiste, après avoir passé par Moscou et Shanghaï, il a échoué à Karastra, où sous la livrée du chauffeur il est moins le serviteur du prince Jâli que son ami. Renaud, qui voulait connaître l'Orient, commence d'être bien déçu. Jâli, lui, aspire à voir l'Europe. La Bugatti laissée sur la rive d'Asie, les deux jeunes gens voguent vers Marseille.

Sans s'arrêter en France, Jâli va jusqu'à Londres. Un coffret de bijoux resté en panne et l'absence de toutes ressources lui permettent de commencer ses expériences occidentales par un bref séjour dans l'Est londonien. Une fille de Commercial Road sera sa première rencontre européenne. Les bijoux arrivés et vendus à un joaillier de Bond street, Jâli devient étudiant à Cambridge. Le monde occidental lui apparaît de plus en plus étranger, sinon hostile, quand la mort de Renaud achève de l'isoler. C'est alors — nous sommes à peu près à la moitié du livre — que le prince Jâli entreprend de réconcilier les Blancs et les Jaunes en prêchant aux Blancs la religion de Bouddha.

Car le lecteur a depuis longtemps deviné que le prince Jâli et Renaud d'Écouen dit Cohen sont, ainsi que les personnages secondaires, des figures romanesques destinées à transposer dans la littérature d'imagination les questions ethniques, philosophiques et religieuses du jour.

Donc le prince Jâli va revivre, à l'usage des Européens, la légendaire aventure de Çakyamouni. C'est la vie du Bouddha au pays du smoking et de la quarante-chevaux. Tondu et vêtu d'une défroque jaune, Jâli n'obtient guère qu'un succès de curiosité, aussi bien dans les milieux théosophes de Londres que chez les jeunes écrivains parisiens du dernier bateau. Une adepte seulement le suit, une jeune Américaine qui va partager avec lui, en tout bien tout honneur, l'existence du Parfait : cela consiste à vivre de champignons et à coucher en plein air dans le parc de Marly. L'étonnant est que la police ne mette pas un terme à ces fantaisies du Bouddha réincarné. Mais il faut dire que tout le long du livre, les légations de Karastra à Londres, à Paris et en d'autres lieux où la vieille civilisation occidentale n'a pas encore capitulé, permettent au prince Jâli d'atteindre sans risques, à plusieurs reprises, les limites de l'extravagance.

Malheureusment la santé de la jeune Américaine ne s'accommode guère de la vie du Parfait. La rosée de Marly lui vaut une bronchite qui l'incite à regagner par le premier paquebot l'avenue de New-York où un papa milliardaire ne se doute pas de la vie que sa fille a menée en France. Or à peine a-t-il été abandonné de son unique disciple que Jâli prend le bateau à son tour. Son apostolat ne l'intéresse plus. Il n'y a plus que la jeune Américaine qui compte pour lui sur la terre. Mais à New-York, sa compagne de Marly est beaucoup plus réservée. Et il comprend bientôt qu'en Amérique un homme de couleur, fût-il prince de Karastra, n'est qu'une créature inférieure aux Blancs. C'est, plus encore qu'une humiliation, une déception suprême. Que faire? Que devenir? Le roi de Karastra meurt à ce moment, assez opportunément pour tirer son fils de l'embarras. Il ne reste au prince Jâli qu'à traverser le Pacifique pour monter sur le trône de ses aïeux. La morale de cette histoire pourrait être qu'il y a une fin à tous les tours du monde et que l'on revient toujours au pays d'où l'on est parti.

Il a suffi de raconter ce roman pour montrer que M. Paul Morand n'a eu aucun souci de nous le rendre vraisemblable. S'il a imaginé le prince Jâli et s'il l'a poussé tour à tour de Londres à Paris et en Amérique, ce n'était que pour épingler en marge de son itinéraire des réflexions que lui-même a faites au cours de ses voyages. Déjà, aux dernières pages de *Rien que la terre*, M. Paul Morand avait placé en regard l'Orient et l'Occident, ou du moins les aspects qu'il en avait

recueillis. Ce n'était là qu'une esquisse. Pour creuser son sujet, M. Paul Morand a mis ses idées en roman. Un roman que l'on pourrait appeler philosophique, ou plus exactement ethnologique, puisque M. Morand pense que les questions de races sont aujourd'hui au premier rang des problèmes qui se posent dans le monde.

Cette étude des rapports de l'Orient et de l'Occident, M. Paul Morand a voulu la conduire à l'aide des témoignages qu'il avait recueillis lui-même. Elle est composée, en majeure partie, de choses vues et entendues. C'est pourquoi elle est si vivante. C'est aussi pourquoi elle est assez superficielle et déçoit un peu le lecteur. Quand M. Paul Morand nous aura montré deux ou trois étudiants de Cambridge, un groupe de jeunes littérateurs français qui oscillent entre le surréalisme et la foi chrétienne, un restaurant de New-York, nous aura-t-il représenté l'Occident? Non, il le sait bien lui-même. Son Renaud, devant une table où sont réunis des joueurs de poker, s'écrie : « Dire que c'est « ça » qu'il va falloir défendre contre l'Asie. » Jâli réplique, dans un salon théosophe de Londres où l'on fume l'opium . « Dire que c'est à travers cela qu'il va falloir rejoindre l'Occident, le comprendre, l'aimer ! » Enfin, son périple achevé, au bord du Pacifique, le prince de Karastra est encore plus dégoûté de l'Amérique que de l'Europe : « A cette foi enfantine dans la science et dans le progrès, — et, pour récompense, cette offusquante prospérité, — Jâli préférait encore l'Europe avec son scepticisme, son irréligion, sa méchanceté de malheureuse. » A vrai dire, Jâli a parcouru bien vite l'Occident et n'en a pas vu grand'chose.

Est-il, du moins, plus représentatif de l'Orient? Nous n'en sommes pas bien sûrs. Certes nous ne sommes pas assez naïfs pour demander à un homme, fût-ce un héros de roman, de nous apporter toute l'Asie dans ses paroles et dans ses gestes. M. Paul Morand a tenu lui-même à nous dire qu'on ne sait pas très bien où est situé au juste cet Orient dont on parle tant. Cependant il a pris soin de composer le royaume imaginaire de Karastra tout exprès pour nous donner de l'Asie pure, si l'on peut dire, une idée aussi approchée que possible. Comment nous apparaît donc le royaume de Karastra? Pas autrement qu'à Renaud, tout ébloui quand il y débarque. Renaud, ravi de voir un pays où le lotus et le cobra sont aussi communs que le cresson et le lapin dans nos campagnes, constate que Karastra, c'est bien les *colonies*, comme chez Hédiard. L'Orient de M. Paul Morand c'est aussi un peu trop comme chez Hédiard pour qu'on y introduise des discussions d'idées. Quant au prince Jâli, nous ne sommes pas allés voir dans des textes hindous jusqu'à quel point son équipée est conforme à l'enseignement du Bouddha. Mais il nous semble que quelques pages d'un bon orien-

taliste nous en apprendraient beaucoup plus sur les dieux et les sages de l'Asie que les leçons du prince de Karastra.

La qualité insuffisante des protagonistes, c'est en définitive ce qui nous gêne le plus, ce qui ne nous permet guère de prendre au sérieux ce film en marge du problème oriental. Le conflit entre l'Orient et l'Occident ne nous paraît pas exposé beaucoup plus solidement dans *Bouddha vivant* que par la rencontre d'un étudiant jaune et d'un étudiant blanc à une terrasse de café du quartier Latin. Seulement, n'est-ce pas nous qui avons tort de demander à M. Paul Morand plus qu'il n'a voulu nous donner?

Prenons garde que M. Paul Morand nous présente *Bouddha vivant* comme le second volume d'une « Chronique du vingtième siècle » dont *l'Europe galante* était le début. Si ce livre est une chronique, il n'y a plus qu'à l'admirer presque sans réserves.

Du chroniqueur, M. Morand a l'intelligence alerte, l'à-propos, la connaissance étendue qui permet de varier l'allusion, l'esprit qui la fait briller. Certains de ses mots sont excellents, comme celui-ci : « Le tort des professeurs, c'est de croire que l'Université c'est l'univers. » Certains dialogues scintillent comme une passe d'armes. Voici celui de l'arrivée à Marseille :

« C'est Marseille ! Bouddha vivait encore lorsqu'elle fut fondée, — dit Renaud.

— Qu'est-ce qui domine la ville?

— L'esprit de lucre, le communisme, la bouillabaisse.

— Non, là-bas, ce point d'or au-dessus des fumées? demande Jâli.

— Notre-Dame de la Garde, une basilique.

— Chez nous, aucun temple ne se permet de dominer un paysage.

— Parce que les paysages eux-mêmes sont des temples. »

On aimerait à faire un voyage en compagnie de M. Paul Morand. Tout au moins on aime à le suivre à travers les pages d'un livre. Il a éteint les éclats un peu fatigants de sa palette. Il se disperse moins en images, qu'il choisit plus justes. Surtout, les images font souvent place, pour le plaisir de l'intelligence, à ce qu'on pourrait appeler des images à rebours, c'est-à-dire des figures qui nous font remonter de l'aspect des choses vers leur esprit. Voilà pourquoi sans doute nous demandons tant à M. Paul Morand quand il nous parle des choses qu'il a vues.

Déjà dans *l'Europe galante*, certaines pages, notamment une nouvelle sur la Russie bolchevique, sous-entendaient quelque méditation lointaine et profonde derrière la fantaisie bigarrée du récit. Déjà, comme dans *Bouddha vivant*, M. Paul Morand était attiré par les

questions de races, et c'est vers elles qu'il lançait la curiosité de son lecteur. La réflexion, la philosophie — s'il faut risquer d'écraser par un mot bien lourd les récits de M. Morand — y tenait seulement moins de place, y était moins apparente que dans ce dernier livre. Le lecteur avait le plaisir de croire que sa propre intelligence avait tiré de pages légères des suggestions fort sérieuses sur quelque grand problème humain. Cette fois M. Paul Morand a augmenté la dose de philosophie. Il y en a presque trop pour une chronique. Mais il n'y en a pas assez pour la qualité et l'ampleur des sujets qu'il aborde. Son livre fait penser à une conversation où l'on se met à effleurer, dans la fumée des cigares, quelque grave question que personne n'a la prétention d'approfondir en quelques mots d'esprit, autour d'un plateau de liqueurs. Faut-il, après tout, lui en faire le reproche? Nous plaindrons-nous qu'un homme intelligent rapporte de ses voyages autre chose que des banalités ou des visions usées? Les grands et profonds sujets sont-ils le monopole des savants qui en épuisent la matière dans de gros volumes? Chroniqueur de l'univers, M. Paul Morand nous donne de la machine ronde une image spirituelle et chatoyante. Il a commencé par l'Europe. Voici maintenant l'Asie. Il nous promet pour demain le monde nègre. Ses livres sont, pour un public cultivé, une délicieuse récréation intellectuelle. Et puis, entre les lecteurs de M. Sylvain Lévi et ceux qui se contentent des dépêches de journaux sur la guerre de Chine, à combien de gens pressés et de consommateurs de romans les reportages pensés de M. Paul Morand ne pourront-ils pas apprendre quelque chose?

André Rousseaux.

Les Livres nouveaux.

Voici, imprimée sur beau vélin, et en caractères italiques, par les soins de M. Henri Longnon, cette confession sincère, simple et pathétique qu'Angélique de Longueval adressa, il n'y a pas beaucoup moins de trois siècles, à son directeur, le moine célestin Goussencourt, et que Gérard de Nerval copia, dans l'automne de 1851, aux Archives nationales. Il cherchait alors des renseignements sur un abbé comte de Bucquoy qui s'évada de For-l'Évêque et de la Bastille. Il avait grand'peine à découvrir ce qu'il souhaitait. Avec le récit de ses ruses et de ses déceptions d'érudit, et avec un résumé de quelques citations du manuscrit d'Angélique, trouvé, disait-il, dans un des nombreux dossiers qui se rattachent à la famille de Longueval, — le nom patronymique des Bucquoy est Longueval, — il composa la première et la plus célèbre, après *Sylvie*, de ses *Filles du feu*.

Seulement, Gérard de Nerval oublia — négligence impardonnable

— de donner la cote exacte du dossier. Et l'on ne savait plus du tout où se trouvait ce fameux cahier « d'environ cent pages, au papier jauni, à l'encre déteinte, dont les feuilles sont réunies avec des faveurs d'un rose passé. » Vous allez voir qu'on ne le sait toujours pas. Les aventures du manuscrit d'Angélique sont curieuses.

Un peu après 1870, M. Auguste Longnon, archiviste aux Archives nationales, qui dégustait amoureusement la prose de Gérard, alors dédaignée et oubliée, chercha dans les dossiers Longueval le texte copié par son cher auteur. Il ne le rencontra nulle part, et il en vint à cette conviction que le manuscrit n'était pas aux Archives ; et même à ce soupçon qu'il n'avait jamais existé. Fallait-il donc admettre une supercherie littéraire? Elle eût été bien habile ! Les citations étaient d'une si pure langue Louis XIII, drue, solide, savoureuse... A un abbé qui vint lui demander, un jour, communication du manuscrit, M. Longnon dut répondre : « Nous ne l'avons pas ! » Ce lui fut plus tard un sujet de remords. Ce grand savant était aussi le plus loyal des fonctionnaires.

Vingt ans passèrent. En 1891 ou 1892, par pur hasard, M. Longnon, dans un dossier qui n'avait aucun rapport avec les Longueval, tomba sur le manuscrit d'Angélique. Il se hâta de le copier tout entier de sa main, sans oublier une note annexe du Père de Goussencourt, et chercha un éditeur. Il le trouva, et la confession d'Angélique allait paraître, en 1895, quand l'éditeur fut pris d'un étrange scrupule. Il s'avisa qu'une phrase du manuscrit était un peu trop expressive, et suggérait des images impures. Une dame qui, d'après le récit de M. Henri Longnon, le fils, avait autant de goût qu'Arsinoé pour les réalités, et non moins d'hypocrisie, l'avait signalée en poussant des cris d'horreur. Le projet de publication fut abandonné. M. Auguste Longnon remit sa copie dans un tiroir, et l'original à sa place. Oui. Mais quelle place? Cet impeccable commit la même faute que Gérard : il ne nota point la cote. De sorte que les feuillets pâlis et leurs faveurs roses sont de nouveau perdus dans l'immensité des Archives.

Mais la copie restait. C'est elle que M. Henri Longnon nous restitue, en tête d'une édition nouvelle de l'*Angélique* de Gérard.

La belle histoire d'amour ! Et la triste histoire... C'est « Vénus tout entière à sa proie attachée ». Mais Angélique ne maudit pas les dieux. Elle commence ainsi, d'un ton tranquille : « Lorsque ma mauvaise fortune jura de continuer de ne plus me laisser en repos... » C'est probablement la phrase la plus romantique de tout son récit. Et M. Henri Longnon a bien raison de signaler la simplicité avec laquelle cette damoiselle du temps du *Cid* raconte ses égarements et sa folie. Elle s'ennuyait, oisive, dans ces châteaux de Saint-Rimault en Beauvaisis et de Verneuil en Laonnois que ses parents habitaient tour à tour. Un jour, elle vit un beau garçon qu'elle ne nomme nulle part, — mais nous savons qu'il s'appelait La Corbinière, — et c'en fut

fait de sa sagesse et de son bonheur. Elle l'aima ; elle s'obstina à l'aimer, malgré l'opposition acharnée de ses parents, et même après que M. de Longueval, marquis d'Haraucourt, — ne serait-il pas l'ancêtre de l'auteur de *Daah* et de *l'Ame nue*? — eut rasé les cheveux et les moustaches du galant, ce qui est bien remarquable de la part d'une fillette qui voyait les beaux mousquetaires ! Enfin, elle s'enfuit avec lui, en volant de la vaisselle d'argent.

Ce La Corbinière était un vilain bonhomme, joueur, paresseux et brutal. Pourtant, jamais Angélique ne l'accable. Elle l'appelle *mon mari*, avant même que le mariage n'ait été célébré près de Venise. Et quand d'autres cavaliers, plus riches et de plus belle âme, lui proposent de la délivrer de lui, elle refuse. Elle lui demeure fidèle dans les pires traverses ; elle ne se plaint pas, même quand elle n'a que douze sols par jour pour nourrir son mari, elle-même et ses enfants. Elle le suit dans les voyages les plus fatigants ; elle va sur mer, bien qu'elle en souffre ; elle chevauche dans les montagnes ; elle soigne ce médiocre amant jusqu'à sa mort, qui eut lieu en Avignon, l'an 1642, dix ans après l'enlèvement. C'est nous qui devinons la force implacable de cette passion, toute sensuelle ; et vraiment Angélique de Longueval fut une possédée, une damnée de l'amour. Quel tintamarre autour d'un pareil roman, en 1832 !... Angélique n'en fait point. Elle est une repentante, — pas beaucoup, — un peu honteuse, — et encore, je ne sais pas trop. En tout cas, elle n'est pas fière de ce qui lui est arrivé. M. Henri Longnon explique en termes fort justes en quoi Angélique se distingue d'une héroïne romantique :

« Où le romantisme commence, dit-il, c'est quand l'âme, prenant conscience de son état dans un moment de crise, y voit une marque d'exception, de noblesse, de supériorité, qu'elle s'applique à s'y maintenir, qu'elle en fait enfin la théorie et l'apologie et se le propose à l'avenir comme règle de vie... Rien de pareil chez Angélique. Sans doute elle connaît son état ; cette jeune personne si mal élevée par ses parents le connaît même fort bien ; elle le qualifie avec une lucidité merveilleuse. Et elle le décrit avec une vérité et une vivacité naturelles, bien faites pour étonner chez une fille sans lettres. Mais elle met à dire toutes choses une simplicité, une attrition si naïves qu'elles gardent de tout venin l'idée qu'elle se fait d'elle-même. Ni complaisance, ni vanité, ni griserie dans la peinture de son cœur... C'est avec l'humilité et la contrition d'une chrétienne qu'elle... avoue ses fautes. Et cela suffit pour la sauver du romantisme. » Je n'aperçois que deux corrections légères à faire, dans une si pénétrante analyse. D'abord que la contrition d'Angélique n'est pas si profonde qu'on nous le dit. Je ne sens point du tout qu'elle « se regrette »... Elle est sans orgueil ; mais elle est presque sans remords. Ensuite que tout le romantisme ne tient pas dans l'exaltation de soi-même et l'idolâtrie de ses propres égarements. Mais il est exact que c'est une des marques du romantisme.

Le manuscrit d'Angélique est précieux comme document psychologique ; c'est un roman d'amour avant *la Princesse de Clèves;* moins riche et moins nuancé, mais d'une saveur forte et brûlante. Comme peinture des mœurs et coutumes d'une famille noble de l'Ile-de-France sous Louis XIII, et même comme récit de voyage. Car Angélique a suivi l'itinéraire Toulon, Gênes, Civita-Vecchia, Rome, Lorette, Ancône, Venise, Vérone, Innspruck, Mantoue — retour par Avignon. Il n'est plus permis de l'ignorer.

*
* *

M. Luc Durtain a rapporté des États-Unis *Quarantième étage*, trois images synthétiques et satiriques, bien amusantes, très vraies en dessous, et très fantaisistes en dessus, que tout le monde, je pense, comparera aux *Nuits* de Paul Morand. Ce n'est pas, assurément, pour les diminuer... Mais enfin, si M. Luc Durtain s'était un peu moins travaillé à faire brillant, et à surprendre, on n'aurait pensé qu'à lui, — qui a écrit *Douze cent mille* et *Ma Kimbell*, et qui a beaucoup de talent.

Ce qui déplaît, chez nos amis d'Amérique, à M. Luc Durtain, c'est ce qui eût déplu à l'auteur de *Tartuffe*, défenseur de la bonne loi naturelle, et ce qui choquera toujours les Français. Appelons-le, par euphémisme, le « puritanisme »; et joignons-y cette épithète, également euphémique : « affecté ». Il n'aime pas qu'en ce pays de prohibition on boive, en cachette, autant d'alcool qu'ailleurs, et du mauvais ; qu'on y affiche la chasteté, voire la pudibonderie, tout en organisant de farouches orgies secrètes ; et qu'on y feigne l'idéalisme, tout en ne songeant qu'au dollar. Ainsi résumées, les opinions de M. Luc Durtain semblent excessives et choquantes. Mais vous découvrirez les nuances dans son charmant petit livre. Dites-vous aussi que s'il y a de vraie générosité, de vraie pudeur, et d'authentique tempérance en Amérique, M. Luc Durtain les célébrera une autre fois. Aujourd'hui, satiriste, il ne montre qu'une face des U. S.

Trois nouvelles. La première nous conte l'horrible mésaventure de Ralph Sexton, employé de banque, irréprochable d'esprit et de corps. Il fait la connaissance d'une femme, en regardant, par télescope, les roches aux lions de mer qui parsèment la baie de San-Francisco. Elle est son aimée. Elle lui enseigne ce qu'il ignorait. Et cet honnête garçon l'en récompenserait bien par le mariage. Mais elle est trop loyale pour accepter. Elle part. Or, voici que le souvenir de quelques heures de joie fermente dans les veines de Ralph, et un soir, — horreur ! — il ose poser la main, au cinéma, sur le genou d'une voisine. Elle crie à l'attentat. Ralph est à moitié assommé ; il perd sa place ; il devient un *outlaw*. On le retrouve traînant des wagonnets dans une usine. Mais son nom est révélé, son « crime » rappelé ; et le

patron, implacable, le chasse. C'est affreux... Pour un Européen, l'histoire est même invraisemblable. Je voudrais croire que M. Luc Durtain exagère. Tout le début de son récit, — promenades en auto dans San-Francisco, idylle du gamin innocent et de la femme expérimentée, est agréable et délicat. J'aime un peu moins le second récit, *la Cité que bâtit la vision*, où s'évoque la construction d'ensemble, soudaine et fantastique, d'une ville neuve, avec les rêves de fortune. les bizarres entreprises que suscite une pareille entreprise. Mais la troisième, *Smith building*, est absolument exquise. Un homme, au sommet d'un gratte-ciel, à Seattle, songe. C'est Howard Woodruff, assureur à Portland, à qui l'on propose une situation plus belle à Seattle, et qui est venu se rendre compte. Au bout de douze minutes, et après avoir regardé Seattle dans les quatre directions des points cardinaux, M. Woodruff a décidé de rester à Portland. Il croit que c'est parce que l'exemple de Seattle lui a donné l'idée d'une spéculation profitable, à Portland. Cela, sans doute. Mais aussi le souvenir d'un buisson de roses qui est à sa maison de Portland, et de l'atmosphère doucement embrumée de la ville ; bref, l'amour d'un coin de terre, un peu d'attendrissement, une lueur d'idéalisme. Et M. Woodruff s'en rend à peine compte ; il étudie les ruses qu'il lui faudra combiner, et les comédies qu'il jouera, et les bénéfices qu'il fera. Mais une force mystérieuse le pousse, qui est poésie. Et cela est bien délicat ; et plus vrai que le reste, parce qu'il n'est pas possible que l'esprit le plus calculateur ne subisse pas, de loin en loin, l'influence d'un beau rêve subconscient. *Smith building* est une réussite délicieuse.

*
* *

La princesse Bibesco adore Paris. M. Jean Lahovary en est fou. Quels bons amis nous avons sur le Danube ! On en est réjoui.

Cet éminent diplomate a écrit, sur notre ville, des pages bien émues et bien tendres, dans le *Carnet d'un égoïste*. Joli livre, du reste, subtilement pensé, et plein de cœur. Un homme qui commence à vieillir s'entend dire un jour, par sa sœur : « Tu n'es qu'un vieil égoïste. » Le reproche était lancé sur un ton plaisant. Il a porté cependant. Voilà une occasion de repasser toute sa vie, de s'interroger sans complaisance sur les motifs qui vous ont poussé à agir, à ne pas agir. L'analyse amène d'abord cette conclusion : dilettantisme. Oui. Ce romancier de quarante-huit ans, jusqu'ici, il a voulu « tout connaître et tout frôler, sans se donner absolument à rien ». Cela est mal. Il a même été lâche, une fois. C'est avec Gladys. Roman d'il y a dix ans. Une jeune fille rencontrée en Roumanie. Elle était fiancée avec un jeune Anglais. Le désir de la prendre est venu, laidement. Il s'est purifié peu à peu. L'amour est venu. D'elle à lui, aussi. Et s'il avait été brave, Gladys aurait changé de fiancé ; ce qui n'aurait certes pas poussé au suicide ce bon Billy, si philosophe. Mais il n'a pas osé. Il

a fui. Maintenant, il a du remords. Trop tard. Comme il a été penseur, et économe de soi-même...

Mais l'égoïste se réhabilite. D'une rencontre de hasard, un enfant est né. La mère l'a mis aux Enfants Assistés, au moment de mourir. L'égoïste apprend l'existence de ce petit. Il est troublé. Il le confie à une brave fille qui l'élève. Et peu à peu, l'égoïste se met à adorer ce successeur. Car la vraie loi, c'est d'être père, et de survivre par une chair de votre chair, et un esprit de votre esprit. Tout cela est joliment conté, sans recherches, sans paillettes, en un langage très sain.

Je crois que je vous aime... est un recueil de sept proverbes, mussetiens, et parfois shakespeariens, car les esprits de l'air et de la nuit y passent en jetant de douces phrases, par Mme Gérard d'Houville. Ils sont fins et ardents. Presque tous proclament la noblesse d'aimer. *La nuit porte conseil* est l'histoire d'une fillette de dix-sept ans qui vient de consentir, par obéissance, à épouser un vieux marquis, et à décourager son jeune ami Savinien. Mais il s'agit d'écrire à Savinien. Et pendant que la pauvrette cherche ses phrases, voici les grillons du jardin, les phalènes, le rossignol, la rose, les vieux cyprès, la blanche lune et la nuit qui viennent lui dire : « Révolte-toi... Il n'est que d'aimer... » Et Lilette s'enfuit ; — à la grande joie des vieillards qui, dans cette nuit merveilleuse, se sont rappelé leurs jeunes amours, leurs chagrins inapaisés et l'amertume de leur résignation. Lilette peut revenir ; on lui donnera son Savinien. Voilà une poétique fantaisie.

Les esprits graves préféreront peut-être *Il ne faut pas dire : Fontaine...*, reconstitution, en deux épisodes, de toute l'histoire de Port-Royal des Champs. En 1609, la Mère Angélique empêche M. Arnauld, son père, d'entrer dans le couvent. Ce que, dans cette fameuse Journée du guichet, se dirent le père et la fille, personne ne le sait. Mme Gérard d'Houville l'imagine. Elle prête à l'abbesse de dix-sept ans une révolte ardente contre la tyrannie de ce père qui l'a donnée à Dieu, sans la consulter ; mais maintenant qu'elle est à Dieu, l'âme enflammée, l'âme gonflée d'amour de la petite abbesse veut que ce don soit total et passionné. Elle brûle comme l'âme de sainte Thérèse d'Avila. Et la famille Arnauld, indignée, jure bien de ne jamais reparaître à Port-Royal... Nous la retrouvons pourtant, en 1648, — sauf le vieil Arnauld mort en 1619, et sa femme : cinq filles, toutes religieuses, et Arnaud d'Andilly, qui jurait plus fort que les autres, et M. Le Maître... Décidément, c'est à cette pénétrante et délicate résurrection que vont nos préférences. Il est bien permis, cependant, de goûter l'amoureux dialogue, à la manière d'*Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, avec, en plus, le pathétique d'une nuit de guerre sous les gothas, de : *Il faut toujours compter sur l'imprévu.*

ROBERT KEMP.

LES SCIENCES

UN GRAND SAVANT FRANÇAIS : MAURICE DE TASTES

C'EST une belle figure de savant que celle de Maurice de Tastes . figure de savant français par la clarté et la grandeur de ses conceptions ; figure de savant modeste, qu'une gloire posthume devait tardivement récompenser de ses admirables et immortels travaux. Car c'est à Maurice de Tastes que l'on doit la figure de la circulation générale de l'atmosphère, non pas au-dessus d'un globe terrestre hypothétiquement simplifié comme l'ont fait la plupart des théoriciens de l'air qui nous enveloppe, mais au-dessus de la terre telle qu'elle est, avec la découpure, en apparence si capricieuse, de ses continents et de ses mers.

*
* *

C'est un gros problème que celui de la circulation générale des masses d'air atmosphériques : de lui dépendent, en effet, les méthodes de la prévision du temps, si importantes à cette époque où l'aviation conquiert le monde. Et il faut bien dire que, jusqu'à Maurice de Tastes, le problème avait été abordé dans des conditions tout à fait spéciales et plutôt théoriques.

Le problème comprend deux parties bien distinctes. La première est la circulation atmosphérique au-dessus des océans dont les eaux recouvrent près des trois quarts de la surface du globe. Au-dessus de

ces vastes étendues liquides dont la surface est régulière et homogène, le problème est résolu depuis les immortels travaux du lieutenant américain Maury, vers le milieu du dix-neuvième siècle. On connaît assez la météorologie océanique pour pouvoir aujourd'hui, non seulement tracer des cartes générales des vents au-dessus des mers pendant la saison chaude et la saison froide, mais encore pour réaliser des cartes mensuelles des vents dans l'Atlantique, comme le fait, d'une façon inégalable, l'*Hydrographic Office* de Washington, pour donner aux navigateurs les routes qui leur feront les traversées plus rapides et plus sûres.

Cette connaissance des vents marins a amené l'explication rationnelle des courants qui, comme le Gulf-Stream, circulent à travers toutes les mers, fleuves d'eau chaude coulant entre des rives d'eaux froides. Le Gulf-Stream, en particulier, et son congénère le Kuro-Siwo dans le Pacifique Nord, résultent de l'action persistante des vents alizés qui toute l'année soufflent symétriquement de part et d'autre de l'équateur, et entraînent, par leur frottement sans cesse répété, les molécules liquides de l'océan, de l'est à l'ouest, le long de la « ligne » équinoxiale. Ce « courant équatorial », allant de la côte d'Afrique à celle du Brésil, est un courant d'eau chaude, à cause du long parcours de celle-ci sous les rayons ardents du soleil équatorial. Détourné par la rencontre avec la côte sud-américaine, dévié ensuite sur la droite par la rotation de la terre, il finit par constituer ce « courant du golfe » qui traverse l'océan Atlantique en écharpe, et va réchauffer, par la tiédeur de ses eaux, les côtes de la Norvège et jusqu'aux rivages méridionaux du Spitzberg.

C'est ici qu'apparaît la géniale conception de Maurice de Tastes, et il n'est pas inutile de dire à quel propos ce professeur de physique du lycée de Tours fut amené à sonder le mystère de la circulation aérienne.

Maurice de Tastes aimait le sport; non pas le sport « avec snobisme » comme on le pratique trop aujourd'hui, mais le sport pour lui-même, le sport sain et vivifiant, qui fait vivre au grand air sans pousser son effort au delà de la limite de ses forces, car, comme le disait justement un athlète averti : « Le sport cesse dès que le *match* commence. »

Malheureusement pour notre savant, une opération chirurgicale mal faite l'avait à peu près complètement privé de l'usage de ses jambes : le seul sport qui lui fût accessible était le canotage, à la voile et à l'aviron, sur la Loire. Mais le danger qu'il y aurait eu pour lui de tomber à l'eau l'avait rendu circonspect, et il avait étudié avec le plus grand soin les conditions météorologiques de la région de Tours,

afin de pouvoir ne sortir que par beau temps certain. Quand un esprit comme le sien s'attache à une question, il ne la quitte plus. De l'étude du régime des vents de la Touraine, Maurice de Tastes passe à celui de la France, de l'Europe, puis de la terre tout entière ; et c'est alors qu'il conçut, par une intuition de génie, le rôle primordial des courants marins dans la circulation générale de l'atmosphère.

*
* *

Chaque courant marin d'eau chaude, le Gulf-Stream en particulier, entraîne au-dessus de lui un courant d'air chaud et sert ainsi d'amorce à un régime de vents.

Ce courant d'air chaud, que nous pourrons, justement, appeler le « Gulf-Stream aérien », suit, au-dessus de l'Atlantique, le cours même du courant marin. Mais quand celui-ci rencontre les rivages de l'Europe occidentale, il est arrêté et dévié par cette rencontre : le Gulf-Stream aérien, au contraire, continue sa route par-dessus les terres qui constituent pour son confrère marin un obstacle insurmontable. Il commence par condenser la vapeur d'eau, qu'il contient en grande quantité, sur les régions occidentales de l'Europe : Portugal, Bretagne, Iles Britanniques, Norvège, auxquelles il communique à la fois la douceur du climat provenant de l'air attiédi qu'il transporte et le régime pluviométrique abondant qui les caractérise. Après avoir condensé ses dernières vapeurs sur la Suède, la Finlande, le nord de la Russie, toujours dévié vers sa droite par l'effet de la rotation terrestre, il redescend à travers les steppes de l'Asie centrale et retourne vers l'équateur pour fermer le vaste circuit qu'il a parcouru .

Il a perdu toute sa chaleur en échauffant les côtes occidentales de l'Europe ; il a perdu toute son humidité en formant les pluies qui alimentent les lacs de la Russie et de la Finlande : cela explique le climat sec et froid de la Russie ; cela explique les déserts arides du Turkestan, de l'Arabie, du Sahara qui sont traversés par cette branche de retour, desséchée, du Gulf-Stream aérien. Ainsi, d'après la grandiose conception du professeur de Tours, les déserts de l'ancien continent sont les conséquences directes de l'existence du Gulf-Stream, quelque paradoxale que puisse paraître cette affirmation.

Mais ce n'est pas tout : dans un courant d'air, la pression atmosphérique est moindre à l'intérieur du courant qu'autour de lui : dans une cheminée qui « tire » bien, la pression est toujours moins forte à l'intérieur qu'à l'air extérieur. Aussi voit-on, tout le long du courant d'air chaud qui constitue le Gulf-Stream aérien, des centres

de basses pressions qui sont des centres de bourrasques ; ces centres, ces « dépressions » barométriques arrivent ainsi de l'ouest sur l'Europe occidentale et centrale, et c'est pourquoi les Anglais ont donné au Gulf-Stream le surnom de « Père des tempêtes ».

Ainsi, il existe sur l'Atlantique nord et l'ancien continent, un vaste circuit aérien, tournant à droite, dont le cours est jalonné par des dépressions, par des noyaux de tempête et de bourrasques, et au centre duquel se trouve une zone de hautes pressions et de calmes. Cette zone n'est pas rigoureusement fixe ; elle oscille de part et d'autre de sa position moyenne, et Maurice de Tastes en a montré l'importance : toutes les vicissitudes du temps que nous avons à subir dépendent des déplacements de cette zone, et l'on comprend l'intérêt primordial qui en découle au point de vue du problème capital de la prévision du temps, problème plus actuel que jamais à notre époque.

*

Mais Maurice de Tastes est allé encore plus loin.

Ces circuits, séparés par des continents, peuvent se resserrer les uns contre les autres quand l'échauffement excessif des terres interposées, pendant la saison chaude, crée entre eux un centre momentané de basses pressions. Alors les masses d'air des courants voisins se rapprochent ; et, comme leurs mouvements sont de sens contraire, puisque l'un des circuits est à son point de départ et l'autre à son point terminus, ces masses d'air sont soumises à un régime tourbillonnant qui leur imprime un mouvement giratoire, un mouvement « cyclonique » d'une extrême violence. De là ces redoutables tempêtes, ces « cyclones » qui sont à la fois régionaux et saisonniers ; régionaux puisqu'ils ne peuvent avoir lieu qu'aux points de contact possible des circuits voisins : Antilles, mers de Chine dans l'hémisphère nord, Nouvelle-Calédonie, région de Madagascar dans l'hémisphère sud ; saisonniers, car ils ne peuvent prendre naissance qu'aux époques les plus chaudes, c'est-à-dire un peu après les deux solstices. Et ainsi se trouve élucidée cette question de l'origine des cyclones sur laquelle on avait tant disputé depuis si longtemps.

Voilà donc la loi générale de la circulation atmosphérique : c'est un cadre magnifique dans lequel on pourra faire tenir tous les détails de ce vaste tableau. Elle nous rend compte de son ensemble, elle en explique les particularités, elle jette une lumière éclatante sur cette question jusqu'ici tellement obscure. On a longtemps affecté de la tenir pour négligeable. Le nom de son auteur n'était même pas prononcé dans certains traités, presque classiques, de météorologie :

c'est à croire que l'ombre d'un grand mort peut frapper d'inquiétude de bien petits vivants! Encore s'il fût arrivé d'Allemagne ou de la république des Soviets : alors, on lui eût consacré une cérémonie officielle dans un amphithéâtre plus officiel encore. Mais, pensez donc : Maurice de Tastes n'était que Français! Alors, à quoi bon célébrer une gloire nationale qui pourrait porter ombrage à quelque demi-gloire « internationale »?

Malgré cela, cependant, on commence à lui rendre la justice qui lui est due. Les travaux des Bjerknes, ces remarquables météorologistes norvégiens à la science desquels tout le monde rend un légitime hommage, ont souligné à nouveau, en faisant ressortir l'influence du Gulf-Stream, la profondeur et la justesse des vues de Maurice de Tastes. Et, tout récemment, le général Delcambre, directeur de notre Office national météorologique, présidait à Tours la cérémonie de l'apposition d'une plaque commémorative sur le lycée où le grand physicien avait fait ses magnifiques travaux.

Ceux-ci, malgré leur originalité qui effraie toujours un peu des savants traditionalistes par système ou par habitude, avaient cependant reçu une précieuse récompense : en 1885, l'Académie des Sciences avait décerné l'un de ses grands prix au mémoire fondamental, paru en 1878 dans les Annales du bureau météorologique, sous le titre : *Théorie de la circulation atmosphérique.* Cette consécration officielle couronna la carrière de Maurice de Tastes, qui mourut l'année suivante, en 1886, à l'âge de 68 ans.

Son œuvre est d'un intérêt immense : d'abord du point de vue purement scientifique, parce qu'elle a résolu pour la première fois un problème difficile; mais aussi du point de vue pratique de la navigation aérienne.

L'aviation, en effet, se développe avec une rapidité vertigineuse. Les pilotes commencent à traverser l'Atlantique, et l'on comprend sans peine l'importance capitale que doit avoir pour eux la connaissance exacte des lois de la circulation des masses d'air au-dessus de ces immenses étendues d'eau qu'ils ont l'ambition de survoler d'une façon régulière. Les vues, les travaux de Maurice de Tastes donnent la clef du mystère de la circulation atmosphérique, de la direction des vents dominants entre l'Amérique et l'Europe, la raison de leur orientation vers l'Est, si défavorable à nos aviateurs, si propice aux vols des pilotes américains.

Il fut un « savant », dans toute l'acception du terme : la France peut être fière de ce fils qui a bien travaillé pour elle.

ALPHONSE BERGET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. LÉON BARETY

M. Léon Barety est l'homme du jour. Par ce temps de polémique violente, c'est une situation qui ne va pas sans inconvénients. Mais il convient de rendre hommage à M. Léon Barety qui n'a rien fait pour se dérober à cette situation, qui l'a voulue, recherchée, poursuivie. Ainsi nous pouvons noter, au seuil de cette brève analyse, ce trait de M. Barety, qu'il ne manque pas de courage.

Certains, risquant d'ailleurs le hasard de la bataille, ont, au cours de l'histoire parlementaire, ainsi attaché leur nom à de grandes réformes; M. Aristide Briand a commencé sa carrière en devenant l'homme de la séparation de l'Église et de l'État. Il est de ces rapports essentiels qui intéressent la paix sociale ou le progrès : ainsi M. Guinde est l'homme des retraites ouvrières, et M. Gouin celui des intérêts immobiliers. Est-il nécessaire d'indiquer que la grande lumière de l'actualité inonde surtout le rapporteur des grands projets politiques? M. Barety a choisi de tous ces projets politiques celui qui agite le plus furieusement les passions, qui déchaîne dans le même instant la fureur et les espérances, à la faveur duquel les conjurations politiques se préparent, et dont le succès doit avoir sur les destinées nationales — par conséquences imprévues — les plus violentes répercussions.

Or, comme si ne suffisait point à M. Barety la gloire d'avoir assumé ce redoutable rapport, et de s'exposer aux coups pour le salut et le triomphe final de ses amis politiques, et de leur mystique d'ailleurs plutôt que de leur intérêt, voici que sa situation se complique d'un inté-

rêt nouveau, et que les spectateurs, informés, apprennent cette singulière nouvelle : M. Barety n'est point l'ami des arrondissements. Le bloc imposant de ceux qui ont juré le retour à l'arrondissement ne le compte point dans son sein. M. Barety, républicain modéré, libéral et national, appartient à un parti, à un groupe dont la presque unanimité s'est prononcée contre l'arrondissement. Cette œuvre énergique et persévérante où nous le voyons engagé, il la poursuit pour le compte des autres, du Cartel, puisqu'il faut le nommer par son nom, et ce n'est point le moins paradoxal de sa position présente qu'il soit en proie aux invectives de ses amis et aux caresses des adversaires de son parti. Eh quoi! M. Barety serait donc un faux frère, un traître, pour tout dire, qui, dans un but de popularité malsaine, par ce goût morbide des applaudissements démagogiques qui a déjà empoisonné M. Herriot, ou par je ne sais quelle ambition secrète, comme de devenir un jour sous-secrétaire d'État, par exemple, à la manière de M. Jean Ossola, a brusquement faussé compagnie à ses compagnons de bataille et renié ce qu'il adorait pour adorer ce qu'il avait brûlé?

M. Barety, en cette affaire, il faut le reconnaître, s'est borné à demeurer, une fois la bataille engagée, une fois que cette bataille fut devenue politique, eut groupé politiquement les partis, et déchaîné la fureur des mystiques là où régnait paisiblement le noble et rassurant souci de l'arithmétique et de la géographie, à demeurer fidèle à la position qu'il avait prise, et à la conviction qu'il s'était formée. M. Barety a toujours été arrondissementier, a toujours rêvé le scrutin d'arrondissement. Il le rêvait, alors que le tumulte n'était pas né autour de lui, alors que le problème était un tout petit problème de rien du tout, quelque chose comme la solution d'un tournoi d'échecs ou d'un mot croisé, et il s'est borné à demeurer immobile, à sa place, lorsque tout s'agitait autour de lui. N'ayant pas voulu donner de caractère politique à son projet, il s'est trouvé tout à coup entouré de ceux qu'il n'avait pas prévus, à de grands étonnements sans doute. Et c'est parce qu'il n'a pas fui cette compagnie que des hommes enfiévrés de colère le voulurent saisir du banc des rapports et le traîner aux gémonies.

Quelle surprise! Traîner aux gémonies cet homme calme, au sourire affable, aux gestes élégants et mesurés, à la parole douce et courtoise. Cet homme qui n'avait qu'à couler des jours parlementaires sans souci dans un département de tout repos. Je vous le dis : M. Barety a un penchant secret pour l'héroïsme.

Il est temps de dire qui est M. Léon Barety. C'est en 1919 qu'il entra à la Chambre, à trente-six ans, étant né à Nice en 1883. Il n'a donc pas connu dans la pratique les mystérieux bienfaits du scrutin d'arrondissement dont il est le protagoniste. Mais aussi, il était déjà

presque un ancien, puisqu'il avait été le collaborateur de M. Deschanel : c'est dire en quelle école d'expérience aimable s'est faite son éducation politique. M. Léon Barety, entré à la Chambre sous ces auspices, s'intéressa peu à la politique pure, et rien ne pouvait faire prévoir alors le rôle d'éclatante vedette que la destinée lui réservait. Spécialiste des questions financières et coloniales, membre de la commission des Douanes et du Commerce, puis de la commission des Finances, président du groupe parlementaire du Maroc, il se fit un nom honorable parmi les gens parlementaires. Ce collègue aimable et distingué, serviable, discret, signalé par des rapports techniques intéressants et de précises interventions, avait pris le bon chemin et le destin lui souriait : il en devait l'heureuse inspiration autant à ses qualités naturelles et à sa culture variée qu'à l'amitié particulièrement précieuse qui avait guidé ses premiers pas dans la carrière politique. A dire le vrai, M. Barety paraissait devoir, sinon entrer dans les conseils des gouvernements trop combatifs ou trop accentués, du moins être appelé à de hauts postes, disons à des proconsulats où il eût utilisé au mieux du pays son expérience et ses dons.

Lorsque la question de l'arrondissement se posa, que les ministères du Cartel en firent tout à coup, on ne sait trop pourquoi, un des articles fondamentaux de leur programme, une mystique dont le succès devait sans doute compenser pour eux l'échec de cette autre mystique moins heureuse, qui avait été la rupture des relations avec le Vatican, M. Barety, qui était membre de la commission du suffrage universel, accepta le rapport sur le scrutin d'arrondissement, après d'autres rapporteurs défaillants et victimes des circonstances : à ce coup, il entrait dans le champ clos de la polémique. Dans cette polémique où les passions déchaînées dispensent tour à tour, à ceux qui aiment le risque, la gloire ou l'opprobre également injustes et également éphémères.

Sans doute le guide aimable et le psychologue si fin dont M. Barety avait été le familier n'eût pas approuvé cette option, encore qu'il aimât le courage. Mais il goûtait peu les luttes de la politique pure et en détournait, par ses conseils, ceux auxquels il voulait du bien et qu'il estimait marqués par le destin. Aussi M. Barety fut-il en butte tout de suite à des attaques furieuses, par le caractère farouche que prit la bataille, et que peut-être il n'avait pas prévu et sans doute le caractère singulier ne lui apparut-il pas tout d'abord d'une entreprise qui rompait l'union nationale, puisqu'elle divisait les partis, et qu'elle compromettait le ministère, dressé contre ses alliés pour l'amour de ses adversaires irréductibles. Les hommes du Cartel trouvèrent pour le succès de ce scrutin une discipline merveilleuse qu'ils n'avaient pas su réaliser pour les œuvres financières, et qui est la condamnation de leur défail-

lance aux promesses du 11 Mai. Les adversaires du Cartel s'avisèrent d'une discipline égale, et, considérant que la dénonciation du pacte d'union nationale était, à leur égard, une trahison, jurèrent de ne point pardonner à ceux qui se faisaient les complices de cette trahison. M. Barety comptait comme l'un des leurs. Il avait été, comme tous les élus modérés des Alpes-Maritimes, un adversaire du Cartel. Sa politique avait toujours été libérale et nationale. Ils considérèrent que, passé dans les rangs des amis de l'arrondissement, il faisait par cela même défection à la cause libérale et nationale.

A la vérité M. Barety s'étonnait de ces attaques. Élu rapporteur par l'unanimité de la commission, il admettait volontiers le retour au scrutin d'arrondissement qui lui avait toujours été cher. Et n'ayant jamais fait mystère de ses préférences, et jamais dissimulé cette position, il ne comprenait pas qu'on l'accusât de volte-face. Il estimait avoir assez fait pour l'union sacrée en mettant son indiscutable bonne foi au service des transactions nécessaires.

Mais ne convient-il pas de signaler dès maintenant la grande pensée qui animait les promoteurs du scrutin d'arrondissement, — les vrais, — ceux qui obéissaient à des desseins politiques. Il s'agissait de rendre le Cartel perpétuel et indissoluble, et de le débarrasser de ce que pouvait avoir de gênant pour des colistiers serviteurs de la même mystique et ayant le même état d'âme, l'antinomie fondamentale et formelle des programmes. Cette entreprise était équivoque. Mais la politique démocratique peut-elle se réaliser autrement que dans l'équivoque, et la duperie nécessaire du suffrage universel ne doit-elle pas s'envelopper d'une certaine obscurité favorable? M. Barety, qui est Méridional, et du meilleur Midi, possède la finesse politique héréditaire qui lui permet de discerner ceci : il sait que les grands principes ne sont que des moyens de gouvernement. Et n'est-il pas excusable par ailleurs de négliger l'inquiétude de ceux qui craignent la suprématie politique du Midi, consolidée à jamais? On ne peut demander à M. Barety de trahir sa province charmante, et non plus de s'élever contre l'augmentation du nombre des députés, au moment même où son département en bénéficie et s'en déclare satisfait.

Aussi bien a-t-il servi les intérêts qui lui étaient confiés avec une tranquille énergie et une admirable et souple ténacité. Les arguments éloquents formulés contre son œuvre par les sauveurs de la démocratie paraissent l'avoir laissé indifférent. M. Barety n'a pas eu tort de donner une preuve complète de sa culture en regardant en face l'ensemble politique des problèmes dont sa compétence lui avait permis de saisir les détails techniques isolés. Il a conclu sans doute que devant l'absurdité essentielle, mais sacrée, d'un régime fondé sur la loi du

nombre, les modalités importaient peu et nous ne saurions le blâmer d'avoir cherché pour son talent la consécration d'une notoriété dangereuse, mais certaine, en donnant une satisfaction logique au désir de la majorité.

★★★

Le cinquième centenaire de l'Université de Louvain.

En des fêtes magnifiques auxquelles assista l'élite intellectuelle du monde entier représentée par les délégués de cent quarante universités et cinquante autres institutions scientifiques, en présence de Leurs Majestés le roi et la reine des Belges et d'un légat pontifical, l'Université catholique de Louvain vient de fêter le cinquième centenaire de sa fondation.

L'année 1426-1427 fut en effet, la première année d'existence de cette illustre Université dont une bulle du pape Martin V, du 9 décembre 1425, avait autorisé la fondation, à la requête du duc de Brabant Jean IV.

Louvain, qui, aux douzième et treizième siècles, avait connu une grande prospérité commerciale et industrielle, voyait avec tristesse, à la fin du quatorzième et au début du quinzième siècle, à la suite de troubles et de guerres civiles, la déchéance, la ruine et la misère prêtes à l'envahir. Ce fut pour conjurer le péril que fut fondé en cette cité, un *studium generale* analogue à ceux de Cologne, Vienne, Leipzig, Padoue, etc... Cette Université ne comprit tout d'abord que les facultés des arts, de droit civil et canonique, et de médecine. La faculté de théologie fut seulement créée en 1432. En 1427 le corps académique, à la tête duquel se trouvait Guillaume Neefs, se composait de quatorze membres.

Dès le début, cette Université fut dotée d'importants privilèges, tant par le Souverain Pontife et par les ducs de Brabant que par les ducs de Bourgogne : le recteur avait droit de juridiction civile et criminelle sur tous les étudiants ; ceux-ci, ainsi que leurs professeurs, étaient exempts des impôts payés par les bourgeois de Louvain ; aucun docteur, maître ou étudiant, ne pouvait être cité en justice, en dehors de Louvain ; les ecclésiastiques, membres de l'Université et possesseurs d'un bénéfice, étaient dispensés de la résidence, et jouissaient de certaines exemptions. Par tous ces privilèges, pour la conservation desquels elle lutta toujours énergiquement, cette Université formait un véritable *État dans l'État.*

Dès la fin du quinzième siècle, elle prenait une large part à toutes les controverses. Le flambeau allumé par Martin V et dont des maîtres venus de Paris, Cologne, Vienne, Pavie, Bologne, avaient, les pre-

miers, entretenu la flamme, commençait de briller. Querelles du nominalisme, réforme du calendrier, concile de Bâle, controverses doctrinales au sujet des indulgences plénières, sur toutes ces questions, l'Université de Louvain donna son avis.

Elle fut un centre d'humanisme que le nom d'Érasme — lequel y séjourna de 1502 à 1504 et de 1517 à 1521 — suffirait à rendre à jamais célèbre. Cet illustre savant fonda, au sein de l'Université de Louvain, grâce aux libéralités de Jérôme Busleiden, le collège des Trois Langues, des trois langues connues alors de tout lettré et sans lesquelles la culture classique ne se concevait pas : l'hébreu, le grec et le latin ; collège qui servit de modèle à notre Collège de France et où enseignèrent le latin Hadrianus Barlandus, Conrad Goclenius, Petrus Nannius, Juste Lipse, Ercycius Putanus, Nicolas Vernulaeus ; où enseignèrent le grec Rutger Rescius, Adrien Amerot, Thierry de Langhe, Gérard de Coursèle, Henri Zoesius, Pierre Stockmans ; où enseignèrent l'hébreu Matthaeus Adrianus, Robert Wackefield, Robert Shirwood, Joannes Campensis, André Gennep, Valerius Andreas ; collège qui, au dire des historiens de la Renaissance, fit de Louvain « non seulement le foyer principal des connaissances littéraires en Belgique, mais aussi un centre d'où elles se répandirent en différentes parties de l'Allemagne ». Érasme, de son côté, écrivait en 1521 : « L'Université de Louvain n'a pas de concurrente en Europe pour le nombre des étudiants, excepté Paris. Il y a quelque trois mille étudiants et journellement il en arrive de nouveaux. » La même année, il déclarait que « nulle part l'on n'étudie d'une façon plus heureuse ni avec plus de quiétude », que « nulle part l'on ne trouve un plus grand nombre de professeurs bien préparés à leur tâche. » Qu'on juge par là du rôle éminent de cette Université, au début du seizième siècle, de son rayonnement et de son influence.

Dans la lutte contre Luther et la doctrine de ce dernier, Louvain prit une part active. Dès 1519, sa faculté de théologie condamnait plusieurs propositions extraites des livres de Luther, avant même que Léon X n'ait lancé sa fameuse bulle *Exsurge*. Le renom dont jouissait cette Université donna plus d'importance et d'autorité à l'attitude prise par elle dans la défense de l'enseignement traditionnel de l'Église catholique contre le luthéranisme.

Dans le même temps, comme le fait remarquer M. Van der Essen (1), elle avait une influence indéniable « dans le domaine de l'éducation et de la formation politique de la Belgique. » Grâce à elle, grâce à l'unité et aux tendances sociales de son enseignement se trouvait, en quelque sorte, comblé, suivant les expressions de Mgr de Ram, « l'infranchissable abîme de la diversité et de l'incohérence de l'esprit

(1) Léon Van der Essen, *Une institution d'enseignement supérieur sous l'Ancien Régime : l'Université de Louvain*, 1425-1797. Bruxelles, Vromant, 1921, in-12, p. 18.

provincial : peu à peu, par un lien nouveau, le germe du sentiment de l'unité nationale se formait et se développait dans les intelligences. »

Dès l'ouverture de l'Université, des étudiants arrivèrent à Louvain de tous les pays. Aux douzième et treizième siècles, Louvain, qui, grâce à sa position sur la Dyle, constituait « une étape sur la grande voie commerciale qui unissait la côte flamande à la région rhénane », avait exporté ses draps sur tous les marchés d'Europe. Ses marchands avaient sillonné, assidûment, les routes d'Angleterre, de France, d'Allemagne. Au quinzième siècle, Louvain ne va plus chercher la richesse commerciale dans ces pays. C'est l'Europe entière qui envoie vers elle ses étudiants et ses maîtres, puiser la richesse intellectuelle dont cette ville déborde. Dès 1426, on accourt d'Allemagne, de France et d'Italie, dès 1427 d'Écosse, dès 1429 de Suède, dès 1430 du Portugal, dès 1441 de Suisse, dès 1444 de Danemark, dès 1445 d'Espagne, dès 1447 de Livonie, dès 1449 d'Angleterre.

A la période de splendeur que connut l'Université de Louvain depuis sa fondation jusqu'au milieu du seizième siècle succéda une période de déclin qui la conduisit peu à peu à la ruine. A la suite des guerres de religion qui ensanglantèrent les Pays-Bas, les étudiants désertèrent l'*Alma Mater* dont, à la fin du seizième siècle, les collèges et les salles de cours se fermèrent, les professeurs furent dans la misère. Au début du dix-septième siècle, elle sembla pouvoir renaître. Une nouvelle prospérité amena dans ses murs jusqu'à huit mille étudiants de toutes nations. Sa faculté de droit brilla d'un éclat comparable à celui de sa faculté de théologie au siècle précédent. Ses maîtres prirent une part importante à la rédaction des coutumes, « à l'introduction du droit princier et unificateur », à l'œuvre juridique si importante des archiducs Albert et Isabelle. « Louvain, écrit encore à ce propos M. Van der Essen, fut, ici, comme à d'autres points de vue, un instrument énergique d'unité ; ses maîtres agissaient par l'enseignement, par les publications, par leur influence scientifique, par les consultations qu'ils rédigeaient, par leur entrée dans les conseils judiciaires eux-mêmes... C'est à Louvain que vit le jour le premier manuel de *droit belgique*, la *Notitia juris belgici*. »

Mais l'ère des persécutions ne tarda pas à s'ouvrir de nouveau. Louvain déclina, sous la tutelle de Marie-Thérèse et de Joseph II, qui sans cesse intervinrent dans la vie intérieure de l'Université, dont non seulement ils entravèrent le sort, mais qu'ils ruinèrent presque complètement. Joseph II l'eût même transportée à Bruxelles, si la révolution brabançonne ne fût survenue en 1789. Ce que n'avaient pas osé ou pu faire les Autrichiens, nos révolutionnaires, hélas ! le firent. En 1795, la Belgique avait été annexée à la France. L'Université de Louvain refusa de substituer au culte de Dieu celui de la Raison. Comme jadis devant le gouvernement autrichien, elle tint tête au gouvernement révolutionnaire. « Puisqu'il faut périr, décla-

rait Jean-François Van de Velde, dans une des dernières réunions de professeurs, mourons debout pour la défense de la Sainte Foi, pour nos vieilles mœurs, pour nos coutumes pieuses et chrétiennes! La tombe de notre Université sera du moins ornée de cette gloire posthume qu'elle n'est pas tombée par sa propre lâcheté, mais qu'elle a été brisée par les coups de ses ennemis, qui sont aussi ceux de la Foi! » Le 25 octobre 1797, l'antique Université était supprimée, son recteur déporté à la Guyane et ses quarante-deux collèges fermés.

Il faut attendre 1816 pour assister à un premier essai de résurrection de l'Université de Louvain. La Belgique et la Hollande étaient alors réunies sous le sceptre de Guillaume Ier, qui créa à Liége, Gand et Louvain des Universités d'État. Mais, alors que les deux premières réussissaient à se développer et à se maintenir jusqu'à nos jours, celle de Louvain végéta lamentablement et en 1835 fut supprimée.

Ce fut alors que l'Église, qui avait fondé en 1425 le *Studium generale* de Louvain, ranima le flambeau allumé jadis par Martin V : les évêques de Belgique transportèrent le 1er décembre 1435 à Louvain l'université catholique qu'ils avaient, l'année précédente, fondée à Malines, et qui, depuis lors, n'a cessé de prospérer magnifiquement, sous les rectorats de Mgr de Ram, de Mgr Laforet, de Mgr Namèche, de Mgr Pierraets, de Mgr Abbeloos, de Mgr Hebbenynck, de S. G. Mgr Ladeuze; et sous la haute protection des évêques belges, en particulier du grand cardinal Mercier, lequel, en 1882, y avait commencé son fameux cours de philosophie.

Au cours de la guerre de 1914, l'Université eut, on s'en souvient, terriblement à souffrir de la part des Allemands qui incendièrent, avec une barbarie sans nom, les Halles du quatorzième siècle où elle était installée depuis 1432, et la célèbre bibliothèque qui contenait tant de manuscrits et d'incunables précieux, commettant ainsi, comme le déclarait le cardinal Mercier, « un attentat qui ne s'était plus vu depuis l'incendie de la Bibliothèque d'Alexandrie par le kalife Omar. »

Cet attentat souleva l'indignation de tout le monde civilisé, et en particulier de tous les intellectuels. Un comité international se forma, sous la présidence de M. Raymond Poincaré, pour la reconstruction et reconstitution de cette bibliothèque. De partout, et surtout d'Amérique, des dons généreux arrivèrent. Le 28 juillet 1921 avait lieu, solennellement, la pose de la première pierre du nouvel édifice. « Si brillant, proclamait, avec vérité, en ce jour, M. Poincaré, si brillant qu'eût été le passé de l'Université de Louvain, si justement réputée qu'elle fût encore à la veille de la guerre, c'est dans sa résurrection d'aujourd'hui qu'elle atteint vraiment au sommet de la gloire. L'armée allemande a cru la réduire en cendres, elle lui a assuré l'immortalité. »

Plus de trois mille étudiants fréquentent aujourd'hui cette Université, ses anciennes facultés de théologie, de droit, de médecine,

de lettres, de sciences ; son Institut supérieur de Philosophie ; son École de Sciences Politiques et Sociales ; son École Commerciale, Consulaire et Coloniale ; ses Écoles spéciales pour la formation des ingénieurs, son École d'Agriculture et son École de Brasserie.

Aujourd'hui comme hier, nous pouvons compter sur l'Université de Louvain pour opposer « les claires et humaines leçons de la civilisation latine » à la décevante culture germanique, au pseudo-mysticisme oriental. Nous pouvons compter sur elle pour la nécessaire défense de l'Occident et de la Latinité.

Paul Lesourd.

Le Théâtre : *La crise du théâtre en 1927.*

Depuis plusieurs années on sentait venir la crise. A l'été de 1925, M. Copeau s'en allait. L'Atelier s'endormait à demi. Aux Champs-Élysées, M. Jouvet a du mal à vivre. En 1926, M. Pitoeff constatait avec mélancolie : « J'ai eu deux succès avec deux auteurs étrangers ; j'ai monté deux ouvrages d'auteurs français, j'ai eu deux fours. » La même année, la tentative de redressement menée par M. Bidou et M. Lang, sous le nom de Théâtre des Jeunes Auteurs, aboutissait très promptement à un échec. En 1927, tout contribuait à précipiter la crise.

Avant de chercher à démêler les effets et les causes, commençons par en retracer le tableau d'ensemble.

Toutes les pièces présentant un semblant d'intérêt littéraire ont échoué. Deux pièces de valeur seulement ont tenu l'affiche, *le Venin* de M. Bernstein, et *Désiré* de M. Guitry. Mais ni dans un cas ni dans l'autre ce n'est la valeur littéraire de l'ouvrage qui a déterminé le succès : M. Bernstein et M. Guitry ont leur réputation faite ; le premier ouvrage de M. Bernstein remonte à 1900, le premier ouvrage de M. Guitry à 1905 ; s'il n'en reste que deux, ils seront ces deux-là.

On remarquera qu'ils sont les deux seuls qui unissent la valeur littéraire à l'habileté professionnelle, et que, sitôt qu'on offre au public les deux qualités réunies, il vient encore. Le nœud de la crise, le point central où se rejoignent les effets et les causes est là : les deux qualités ne sont plus jamais réunies chez les auteurs nouveaux. On verra en concluant pour quelles raisons, et ce qui en résulte.

Les autres écrivains dignes d'attention n'ont connu que des échecs. M. Jules Romains a ouvert la série avec *le Dictateur*, et l'a continuée avec *Jean Le Maufranc*. MM. Régis et de Veynes, qui avaient eu un si beau succès avec leur ouvrage de début, au temps du Vieux-Colombier, ont été obligés de monter à leurs frais *la Grande Pénitence*. Le puissant seigneur du théâtre commercial, M. Quinson, voulut faire semblant de s'intéresser aux écrivains sérieux et annonça qu'il leur ouvrait le théâtre de la Michodière : l'échec de la pièce de

M. Haurigot, *Méditerranée*, fut aussi rapide que décisif ; M. Quinson a restitué la Michodière au culte lucratif de l'opérette.

Au théâtre des Arts, M. Pagnat eut une assez belle réussite avec *Jazz*. Mais la pièce était bien loin d'être bonne, et si quelque chose en elle intéressa le public, on peut dire que ce furent ses défauts plutôt que ses qualités : étrangeté, irréalité et ton déclamatoire. A l'inverse, la seule pièce qui ait révélé des dons supérieurs, *Pas encore*, de M. Steve Passeur, ne faisait plus un sou de recette à l'Atelier à partir de la quatrième représentation. Deux ouvrages dignes d'intérêt parurent en fin de saison : l'un et l'autre se heurtèrent à une indifférence telle qu'ils disparurent au bout de quelques jours, où ils furent remplacés par des pièces légères et insignifiantes.

Le théâtre des Jeunes Auteurs alla poursuivre un reste de vie et exhaler son dernier soupir à l'Odéon, où M. Gémier lui prêta sa salle et sa troupe : la pièce montée dans ces conditions, *le Dernier Empereur*, de M. J.-R. Bloch, n'intéressa pas le public, et n'avait, à vrai dire, rien qui fût de nature à l'intéresser.

L'Odéon connut cette saison un gros succès d'argent : ce fut avec un exécrable mélodrame de M. Guiraud, *le Bonheur du jour*, joué avec grand fracas par M. de Féraudy. Une pièce historique de Paul Fort, une revue d'un chansonnier montmartrois et israélite, M. Bastia, complètent la liste des nouveautés parues à l'Odéon, avec une pitoyable comédie de l'israélite hongrois M. Melnas, *le Cygne*, annoncée comme devant contribuer au rapprochement intellectuel entre les peuples, et qui ne rapprocha que les spectateurs dans le sommeil et l'ennui.

A la Comédie-Française, deux nouveautés aussi médiocres que celles de l'Odéon : *le Cœur partagé*, de M. Besnard, et *les Flambeaux de la noce*, de M. Bouhélier. La première desdites médiocrités eut du succès, la seconde n'en eut pas. Le grand effort de la Comédie-Française a porté cette année sur les ouvrages romantiques, qui ont été présentés en série pour commémorer le centenaire de *Cromwell*, la pièce type du drame tel que le conçurent les réformateurs du dix-neuvième siècle. On consacrera à cette entreprise une étude particulière.

Ainsi, paralysie lente des dernières compagnies littéraires, échec des pièces qui visent plus haut que le succès commercial immédiat à tout prix, carence totale des théâtres d'État, indifférence totale du public qui ne cherche plus au théâtre qu'une distraction la plupart du temps grossière, tel est le triste bilan de la scène française.

Conséquence : l'invasion étrangère. Tandis que des voix s'élèvent pour annoncer que Paris est déchu de son privilège, Paris lui-même souscrit à son abdication et n'a vécu cette saison que sur les répertoires étrangers. Tous les succès ont été pour des ouvrages importés : à l'Atelier, *la Comédie du bonheur*, du Russe M. Evreinoff ; aux Champs-Élysées, *Au grand large*, de l'Anglais M. Sutton Vane, et *le Revizor*, du Russe Gogol ; au théâtre de la Madeleine, *Pluie*, de l'Anglais

M. Sommerset Maugham; au théâtre de l'Avenue, *Masques et Visages*, de l'Italien M. Chiarelli; sans compter les importations qui n'ont pas réussi, *le Cygne* de l'israélite hongrois M. Melnas à l'Odéon, *la Fée Morgane* de l'israélite hongrois M. Vaïda à la Renaissance. Il faut encore ajouter à la liste les reprises : la *Sainte Jeanne* de l'Irlandais M. Shaw au Théâtre des Arts, le *Dilemme du docteur*, du même M. Shaw, à l'Œuvre; et les ouvrages classiques : *Hamlet* de l'Anglais Shakespeare chez M. Pitoeff, *la Vie est un songe* de l'Espagnol Calderon chez M. Dullin; on ne comptera pas au nombre des étrangers M. Maeterlinck qui est Français par la langue et par le cœur, ni son disciple M. Cromelynck; mais on ne doit point oublier de mentionner, pour clore, les opérettes anglaises, viennoises, américaines ou nègres.

Derniers signes : la seule entreprise intelligemment nationale qui subsiste dans le monde du théâtre, la Petite Scène, accueille pour la première fois des auteurs étrangers : Sheridan, Goldsmith. Est-ce que le théâtre en France est mûr pour tout subir avec passivité? En France, ou à Paris? Voici que, pour la première fois, on pose la question. *Comœdia* a signalé plusieurs fois que jamais on n'avait monté tant d'ouvrages nouveaux à Bordeaux, Lyon, Marseille, Genève, Lausanne, Bruxelles. M. Boissy en a conclu que, puisque Paris manquait aux charges de son privilège, il serait juste et bienfaisant qu'on l'en dépossédât. A Paris, cette opinion a passé inaperçue. Elle a éveillé des échos en province et dans les pays étrangers de langue française. Dernière conséquence de la rupture entre l'art dramatique et l'art d'écrire : voici, pour la première fois, la capitale française menacée de perdre cette suprématie, mieux, ce monopole qu'elle détenait depuis trois siècles, comme jadis les marchands de la Hanse détinrent ceux du commerce fluvial.

Tel est le tableau. Il est noir. Il est malheureusement exact. Ce sont les faits. Reste à voir les leçons.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

FRANCE. — *Le juge d'instruction Villette fait arrêter Mme Montard, téléphoniste bénévole à l'*Action française, *qui est incarcérée avec son bébé âgé de quatre mois (2 juillet).*

— *Discours de M. André Tardieu à Belfort, de MM. Raoul Péret et Chaumet à Bordeaux, préconisant la continuation de la politique d'Union nationale (3 juillet).*

— *M. Cachin, député communiste, se constitue prisonnier le 4 juil-*

let à une heure de l'après-midi. Il sort de prison le soir même à 7 *h.* 25, *la Chambre ayant voté une motion tendant à la suspension de sa détention jusqu'à la clôture de la présente session.*

— *Après interpellation de M. Biré, député royaliste de la Vendée, et une séance agitée à la Chambre, Mme Montard est remise en liberté provisoire, M. Maurice Pujo est placé au régime politique (*5 *juillet).*

— *Commencement du débat sur la réforme électorale à la Chambre (*7 *juillet).*

— *La cour d'assises de la Seine acquitte le Géorgien Merabachvili, accusé d'assassinat sur la personne de son compatriote, le bolcheviste Veshapely (*8 *juillet).*

— *La Cour de cassation proclame l'innocence de M. Leymarie, ancien directeur de la Sûreté générale, condamné en* 1918 *dans l'affaire du* Bonnet rouge *pour complicité de commerce avec l'ennemi (*8 *juillet).*

— *M. Maurice Pujo est remis en liberté (*10 *juillet).*

— *La Chambre des députés vote le retour au scrutin d'arrondissement par* 320 *voix contre* 234 *(*12 *juillet).*

RUSSIE. — *A Petrograd, attentat contre le secrétaire du Soviet municipal (*6 *juillet).*

ALLEMAGNE. — *Les experts annoncent que les forteresses de Prusse orientale seraient détruites, conformément aux promesses faites aux Alliés (*9 *juillet).*

IRLANDE. — *Assassinat, à Blackrock, de M. Kenine O'Higgins, vice-président de l'Etat libre d'Irlande.*

BELGIQUE. — *M. de Broqueville, ministre de la Guerre, ayant parlé de la persistance de l'idée de revanche en Allemagne, le gouvernement allemand, par deux fois, fait une démarche de protestation à Bruxelles (*7 *et* 12 *juillet).*

LE CONFLIT ALBANO-YOUGO-SLAVE. — *Il est officiellement terminé. Les relations diplomatiques sont reprises entre les deux pays (*10 *juillet).*

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE. — *Elle aboutit à un échec, les intérêts en présence n'ayant pu être conciliés, et elle s'ajourne* sine die *(*11 *juillet).*

A. M.

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1927. 35275.